HAL
open science

Utsukushii Nihon (Un beau Japon) : introduction à Nippon Kaigi : une image des conservatismes japonais contemporains

Victoria Leroy

To cite this version:

Victoria Leroy. Utsukushii Nihon (Un beau Japon) : introduction à Nippon Kaigi : une image des conservatismes japonais contemporains. Science politique. 2018. dumas-02526291

HAL Id: dumas-02526291

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02526291v1

Submitted on 31 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ENS DE LYON

UNIVERSITÉ DE LYON

SCIENCES PO LYON

Institut d'Études Politiques de Lyon

master asie orientale contemporaine — études

en double-diplomation avec

l'École Normale Supérieure de Lyon

Mémoire de M2 présenté par

Victoria Leroy

Soutenance prévue le 21 juin 2018

Discipline : Science politique

Utsukushii Nihon (Un beau Japon)

Introduction à Nippon Kaigi : une image des conservatismes japonais contemporains

Sous la direction de

M. Arnaud Nanta — Directeur de recherches au CNRS (DR2), Institut d'Asie Orientale

---

Membres du jury :

Mme Christine Cornet — Professeure en histoire contemporaine, Sciences Po Lyon

Résumé

Ce mémoire de science politique s'intéresse à l'environnement institutionnel et idéologique des mouvements conservateurs et nationalistes japonais contemporains, en se focalisant sur le groupe d'influence Nippon Kaigi, créé en 1997. Reprenant l'idéologie classique de la "nouvelle droite" japonaise, Nippon Kaigi l'a pourvue d'un véritable centre névralgique et organisationnel, s'imposant comme mouvement le plus étendu et le plus influent de ces conservatismes patriotes. Nous étudions d'abord la formation du courant politique au sein duquel Nippon Kaigi est née ; ensuite, nous présentons plus précisément l'organisation elle-même ; enfin, nous traçons un bilan de l'impact de ce groupe sur la vie politique japonaise dans les vingt dernières années.

Mots-clés — Nippon Kaigi, conservatisme, nationalisme, Japon

Abstract

This study is about the institutional and ideological environment of conservatist and nationalist movements in contemporary Japan, and focuses on a movement called Nippon Kaigi, created in 1997. While its ideology is not new among radical Japanese conservatism, Nippon Kaigi is a mothership to these conservative forces, as its biggest and most influent organization. The study first provides an overview of the birth of the political stream that Nippon Kaigi belongs to ; in a second part, it focuses on the organization itself ; finally, it draws up a review of the influence Nippon Kaigi had on Japanese political life in the last twenty years.

Keywords — Nippon Kaigi, conservatism, nationalism, Japan

概要

当論文は、1997年に設立された日本会議という運動を中心として、現代日本における保守的・国家主義的な運動の組織的・思想的環境の研究である。その思想は、日本の急進的な保守主義の中で目新しいものではなかったが、最大の規模・影響力を持ち、勢力の母体となった組織である。本文ではまず、日本会議が誕生するに至った政治的経緯について概説し、次に、組織自体に焦点を当てる。最後に、同組織がここ二十年の日本の政治生活に及ぼした影響についてまとめる。

キーワード — 日本会議、保守政治、国家主義、日本政治

Remerciements

Je tiens à adresser ma gratitude la plus chaleureuse :

À toutes celles et ceux qui m'ont apporté leur savoir, leurs questions et leur aide durant ces deux années de master ;

À Christine Cornet, ma directrice de M2, pour son écoute et son soutien constants ;

À Arnaud Nanta, mon directeur de mémoire, pour son accompagnement et son encouragement dans ce premier travail de recherche ;

À Thierry Guthmann pour son accueil à Tsu et ses remarques judicieuses ;

À Benjamin Middleton pour ses apports précieux de Fukuzawa à Kishi ;

À l'ensemble de l'équipe pédagogique du master Asioc pour ses regards croisés toujours pertinents et enrichissants ;

À Kylian, Lise, Maïlys, Maï-Lan, Michaël, Étienne, Fanny, Nina, Charlotte, Nami et Naoya pour tous ces moments partagés ;

À mes parents et ma petite sœur pour leur soutien indéfectible ;

Et à Adrien, sans condition.

Table des matières

Glossaire – Quelques organisations japonaises d'après-guerre ix

Introduction **1**

Une histoire des conservatismes japonais après 1945 **17**

1 Premiers mouvements et convergences des conservatismes patriotes **19**
1.1 L'immédiat après-guerre et la création du Parti Libéral-Démocrate . . . 19
1.2 Le rassemblement progressif des droites conservatrices autour de symboles impériaux 20

2 Remise en question progressive du consensus d'après-guerre **27**
2.1 Continuité de la carrière de certains responsables d'avant-guerre 28
2.2 Le nationalisme religieux et la persistance du shintō d'État 29
2.3 La création des Forces de Défense 35

3 Émergence d'un conservatisme révisionniste et illibéral dans les années 1990 **37**
3.1 Montée du révisionnisme 37
3.2 Divisions au sein du PLD et opposition au courant principal 41
3.3 Les années 1990 : une situation de crise favorable à l'émergence de Nippon Kaigi 43

Nippon Kaigi : une introduction **47**

4 La naissance de Nippon Kaigi **49**
4.1 Une ébauche généalogique 49
4.2 Le moment fondateur 53

5 Idéologie et objectifs **57**

5.1 Un certain sens de l'histoire 57
5.2 Le cœur idéologique de Nippon Kaigi : rattacher l'individu aux figures traditionnelles de la nation et de la famille 58
5.3 Objectifs affichés par l'organisation 63

6 Fonction de Nippon Kaigi et moyens d'action 69
6.1 Quel est le rôle de Nippon Kaigi au sein du macrocosme conservateur et patriote ? 69
6.2 De quels moyens d'action dispose Nippon Kaigi ? 74
6.3 Nippon Kaigi, un « mouvement populaire » ? 75

Une évaluation de l'impact de Nippon Kaigi 79

7 Les mandats d'Abe Shinzō et la réalisation d'objectifs chers à Nippon Kaigi 81
7.1 Abe, un « Premier ministre Nippon Kaigi » ? 81
7.2 Premier mandat (2006–2007) : un an, trois grandes mesures 84
7.3 Second mandat (2012 —) : affirmation d'une ligne politique conservatrice 86

8 Une reconfiguration de la vie politique japonaise ? 93
8.1 Plus loin des projecteurs : l'impact de Nippon Kaigi sur la politique locale 93
8.2 Transformations du PLD 95
8.3 Influence dans l'espace public et mouvement dextrogyre 96

9 Qu'est-ce qui ne réussit pas à Nippon Kaigi ? 97
9.1 Un réseau fragile 98
9.2 Entre fièvre éditoriale et scandales gouvernementaux, une mauvaise publicité depuis 2016 99

Conclusion 103

Annexes 109
Liste des administrateurs de Nippon Kaigi 111
Représentation de Nippon Kaigi et de son réseau au sein du Cabinet Abe IV 113

Sources 115

Glossaire - Organisations japonaises dans l'après-guerre

Création	Nom japonais	Nom romanisé	Traduction
1930	生長の家	*Seichō no ie*	Seichō no ie (Maison de la Croissance)
1945	日本自由党	*Nihon Jiyūtō*	Parti Libéral du Japon
1946	神社本庁	*Jinja honchō*	Association des Sanctuaires Shintō
1947	日本教職員組合 (日教組)	*Nihon kyōshokuin kumiai (Nikkyōso)*	Union des Enseignants du Japon
1951	日本青年会議所	Nihon seinen kaigisho	Chambre des jeunesses du Japon
1954	建国記念日制定促進協議会	*Kenkoku kinenbi seitei sokushin kyōgikai*	Comité de concertation pour l'institution d'un jour commémoratif de la Fondation du Japon
1954	日本民主党	*Nihon minshutō*	Parti Démocrate du Japon
1955	自主憲法期成議員同盟	*Jishu kenpō kisei giin dōmei*	Alliance des parlementaires pour une Constitution autonome
1955	自由民主党（自民党）	*Jiyūminshutō (Jimintō)*	Parti Libéral-Démocrate (PLD)
1955	紀元節奉祝会	*Kigensetsu hōshukuai*	Société pour la célébration du Jour de la Fondation du Japon
1964	生長の家政治連盟合	*Seichō no ie seiji renmei gō*	Ligue politique de Seichō no ie
1966	生長の家学生会全国総連合（生学連）	*Seichō no ie gakuseikai zenkoku sōrengō* (Seigakuren)	Fédération nationale des assemblées étudiantes de Seichō no ie
1966	長崎大学学生協議会	*Nagasaki-daigaku gakusei kyōgikai*	Comité étudiant de l'Université de Nagasaki
1966	日本学生同盟	*Nihon gakusei dōmei*	Ligue étudiante du Japon
1968	全国学生団体協議会	*Zenkoku gakusei dantai kyōgikai*	Conseil national des organisations étudiantes
1969	靖国神社国家護持貫徹国民会議	Yasukuni-jinja kokka goji kantetsu kokumin kaigi	Rassemblement national pour le patronage étatique du sanctuaire Yasukuni
1969	全国学生自治体連絡協議会（全国学協）	*Zenkoku gakusei jichitai renraku kyōgikai (Zenkoku-gakkyō)*	Comité national de liaison des groupes étudiants autonomes
1969	神道政治連盟	*Shintō seiji renmei*	Ligue politique shintō
1970	日本青年協議会	*Nihon seinen kyōgikai*	Conseil des jeunesses du Japon
1971	政教関係を正す会	*Seikyō kankei wo tadasu kai*	Société pour la rectification des liens entre politique et religion
1974	日本を守る会	Nihon wo mamoru kai	Société pour la défense du Japon
1976	英霊にこたえる会	Eirei ni kotaeru kai	Société pour la satisfaction des âmes des héros de guerre
1978	元号法制化実現国民会議	*Gengō hōseika jitsugen kokumin kaigi*	Rassemblement national pour la promulgation des noms d'ère
1981	日本を守る国民会議	Nihon wo mamoru kokumin kaigi	Rassemblement national pour la défense du Japon
1981	みんなで靖国神社に参拝する議員の会	Minna de Yasukuni-jinja ni sanpai suru giin no kai	Société des parlementaires qui vont rendre hommage ensemble au sanctuaire Yasukuni
1982	教科書問題を考える懇談会	*Kyōkasho mondai wo kangaeru kondankai*	Comité de réflexion sur les manuels
1983	教科書正常化国民会議	*Kyōkasho seijōka kokumin kaigi*	Rassemblement national pour la normalisation des manuels
1984	歴史教科書編纂委員会	*Rekishi kyōkasho hensan iinkai*	Comité d'édition des manuels d'histoire
1984	日本政策研究センター	*Nihon seisaku kenkyū sentā*	Centre de recherche politique du Japon
1993	自民党歴史検討委員会	*Jimintō rekishi kentō iinkai*	Commission du PLD pour le réexamen de l'histoire

1995	自由主義史観研究会	*Jiyū-shugi shikan kenkyūkai*	Centre d'études pour une vision libérale de l'histoire
1996	新しい歴史教科書をつくるかい（つくる会）	*Atarashii rekishi kyōkasho wo tsukuru kai* (Tsukuru-kai)	Société pour la rédaction de nouveaux manuels d'histoire (Tsukuru-kai)
1997	憲法調査推進議員連盟	*Kenpō chōsa suishin giin renmei*	Alliance des parlementaires pour l'examen de la Constitution
1997	日本会議国会議員懇談会	Nippon kaigi kokkaigiin kondankai	Amicale des parlementaires rattachés à Nippon Kaigi
1997	日本会議	Nippon kaigi	Nippon Kaigi (Assemblée du Japon)
1997	日本の前途と歴史教育を考える議員の会	*Nihon no zento to rekishi kyōiku wo kangaeru* giin no kai	Rassemblement des parlementaires pour une réflexion sur l'avenir du Japon et l'enseignement de l'histoire
1997	戦争資料の偏向展示を正す会	*Sensō shiryō no henkō tenji o tadasu kai*	Société pour la correction des expositions biaisées de documents
1998	北朝鮮に拉致された日本人を早期に救出するために行動する議員連盟	*Kita-chōsen ni rachi sareta Nihonjin wo sōki ni kyūshutsu suru tame ni kōdō suru giin renmei*	Union des parlementaires en action pour secourir au plus tôt les Japonais enlevés par la Corée du Nord
2000	教科書改善連絡協議会	*Kyōkasho kaizen renraku kyōgikai*	Comité de liaison pour l'amélioration des manuels
2001	みんなで靖国神社に参拝する国民の会	Minna de Yasukuni-jinja ni sanpai suru kokumin no kai	Rassemblement des citoyens qui vont rendre hommage ensemble au sanctuaire Yasukuni
2001	日本女性の会	Nihon josei no kai	Société des Femmes du Japon
2002	谷口雅春先生を学ぶ会	Taniguchi Masaharu-sensei wo manabu kai	Société d'études autour du Maître Taniguchi Masaharu
2003	「日本の教育改革」有識者懇談会	*Nihon no kyōiku kaikaku yūshikisha* kondankai	Amicale d'intellectuels pour la réforme de l'éducation au Japon
2004	日本会議経済人同志会	*Nippon kaigi keizaijin dōshikai*	Confrérie des hommes d'affaires de Nippon Kaigi
2004	教育基本法改正促進委員会	*Kyōiku kihon-hō kaisei sokushin iinkai*	Commission pour la réforme de la Loi Fondamentale sur l'Education
2005	日本協議会	*Nippon kyōgikai*	Conseil du Japon
2006	在日特権を許さない市民の会（在特会）	Zainichi tokken wo yurusanai shimin no kai (Zaitokukai)	Groupement citoyen contre les privilèges des résidents (coréens) du Japon
2006	正しい日本をつくる会	Tadashii Nihon wo tsukuru kai	Société pour la construction d'un vrai Japon
2006	史実を世界に発信する会	Jijitsu wo sekai ni hasshin suru kai	Société pour la dissémination des faits historiques
2007	新憲法制定議員同盟	*Shinkenpō seitei giin dōmei*	Alliance des parlementaires pour l'institution d'une nouvelle Constitution
2007	教科書改善の会	*Kyōkasho kaizen no kai*	Rassemblement pour l'amélioration des manuels
2007	国家基本問題研究所	*Kokka kihon mondai kenkyūjo*	Institut de recherche pour des fondamentaux nationaux
2007	日本会議地方議員連盟	*Nippon kaigi chihō giin renmei*	Ligue des élus locaux de Nippon Kaigi
2007	創生「日本」	*Sōsei Nippon*	Renaissance du Japon
2007	美しい日本をつくる会	Utsukushii Nihon wo tsukuru kai	Société pour la construction d'un beau Japon
2007	慰安婦問題と南京事件の真実を検証する会	Ianfu mondai to Nankin jiken no shinjitsu wo *kenshō suru kai*	Société pour l'expertise de la réalité de la question des femmes de réconfort et de celle de l'incident de Nankin

2008	日教組問題を究明し、教育正常化実現に向け教育現場の実態を把握する議員の会	*Nikkyōsō mondai wo kyūmei shi, kyōiku seijōka jitsugen ni muke kyōiku genba no jittai wo hāku suru giin no kai*	Rassemblement des parlementaires pour l'éclaircissement du problème posé par le Syndicat des Enseignants Japonais et pour l'évaluation de l'état réel de l'éducation afin de normaliser le système éducatif
2012	皇室の伝統を守る国民の会	*Kōshitsu no dentō wo mamoru kokumin no kai*	Rassemblement populaire pour la défense des traditions de la maison impériale
2012	親学推進議員連盟	Oya-gaku suishin giin renmei	Union parlementaire pour les "études parentales"
2013	日本遺族会	Nihon izoku kai	Association nationale des familles de défunts de guerre
2014	「21世紀の日本と憲法」有識者懇談会	*21 seiki no Nihon to kenpō yūshikisha* kondankai	Amicale d'intellectuels sur la Constitution du Japon au XXIème siècle
2014	美しい日本の憲法をつくる国民の会	*Utsukushii Nihon no kenpō wo tsukuru* kokumin no kai	Rassemblement populaire pour la rédaction de la Constitution d'un beau Japon

Introduction

Éléments de contexte

Ce mémoire a pour objectif de présenter l'environnement institutionnel et idéologique des mouvements conservateurs et nationalistes japonais, en s'attachant de manière centrale à l'étude de l'organisation *Nippon Kaigi* 日本会議 (« Assemblée du Japon »), créée en 1997. Ce mouvement est aujourd'hui le plus important de son genre en termes d'effectifs et d'influence ; il illustre ainsi combien les fractions nationalistes et radicales, autrefois cantonnées au second rang de la grande famille conservatrice incarnée par le Parti Libéral-Démocrate (PLD, en japonais *Jiyū-Minshutō* 自由民主党), se rapprochent aujourd'hui d'une position d'hégémonie.

Remontons un peu aux débuts de l'après-guerre pour mieux situer ce qui sera l'objet de notre propos. À la suite de la capitulation du Japon, le 15 août 1945, et de son occupation par les forces américaines pendant sept ans, le pays devient, en vertu de la Constitution en vigueur depuis le 3 mai 1947, une démocratie. Rapidement, les conservateurs se retrouvent donc autour du PLD, formé en 1955 afin de contrer la popularité du Parti socialiste japonais. Dans cette période d'immédiat après-guerre se consolide un « consensus d'après-guerre » démocratique et pacifiste, la société japonaise prenant acte des bombardements nucléaires d'août 1945 comme d'une sanction nécessaire face aux exactions d'un régime ultranationaliste et violent. Mais cet état d'esprit n'est pas sans contestations, et il amène un schisme grandissant au sein de la droite japonaise.

Pendant plusieurs décennies, la vie politique du PLD (et, par extension, de la société japonaise) est dominée par une tendance qu'Oguma Eiji 小熊英二 qualifie de *conservatisme libéral* (*jiyū-hoshu-shugi* 自由保守主義), située au centre-droit de l'échiquier politique et caractérisée par son intérêt principalement tourné vers l'économie. Toutefois, au fil du long après-guerre japonais, une tendance concurrente au sein du PLD se manifeste ; celle-ci affiche un conservatisme nationaliste que d'aucuns qualifieraient aujourd'hui de « décomplexé ». En son sein, les questions économiques font la part belle à un attachement à des valeurs qui relèveraient de la tradition japonaise, au premier rang desquelles se trouve une fierté nostalgique de l'Empire du Japon. Cette nostalgie se porte surtout sur la personne de l'empereur, sur le respect qui lui serait dû par tout Japonais en tant que père de la nation (au sens figuré, mais aussi mythologique) et sur la nature de ses fonctions au sein de l'État. Est fantasmée une histoire du Japon où l'empereur, chef suprême de l'État dont la dynastie divine règne depuis plus de 2600 ans, est l'ultime autorité dans

une société où règne naturellement l'ordre[1] ; tout ceci étant cristallisé dans le *kokutai* 国体 (« corps national ») qui constituerait l'essence de la japonéité[2].

De manière d'abord discrète, puis plus radicale et ouverte depuis les années 1990, on observe ainsi au Japon l'émergence de discours en opposition au consensus d'après-guerre. Des auteurs japonais observent depuis les années 1990 une « poussée du nationalisme » et un « glissement vers la droite » — deux notions que recouvre le terme d'*ukeika* 右傾化 (« droitisation ») — au sein de la sphère politique nationale. Cela s'illustre à travers une poussée du révisionnisme historique, des appels à la révision de la Constitution (notamment en ce qui concerne son 9ème article portant sur la renonciation au droit à la guerre), des discours d'incitation à la haine envers les populations coréennes et chinoises, ou encore, au niveau intellectuel, un regain d'intérêt pour les études culturalistes sur la société japonaise[3]. Ces divers phénomènes témoignent d'une crise identitaire japonaise dans l'après-guerre, qui fait écho (sans être toutefois comparable) à celle que le pays a pu connaître au milieu du XIXème siècle, et au sein de laquelle les discours nationalistes viennent recréer une forme de cohérence ; c'est dans cet écosystème conservateur et très patriote que se situe Nippon Kaigi.

Nippon Kaigi

Créée en 1997, cette organisation compte aujourd'hui environ 38 000 membres individuels, auxquels s'ajoutent des personnes morales adhérentes à titre collectif (pour la plupart des mouvements religieux). Ces membres sont rassemblés par un sentiment national très fort, dont le culte de l'empereur est la clef de voûte idéologique et émotionnelle.

L'idéologie de Nippon Kaigi touche à plusieurs thématiques classiques des conservatismes japonais : dévouement à l'empereur et à l'État, révisionnisme historique, nécessi-

1. Dans les faits, ce pouvoir n'est devenu celui de l'Empereur qu'à l'époque moderne, entre la Restauration de Meiji et la capitulation de 1945.

2. La doctrine du *kokutai* fut introduite comme une composante de l'éducation morale à partir de 1890. En l'espèce, elle postule une identité japonaise distincte et ahistorique, une vertu qui s'exprime politiquement dans un dévouement total à l'empereur dont la lignée est à la fois fille de la divinité shintō Amaterasu et mère de toute la nation japonaise.

3. Nous désignons ici les discours rassemblés sous l'appellation de *nihonjinron* 日本人論 (« discours sur les Japonais »), originellement développés dans les années 1960 à 1980. S'ils font parfois appel au *kokutai*, ces discours s'en distinguent toutefois par un accent mis sur la dimension homogène du peuple japonais. À ce sujet, lire Befu, 2001 ou Oguma, 2002.

té d'une politique de défense et donc d'une révision constitutionnelle, célébration d'une « japonéité » unique assortie d'une idée traditionnaliste de la famille centrée sur la piété filiale et la définition de rôles genrés, …

Toutefois, malgré ces positions parfois extrêmes, Nippon Kaigi est un groupe d'influence présent au premier rang de la vie politique japonaise. L'organisation dispose de son propre groupe de discussion parlementaire ; en 2016, celui-ci comptait 280 membres parmi les 717 parlementaires élus à la Diète. Ce groupe rassemble des élus de divers partis, très majoritairement du Parti Libéral-Démocrate (PLD). On retrouve aussi des membres de Nippon Kaigi ou d'organisations connexes en proportion importante au sein du gouvernement ; par ailleurs, Abe Shinzō 安倍晋三, l'actuel Premier ministre, est lui-même le conseiller spécial du groupe parlementaire de Nippon Kaigi, et en a par le passé été le secrétaire général. D'autres personnalités importantes de la politique nationale et locale, par exemple l'ancien gouverneur de la métropole[4] de Tōkyō Ishihara Shintarō 石原慎太郎, sont membres de l'administration de Nippon Kaigi. De ce fait, ce mouvement a d'ores et déjà pu voir certains de ses objectifs accomplis, et d'autres de ses revendications prendre progressivement une place de premier plan dans le débat public.

Quelques enjeux terminologiques

Un groupe de pression (aussi qualifié de groupe d'intérêt ou d'influence) sera ici défini comme un groupe social, plus ou moins bien organisé, qui exerce une pression sur les pouvoirs publics afin de défendre ses intérêts particuliers, et dont les modes d'action peuvent être discrets (lobbying, participation à des instances consultatives, activation de réseaux, corruption) ou publics (déclaration, pétition, manifestation, etc.). On peut donc le rattacher à la catégorie des *mouvements* plutôt que des partis politiques, puisqu'il ne promeut pas l'intérêt général et qu'il ne présente pas de candidats en son nom aux élections mais cherche plutôt à infléchir les décisions lors des processus législatifs, voire au sein de l'exécutif. Dans le cas de Nippon Kaigi, nous verrons toutefois que cette distinction est plus poreuse qu'il n'y paraît ; selon la période et les rapports de force internes au Parti Libéral-Démocrate, la qualification de *groupe de pression* peut être insuffisante, le réseau

4. Par souci de cohérence avec la grande majorité des écrits sur le Japon, nous utilisons là le terme de « gouverneur » pour traduire le japonais *chiji* 知事 et qualifier une fonction administrative qui, toutefois, se rapproche davantage du président de Conseil départemental en France (élu) que de celle du gouverneur de province belge (nommé par le pouvoir central).

de Nippon Kaigi occupant une place analogue à celle d'une faction.

Nous aimerions également revenir ici sur le terme d'extrême-droite et son aptitude à qualifier la position politique de Nippon Kaigi. Comme ce terme voit parfois son utilisation faire l'objet de quelques abus, confondu avec le seul autoritarisme ou le caractère anti-démocratique, nous préférons adopter à son encontre certaines précautions. Voyons ici les critères de définition établis par Michel Winock[5] et tentons de les appliquer à notre cas d'étude :

- *Haine du présent* : Dans l'idéologie de Nippon Kaigi, le présent est considéré comme une période de décadence ; c'est celui d'une société masochiste, sans repères, aux mœurs décadentes, et qui insulte les valeurs traditionnelles japonaises ;
- *Nostalgie d'un âge d'or* : Elle correspond ici à la nostalgie de l'avant-guerre, de l'époque impérialiste ou coloniale ;
- *Éloge de l'immobilité, refus du changement* : Pour les partisans de Nippon Kaigi, ce changement est acté, mais sans eux, puisqu'il a été l'œuvre de l'occupant américain. Plus qu'un immobilisme, il s'agit là de revenir sur le changement passé (Constitution, égalité des sexes, séparation du *shintō* et de l'État, …) ;
- *Anti-individualisme* : Un thème cher à Nippon Kaigi, dont l'idéologie trouve dans l'individualisme une source première de la décadence de la société. S'y joint également une dimension culturaliste : les libertés individuelles ayant été introduites au Japon depuis l'Occident, la culture japonaise ne serait pas faite pour s'en accommoder ;
- *Apologie des sociétés élitaires* : On retrouve là celle du système impérial ;
- *Nostalgie du sacré (religieux ou moral)* : Nippon Kaigi s'appuie largement sur le *shintō* (d'État) et sur les valeurs enseignées à l'époque impériale (*kokutai*) ;
- *Peur du métissage génétique et de l'effondrement démographique* ; On trouve ici une première incompatibilité. Si l'on observe effectivement un appui à une politique familiale d'incitation des naissances et à une limitation de l'immigration, les discours de haine contre les populations coréennes et chinoises semblent être davantage présents dans les franges les plus extrêmes de Nippon Kaigi, sans constituer le cœur de l'organisation ni un élément partagé par l'ensemble de ses membres ;

5. Winock, 2014, pp. 129–132.

- *Censure des mœurs* : Nippon Kaigi s'inscrit dans un mouvement contre l'enseignement des théories du genre et l'éducation à la sexualité, et contre les droits des populations LGBT+ ;
- *Anti-intellectualisme* : Nippon Kaigi incite à la production intellectuelle (révisionniste) au sujet de la Seconde Guerre mondiale ou de la colonisation, et si son action est très majoritairement destinée à la masse populaire à travers la vulgarisation, elle est loin de couper les ponts avec la sphère académique. Dès sa création, Nippon Kaigi a eu pour administrateurs nombre d'intellectuels, dont plusieurs professeurs issus d'universités renommées.

Le bilan de cette tentative étant donc mitigé, nous considérerons pour le moment que Nippon Kaigi fait partie d'un « spectre » de l'extrême-droite, sans toutefois correspondre pleinement à la définition archétypique que nous pourrions en faire.

Nous parlerons donc ici plutôt de « conservatisme nationaliste » que d'extrême-droite, en accordant une importance particulière à la notion de « communauté imaginée » dégagée par Benedict Anderson[6], ainsi qu'à la nécessaire pluralité du terme. Nous définirons ainsi le nationalisme comme un courant de pensée politique fondé sur la prise de conscience par une communauté de former une nation du fait de liens ethniques, sociaux et culturels qui uniraient ses membres. Les nationalismes sélectionnent et exaltent certaines valeurs définies comme nationales, et définissent des intérêts nationaux dont ils revendiquent la sauvegarde. Ils prennent plusieurs dimensions : militaire, économique, culturelle, … Ils sont un « mode d'être au monde », un mode de relation à la nation, qui relèvent à la fois d'un choix volontaire et d'évidences culturelles à peine conscientes.

Profitons du cadre japonologique qui est le notre pour préciser l'objet de notre étude, en nous intéressant à quelques considérations sémantiques. Là où l'anglais n'a que *nationalism*, et le français *nationalisme*, le japonais opère une distinction entre *kokumin-shugi* 国民主義 (centré sur les droits du peuple), *minzoku-shugi* 民族主義 (nationalisme ethnique), *kokka-shugi* 国家主義 (étatisme ou nationalisme statocentré), et *kokusui-shugi* 国粋主義 (terme toujours appliqué à la seule nation japonaise, et qui désigne un nationalisme fondé sur la doctrine du *kokutai*). Dans notre cas, ce sont davantage les deux dernières dimensions qui nous intéresseront ici, l'idéologie de Nippon Kaigi exaltant une idée de la nation rassemblée autour d'une culture et de valeurs traditionnelles où l'individu existe avant tout pour servir l'État et l'intérêt national qu'il définit.

6. Anderson, 1996.

Dans l'étude qui est la nôtre, le phénomène nationaliste côtoie, se superpose, et se confond parfois avec un courant plus diffus, celui des conservatismes.

État de la littérature sur le sujet

Lorsqu'il s'agit d'étudier les phénomènes nationalistes au Japon, la plupart des recherches se concentrent sur sa dimension historique, prenant pour focale la construction de l'État-nation, la colonisation et le système impérialiste à l'époque moderne (1868 – 1945), et traitant donc en majorité de l'aspect étatiste et militariste. La première partie de l'après-guerre a vu nombre de travaux sur le « fascisme japonais », mis en résonance avec l'expérience allemande du IIIème Reich ; c'est l'approche que l'on retrouve, pour citer les travaux les plus populaires au Japon, chez Maruyama Masao 丸山真男. D'autres travaux, plus récents (notamment depuis ceux d'Helen Hardacre à la fin des années 1980), ont analysé « le » nationalisme japonais au prisme du *shintō* d'État, toujours en se consacrant pour la plus grande part à l'histoire du Japon moderne. Nous avons trouvé, en comparaison, peu de travaux sur les manifestations contemporaines des nationalismes japonais (Nippon Kaigi, mais aussi *Uyoku Dantai* 右翼団体 (« Groupe de Droite ») ou la *netto uyoku* ネット右翼 (mot-valise équivalent à celui de *fachosphère*).

L'organisation Nippon Kaigi elle-même était quasiment inconnue du grand public jusqu'en 2015[7], majoritairement considérée comme une sorte de secte shintō politisée, après quoi elle a fait l'objet d'une soudaine popularité dans la sphère académique et journalistique. En 2016, en l'espace de deux mois et demi (de mai à juillet, avant les élections des membres de la Chambres des conseillers), 6 ouvrages japonais sur Nippon Kaigi ont été publiés[8]. Ces travaux étaient, pour la plupart, la suite d'autres, bien moins médiatisés, sur les phénomènes d'incitation à la haine, les mouvements visant à réformer les manuels d'histoire, ou la re-politisation du shintō. Sur ce dernier point, nous relevons dans l'espace francophone les travaux de Thierry Guthmann, professeur en science politique à l'université de Mie ; il a commencé à étudier Nippon Kaigi il y a deux ans, dans

7. On notera l'exception constituée par Tawara Yoshifumi 俵義文, qui mentionne régulièrement Nippon Kaigi depuis le début des années 2000 dans un blog militant contre la révision des manuels d'histoire ; mais là encore, ses quelques articles approfondissant le sujet de Nippon Kaigi auront davantage circulé au sein du monde académique qu'auprès du grand public.

8. Dans l'ordre de leur publication : Sugano, 2016, Uesugi, 2016, Tawara, 2016, Narusawa, 2016, Aoki, 2016 et Yamazaki, 2016

une approche essentiellement marquée par le contenu de ses travaux précédents sur la place du shintō et des nouvelles religions dans le Japon contemporain. De ce fait, il étudie notamment la dimension religieuse des mouvements ralliés à Nippon Kaigi.

Problématique

Une partie conséquente des travaux sur Nippon Kaigi est orientée dans une approche journalistique, prenant un ton très inquiet, et franchissant parfois la frontière du complotisme. Ces textes s'intéressent généralement plus aux personnalités membres de l'organisation[9], aux recoupements entre celle-ci et la politique menée depuis 20 ans[10] ; nettement moins à une dimension socio-anthropologique, qui essaierait de dessiner les contours des représentations collectives présentes au sein de Nippon Kaigi[11], ou du parcours des membres « lambda ». Ayant constaté ces manques, c'est au départ une telle approche de sociologie politique que nous aurions souhaité déployer ici, mais il nous a rapidement fallu nous rendre à l'évidence : les conditions matérielles nécessaires à une étude de ce type ne pouvaient être réunies en quelques mois de master.

La présente étude aura donc pour objectif principal de présenter l'organisation et de la replacer dans le contexte plus large de l'évolution contemporaine des courants conservateurs au Japon. Nous soulignons ici qu'écrire une introduction à Nippon Kaigi n'a rien d'anecdotique, ni d'exotique. Rien d'anecdotique parce qu'au vu de son poids institutionnel et des réussites politiques sur lesquelles nous reviendrons (cf. *infra*), connaître Nippon Kaigi devient essentiel à l'analyse de la vie politique japonaise contemporaine ; rien d'exotique, parce que des phénomènes similaires sont observables ailleurs, et par exemple en France.

Ce travail aura ici d'autant plus d'intérêt qu'il permettra de synthétiser les travaux les plus récents et de les restituer en français, alors qu'à ce jour aucun ouvrage ou article de plus d'une trentaine de pages ne traite de Nippon Kaigi en langue anglaise ou française[12].

9. Sansai Books, 2016.

10. Sataka, 2018.

11. La principale exception sur ce point est constituée par Aoki, 2016 ; l'auteur y retranscrit un nombre important d'échanges qu'il a eus avec des membres de Nippon Kaigi.

12. Il fut un temps question d'une traduction de l'ouvrage de Sugano, mais nous n'en avons trouvé aucune trace. À notre connaissance, Thierry Guthmann prépare actuellement un ouvrage traitant spécifiquement de Nippon Kaigi, dont la parution est espérée d'ici à la fin de l'année prochaine.

Cette entreprise, aussi ambitieuse soit-elle, cherche à combler un véritable manque dans les études françaises des nationalismes japonais, qui semblent souffrir d'un double mal. Tout d'abord, elles ont encore tendance, malgré un engouement progressif pour l'histoire globale, à l'eurocentrisme dans l'étude des nationalismes. Ensuite, en s'appuyant encore trop sur des sources secondaires anglophones, elles mettent à l'écart la production intellectuelle japonaise et plus largement est-asiatique sur le sujet[13]. Ce type d'attitude orientaliste est d'autant plus problématique qu'elle a été adoptée en retour par certains courants de pensée japonais, qui développèrent à leur tour un discours culturaliste sur le Japon ; ces travaux, parce qu'ils correspondaient parfois mieux aux discours portés sur le Japon en Occident, sont malheureusement surreprésentés dans les traductions anglophones ou francophones, et, de facto, une spirale vicieuse s'entretient.

C'est avec ces diverses considérations en tête que nous nous interrogerons, à travers ce mémoire, sur ce qu'est Nippon Kaigi, ainsi que sur sa place au sein de la vie politique japonaise et des courants conservateurs contemporains. De façon plus détaillée, plusieurs questions nous occuperons ici simultanément :

- Dans une dimension plutôt institutionnelle : comment s'est constituée Nippon Kaigi ? qu'apporte-t-elle de nouveau ? quels sont ses réseaux institutionnels et comment évoluent-ils depuis 20 ans ? quels sont ses objectifs et ses revendications ? quelles sont ses stratégies d'action, et dans quelle mesure ont-elles porté leurs fruits ?

- Dans une perspective davantage socio-anthropologique, centrée sur l'idéologie de Nippon Kaigi : dans quelles visions du monde et de la société cette organisation évolue-t-elle ? en particulier, quelles images d'Épinal de la société japonaise véhicule-t-elle ? quels héritages peut-on trouver dans ces conceptions ? quel degré d'unité idéologique Nippon Kaigi présente-t-elle ?

- Enfin, en élargissant notre questionnement aux conservatismes et nationalismes japonais en général : comment se pensent-ils et se fédèrent-ils (ou non) ? quelle est leur place dans la vie politique japonaise, et qu'est-ce que cette place révèle au sujet de la démocratie japonaise actuelle ?

On le voit apparaître au fil de ces questionnements : c'est, finalement, un portrait

13. Dans certains cas extrêmes, on voit ainsi circuler approximations et stéréotypes culturalistes dans la sphère universitaire, et même dans certains ouvrages ayant reçu des distinctions académiques (par exemple Margolin, 2007 ; pour une lecture critique, lire Nanta, 2008)

partiel de la démocratie du long après-guerre japonais[14] que nous voulons tracer. L'objet de la recherche sera donc situé, dans le temps, de la fin de l'occupation américaine (début des années 1950) à nos jours, avec une focale plus précise sur les vingt dernières années ; et, dans l'espace, sur l'ensemble du territoire japonais, avec un intérêt plus prononcé pour Tōkyō, Ōsaka, et quelques autres villes plus petites où les franges conservatrices se sont illustrées dans les dernières décennies.

Hypothèses de travail

En cherchant à répondre aux diverses questions que nous avons pu lister ci-dessus, nous formulerons pour commencer plusieurs hypothèses.

Tout d'abord, il nous semble que la profondeur de l'intégration institutionnelle de Nippon Kaigi et l'étendue de son environnement idéologique témoignent du fait que l'organisation n'est pas un phénomène isolé ou atypique, séparé de la vie politique japonaise contemporaine, comme elle a été longtemps présentée. Au contraire, ces éléments montrent que Nippon Kaigi est avant tout le témoin de nombre d'héritages, de changements et de continuités dans cette sphère politique, sans quoi elle ne disposerait pas de l'espace qui est sien aujourd'hui.

De plus, les succès de Nippon Kaigi en tant que groupe d'influence cherchant à se greffer sur les institutions politiques japonaises témoigneraient de dynamiques plurielles : à la fois d'une attractivité renouvelée du conservatisme et du nationalisme depuis la fin du XXème siècle, de la popularité d'Abe Shinzō dans l'électorat conservateur depuis quelques années, mais aussi du désintérêt porté par une grande partie des citoyens japonais vis-à-vis de la chose politique[15]. Autrement dit, à notre sens, le poids de Nippon Kaigi dans la vie politique japonaise est dû tout à la fois à la réussite de ses stratégies propres, à la popularité de son projet parmi l'électorat conservateur, et à la faible participation politique de ceux qui ne la soutiennent pas.

Troisièmement, l'imbrication institutionnelle de Nippon Kaigi dans le paysage poli-

14. Sur ce sujet, lire Lucken, Bayard-Sakai et Lozerand, 2017.

15. Ce dont témoignent des taux de participation électorale en baisse : en 2017, le taux de participation aux élections législatives dépassait tout juste les 53%, soit à peine plus que celui des élections précédentes, en 2014, où il avait atteint son niveau le plus bas (52,66%).

tique japonais et la popularité des projets qu'elle défend nous poussent à y voir un phénomène nationaliste tel qu'il remonte également en Europe ou aux États-Unis par exemple. À ce titre, donc, Nippon Kaigi n'est pas prise ici comme un cas spécifiquement japonais, mais plutôt comme la version japonaise de mouvements contemporains ayant une grammaire commune.

Enfin, la popularité du projet de Nippon Kaigi et plus largement des conservatismes dénote une difficulté particulière à sortir de l'après-guerre. À de nombreux égards, une partie conséquente de la société japonaise semble ne pas avoir réglé ses comptes avec la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, ni avec le système impérialiste et la colonisation qui l'ont précédée. Soixante-dix ans après la fin du conflit en Asie-Pacifique, la question des responsabilités de guerre japonaises n'est pas soldée — illustration, à plus d'un titre, des insuffisances résultant du Procès de Tōkyō.

Méthode

Sources

La majorité de nos sources fut constituée par les récents ouvrages écrits en japonais sur Nippon Kaigi et sur le retour du nationalisme sur la scène politique. Nous avons pu en cela bénéficier des fonds conséquents de l'Institut d'Asie Orientale (UMR 5062) et de l'Université Waseda, et d'ouvrages prêtés personnellement par notre directeur de mémoire, M. Arnaud Nanta. La plupart de nos sources primaires provient du site officiel de Nippon Kaigi[16].

Emprunts à la sociologie des réseaux

Nous avons tenté de donner une définition opératoire de l'extrême droite, qui nous vaut ici de rappeler que la frontière entre mouvements extrêmes et non extrêmes est plus poreuse qu'il n'y paraît. On ne peut donc étudier les droites « radicales » à elles seules, sans

16. http://www.nipponkaigi.org/

les considérer comme éléments d'un écosystème politique plus vaste, et ce notamment dans leurs rapports aux principaux partis politiques.

C'est pourquoi il nous est apparu très tôt nécessaire de raisonner en termes de *réseaux* dans notre étude de Nippon Kaigi. Si ce terme ne renvoie pour le moment pas, dans le champ de la science politique, à un concept figé, à une théorie ou une méthode (sinon en construction), notons toutefois la popularité croissante des méthodes d'analyse de réseaux héritées de la sociologie américaine et des mathématiques (théorie des graphes). Il est vraisemblable que ce champ se constitue de manière plus solide dans les années à venir.

L'analyse de réseaux permet de modéliser les interactions sociales entre des individus, des groupes ou des institutions, sous la forme de nœuds et de liens. En mettant à profit les méthodes d'analyse issues de la théorie des graphes, elle permet non seulement de représenter ce réseau visuellement, mais aussi de l'analyser mathématiquement. L'analyste serait alors à même de quantifier et qualifier la densité du réseau ou le degré de centralité d'un acteur (nœud) en son sein, mais aussi d'identifier des points-clés du réseau, tels que des potentiels « trous structuraux » (situation où deux réseaux denses ne sont reliés entre eux que par un intermédiaire commun, qui jouit donc d'avantages importants et est en capacité d'agir sur le degré de coopération ou de conflit entre les deux réseaux).

Une telle approche, prise extensivement, nous permettrait donc, en droit, d'identifier l'étendue du réseau dans lequel Nippon Kaigi s'insère, mais aussi de le qualifier (en termes de concentration, de diversification, de fragmentation, de frontières, d'intermédiaires indispensables, …) pour y voir les potentialités d'action collective ou de conflits internes. Couplé à une dimension narrative, ce serait un élément d'analyse pertinent dans l'étude des stratégies de l'organisation, ou de la construction de l'identité partagée par ses membres.

Toutefois, nous avons dû nous distancer de cette méthode, non seulement par difficulté matérielle (eu égard à l'ampleur du réseau, aux ressources nécessaires pour établir de telles tables de données, etc.) et technique (il nous aurait sans doute fallu mobiliser un mathématicien pour l'occasion), mais aussi par considération pour le fait que nous avons là un système formel qui a ses limites en tant que tel (c'est-à-dire que s'il nous permet d'analyser une représentation du réel, il ne nous permet jamais de dire *directement* quelque chose de ce réel). De la sociologie des réseaux, nous garderons donc, plus que la

méthode, essentiellement l'esprit.

Questionnements historiographiques : l'étude des phénomènes nationalistes

Comme amorcé plus tôt dans notre définition des nationalismes, nous souscrivons dans notre étude à une vision constructiviste, souvent appelée *moderniste*, de ces phénomènes ; c'est-à-dire à une acception selon laquelle les nationalismes ont précédé l'objet sociopolitique construit (et historiquement moderne) que sont les nations[17].

En nous situant dans la suite des travaux pionniers de ce courant, et notamment des approches comparées développées par Benedict Anderson et Eric Hobsbawm dans leurs ouvrages, nous pouvons ainsi progresser vers l'un des objectifs que nous avons précédemment mentionnés : replacer les nationalismes japonais contemporains dans un cadre plus global, au-delà des analyses culturalistes ou occidentalo-centrées. Car effectivement, une fois qu'est émise l'hypothèse de nations construites, il est possible de comparer les communautés nationales et les nationalismes, et de dépasser ainsi l'idée de communautés incomparables, de singularités extrêmes — que nombre d'auteurs sont prompts à évoquer, consciemment ou non, dans le cas du Japon.

Karoline Postel-Vinay, chercheuse au CERI et enseignante à Sciences Po Paris, avait déjà publié quelques articles visant à resituer le Japon entre l'histoire globale et l'histoire asiatique. Elle a, depuis le début de l'année 2017, consacré deux articles à une approche globale et comparée des nationalismes contemporains, dont un est centré sur le « néo-nationalisme japonais »[18]. Nous nous inspirerons de ses travaux pour étudier Nippon Kaigi et la tendance plus globale dont elle fait partie, en prenant aussi comme points de repères comparatifs les travaux de Valérie Igounet sur le négationnisme et le Front National en France[19].

17. Anderson, 1996, Gellner, 1989, E. J. Hobsbawm, 2001
18. Postel-Vinay, 2017.
19. Igounet, 2000.

Difficultés liées au sujet

La principale difficulté liée à notre projet résidait dans la nécessité d'un très bon niveau de langue japonaise, *a minima* à l'écrit. Cette composante linguistique compte parmi les facteurs qui nous ont limités dans notre ambition socio-anthropologique initiale (d'autres causes étant inhérentes au déroulement d'une enquête en Asie orientale et au Japon ; elles s'expriment ici essentiellement en termes d'écart culturel, de réseau personnel, et de coût financier pour l'accès au terrain).

Une difficulté supplémentaire était liée à notre sujet, loin d'être neutre politiquement aussi bien qu'émotionnellement. Le problème n'était pas ici d'étudier Nippon Kaigi sans jugement de valeur sur sa nature nationaliste ou conservatrice ; c'est davantage le révisionnisme historique (c'est-à-dire la négation de la discipline historique) et le caractère illibéral qu'affiche ce mouvement qui nous empêchent de poser sur lui un regard parfaitement neutre. Plus encore, lorsqu'il fut question de choisir de provoquer ou non des entretiens avec des membres de l'organisation, nous avons préféré nous retenir par conscience du fait que nous-mêmes, en tant que jeune femme d'origine étrangère, multipliions les titres d'illégitimité aux yeux de ces personnes à questionner leur positionnement politique[20].

Plan de réponse

Afin de brosser un portrait de Nippon Kaigi tel que nous l'avons décrit, notre exposé procédera selon trois parties successives. Tout d'abord, nous étudierons l'évolution des courants conservateurs et patriotes du début des années 1950 au milieu des années 1990, et constaterons que Nippon Kaigi n'y naît pas comme un élément atypique ou périphérique, mais bel et bien central. Ensuite, nous nous intéresserons plus précisément à l'organisation en elle-même, en questionnant ses composantes, son idéologie, ainsi que ses objectifs et stratégies. Enfin, à la manière d'un bilan des vingt premières années d'existence de Nippon Kaigi, nous chercherons à identifier ses succès et son impact sur la vie politique japonaise.

20. À ce sujet, lire Yamaguchi, 2007

Première partie

Une histoire des conservatismes japonais après 1945

CHAPITRE 1

Premiers mouvements et convergences des conservatismes patriotes

1.1 L'immédiat après-guerre et la création du Parti Libéral-Démocrate

Peu après la capitulation, en octobre 1945, HATOYAMA Ichirō 鳩山一郎 fonde le Parti libéral du Japon (*Nihon Jiyūtō* 日本自由党). L'objectif du parti est de rassembler le centre-droit démocratique, recrutant aussi, à l'occasion, parmi l'aile droite des socialistes ; la plupart de ses fondateurs sont issus des partis d'avant-guerre. Pressenti pour devenir Premier ministre après la victoire du *Jiyūtō* aux élections législatives d'avril 1946, HATOYAMA est cependant écarté par la purge[1] et cède sa place à l'ancien bureaucrate YOSHIDA Shigeru 吉田茂. Les années qui suivent le retour en politique d'HATOYAMA en 1951 sont marquées par une lutte d'influence au sein du Parti libéral, que la purge et la domination de YOSHIDA ont éloigné du parti originel de 1945.

Après avoir quitté le *Jiyūtō*, HATOYAMA forme le Parti démocrate du Japon (*Nihon Minshutō* 日本民主党). Si le *Minshutō* a une politique économique globalement alignée sur celle du Parti libéral, celle-ci perd cependant de son caractère prioritaire, et le parti s'intéresse également à la pacification des relations du Japon en Asie et à la réconciliation nationale (c'est-à-dire à l'amnistie des criminels de guerre).

1. En vertu de l'ordonnance n°109, édictée par ordre de Douglas MCARTHUR, les prisonniers de guerre détenus à la prison de Sugamo et les collaborateurs de la Seconde Guerre mondiale se virent interdits d'occuper un poste public. Cette purge prit fin en 1952 avec la fin de l'occupation.

Suite à la démission de Yoshida devenu impopulaire, Hatoyama accède au pouvoir en 1954. Toutefois, il lui est rapidement difficile de réunir une majorité absolue autour du seul Parti démocrate. Face au risque présenté par le rassemblement des partis socialistes, et pour éviter qu'une division de leur électorat n'entraîne une victoire pérenne de la gauche, le *Minshutō* et le *Jiyūtō* s'unissent le 15 novembre 1955 en formant une « alliance conservatrice » (*hoshu gōdō* 保守合同) : c'est la naissance du Parti Libéral-Démocrate (*Jiyū-minshutō* 自由民主党, dans sa forme courante *Jimintō* 自民党).

Pendant quarante ans, le PLD se maintient au pouvoir, conservant même une majorité absolue presque sans interruption. Au cours de cette période de prospérité, ses effectifs s'élargissent et avec eux le nombre de factions. Celles-ci restent principalement clivées entre un « courant principal » (*honryū* 本流) héritier des partisans de Yoshida et plus généralement de l'ancien Parti libéral, et un « courant secondaire » (*bōryū* 傍流) formé par les membres de l'ancien Parti démocrate derrière Hatoyama. Toutefois, la prospérité économique caractéristique de la période de Haute Croissance favorisera un certain degré de consensus au sein du PLD.

1.2 Le rassemblement progressif des droites conservatrices autour de symboles impériaux

La période d'occupation du Japon par les forces américaines avait été marquée de nombreuses réformes structurelles, menées sous l'autorité du Commandant Suprême des Forces Alliées (SCAP) Douglas McArthur. Ces réformes avaient pour objectif de reconstruire le pays selon le modèle américain de démocratie libérale, et trouvent leur clef de voûte dans la Constitution de 1947.

Dans le récit que le PLD fait de sa propre histoire[2], cette période est vue comme celle d'une « *préparation* » des conservateurs, où le pays rencontre, bien au-delà de la conclusion du traité de paix de 1951, « *des difficultés à composer avec les transformations, souvent douloureuses, qui accompagnent le développement et la démocratisation du Japon* ». Entre les lignes, ce sont ici notamment les premières volontés de révision constitutionnelle qui sont évoquées. Ces projets sont le principal point de ralliement des droites conservatrices dans le

2. Rédigée en 1999, cette *Histoire du PLD* anglophone est accessible sur le site officiel du parti : https://www.jimin.jp/english/about-ldp/history/index.html.

Japon des années 1950.

Toutefois, au fur et à mesure que le PLD installe son hégémonie dans le nouveau système politique démocratique, l'horizon d'une révision constitutionnelle semble s'éloigner considérablement, et l'activité des conservateurs se reporte davantage vers la préservation ou la réintroduction de symboles du passé impérial. Les deux cas que nous présentons ici témoignent d'un processus de fédération progressive de ces mouvements, dont l'objectif est de réunir un soutien populaire à leur cause, afin de forcer la main à un PLD peu aventureux en dehors du terrain économique.

1.2.1 *Le rétablissement d'une Journée nationale de commémoration de la fondation du Japon*

La « fête nationale » instituée sous Meiji en 1873, appelée *Kigensetsu* 紀元節, a été supprimée en 1948 par l'administration de McArthur. La date de cette fête — le 11 février — étant basée sur le mythe shintō selon lequel l'empereur Jinmu, premier empereur et descendant direct de la déesse Amaterasu Ōmikami, aurait commencé à régner le 11 février de l'an -660, l'occupant américain en avait conclu qu'elle perpétuait l'idéologie du système impérial. La nation japonaise se trouva donc dépourvue d'une journée symbolique commémorant sa fondation.

De ce fait, à partir du début des années 1950, plusieurs propositions concernant le rétablissement d'un tel jour férié apparaissent. Le Premier ministre Yoshida Shigeru est l'un des premiers à annoncer officiellement sa volonté de rétablir une Journée de la Fondation du Japon après la signature du traité de San Francisco. L'annonce est particulièrement bien accueillie par l'Association des sanctuaires shintō (Jinja Honchō 神社本庁[3]), qui fonde en 1955 la Commission populaire pour la célébration du jour de la fondation du Japon [4] avec des associations de vétérans et de familles de défunts de guerre ainsi que le mouvement religieux *Seichō no Ie* 生長の家 (« La Maison de la Croissance »). Un représentant du PLD membre de la Commission populaire dépose dès 1957 une proposition de loi concernant le rétablissement d'une fête nationale ; toutefois, le processus d'examen de ce texte est considérablement freiné par le président (issu du Parti socialiste) de la commission parlementaire en charge du dossier. Lorsque la session parlementaire touche à sa

3. Cf. *infra*, p. 31
4. *Kigensetsu hōshuku kokumin taikai un'ei iinkai* 紀元節奉祝国民大会運営委員会

fin, la proposition n'a toujours pas été examinée, et le mouvement pour le rétablissement de la journée commémorative n'a d'autre choix que de déposer une nouvelle proposition à la session suivante. C'est un jeu auquel les parlementaires se prêteront incessamment pendant près de vingt ans.

Le mouvement, qui prend par la suite le nom de Société pour la célébration du Jour de la Fondation du Japon (*Kigensetsu Hōshukukai* 紀元節奉祝会), a la mauvaise surprise de ne recevoir qu'un faible soutien de la part du PLD. Les cadres du Parti sont en fait conscients de la popularité de la nouvelle Constitution, et sont donc de moins en moins enclin à afficher des projets de révision constitutionnelle ou à critiquer l'ordre d'après-guerre. Dès lors, la *Kigensetsu Hōshukukai* cherche à organiser des événements de plus en plus grandioses chaque 11 Février pour susciter un engouement populaire qui mettra le PLD au pied du mur[5]. Le PLD se montre toutefois, au contraire, de plus en plus froid ; en 1963, le Président de la Chambre des Représentants, issu du PLD, renvoie lui-même la proposition de loi déposée par la coalition en commission d'examen, au motif qu'elle n'a pas été suffisamment examinée. De ce fait, la *Kigensetsu Hōshukukai* porte de plus en plus sa critique sur le Parti Libéral-Démocrate. Dans son autobiographie, elle note sans détour « [*qu'*] *il était devenu évident que le PLD constituait le principal obstacle du mouvement* »[6]. Au sein de la coalition subsistent des membres du PLD, issus du « courant secondaire » que nous avons identifié plus tôt ; parmi eux se trouve notamment Nakasone Yasuhirō 中曽根康弘, futur Premier ministre dont le mandat est marqué par ses positions nationalistes.

Finalement, en 1966, la proposition de loi est validée de justesse, et une commission d'examen est organisée pour déterminer la date à laquelle le nouveau jour férié devrait être institué. Question épineuse, car si le soutien populaire à un rétablissement de la Journée de la Fondation du Japon est important (avoisinant les 70 à 75% dans les sondages[7]), il n'y a cependant aucun consensus au sein du mouvement quant à la signification que ce jour férié devrait porter … et donc quant à la date à laquelle il devrait se dérouler. Si une majorité porte son choix sur le 11 février, les raisons de ce choix diffèrent. Les membres actifs du mouvement expriment leur révérence envers le système impérial et une critique acerbe de l'ordre politique d'après-guerre, la population évoque davantage l'habitude et la volonté de choisir une date qui ne fasse pas passer le Japon pour un pays sans histoire

5. De grands festivals ont notamment lieu à Kashihara, que la légende désigne comme lieu de naissance de l'empereur originel Jinmu. Le maire de la ville, un ancien officier de l'armée impériale, redouble d'efforts pour créer un événement populaire chaque année, afin de redonner à Kashihara le statut social et symbolique (et la prospérité économique) dont elle jouissait avant-guerre. Voir Ruoff, 2003, pp. 163–166.

6. Cité dans Ruoff, 2003, p. 171.

7. Ruoff, 2003, p. 168.

né au milieu du XXème siècle. Ceux qui s'opposent à cette date proposent plutôt de choisir le 3 mai (jour de la promulgation de la Constitution en 1947), le 28 avril (jour de l'indépendance de 1952), ou encore le 15 août (en mémoire de la fin de la guerre). Du fait de cette division de l'opposition, le sondage mené par la commission d'examen finit par choisir la date du 11 février, se rangeant à l'avis exprimé par la majorité. La nouvelle Journée de Commémoration de la Fondation du Japon est donc célébrée pour la première fois le 11 février 1967.

Cependant, la victoire n'est pas totale pour la *Kigensetsu Hōshukukai*. L'officialisation de ce jour férié étant le fruit d'un long compromis, le 11 février ne porte pas le nom de *Kigensetsu* 紀元節, mais de *Kenkoku kinen no hi* 建国記念の日, le distinguant donc davantage de l'avant-guerre. De plus, bien que le gouvernement ait promulgué ce nouveau jour férié, il n'accepte pas pour autant d'organiser en l'occasion une quelconque cérémonie officielle. Même Nakasone, qui lors de son mandat se montre le plus enclin à organiser un tel événement, demande au mouvement de composer sur bien des points, notamment du fait d'un profond malaise avec la rhétorique impérialiste dont la coalition use à chaque 11 février. Si celle-ci a pu porter dans la loi le rétablissement d'une fête nationale, elle n'a donc pas pour autant réussi à lui donner un sens qui fasse consensus.

Les vingt ans d'activisme de la *Kigensetsu Hōshukukai* portent cependant des fruits à plus long terme, en cela qu'ils marquent le début d'une fédération des droites conservatrices et la mise en place d'une stratégie fondée sur le soutien populaire — stratégie dont la mise à profit perdure bien au-delà de 1966.

1.2.2 *L'officialisation du système de datation par les ères impériales*

Le débat sur l'officialisation d'un système de datation basé sur les ères impériales[8] ressemble à celui sur le Jour de la Fondation du Japon, en cela qu'il oppose peu ou prou les mêmes acteurs ; cependant le problème de fond qu'il soulève est bien différent. Il s'agit là de savoir si le Japon doit utiliser le calendrier universel[9] ou faire valoir une particularité

8. Appelé en japonais *gengō* 元号, c'est un système où le décompte des années se fait en mentionnant le nom posthume de l'empereur régnant à la période désignée, puis le numéro de l'année au sein de ce règne. Par exemple, dans ce système, l'année 2018 est aussi l'année « Heisei 30 » (平成 30 年), puisqu'elle est la trentième année du règne de l'empereur Akihito (qui prendra officiellement le nom de Heisei après sa mort).

9. Kenneth J. Ruoff fait remarquer à juste titre que la dimension chrétienne du calendrier grégorien ne joue pas originellement dans ces débats, car ce système de datation est appelé au Japon *seireki* 西暦 soit

culturelle en continuant d'utiliser, selon la coutume, les ères impériales comme repère calendaire.

Lorsque la question se présente pour la première fois en 1950, alors qu'une commission parlementaire étudie la possibilité d'abolir formellement le système *gengō* d'ici à l'indépendance, elle réveille particulièrement les mouvements shintō (en premier lieu *Jinja Honchō*). Un mouvement s'organise à partir de 1968, date du centennaire de la Restauration de Meiji et ainsi de l'adoption du système calendaire impérial. Suivant une stratégie similaire à celle de la *Kigensetsu Hōshukukai*, une large campagne de pétition est organisée par la Ligue politique shintō[10], et bénéficie d'un second souffle lors du jubilé d'Akihito en 1975, peu après que l'absence de fondement juridique de l'usage du système *gengō* ait été soulignée.

Quelques différences notoires subsistent toutefois entre les deux cas. Tout d'abord, le mouvement pour l'officialisation du système *gengō* est plus large que son prédécesseur, et ce notamment parce qu'il inclut nombre de représentants du monde des affaires. Ensuite, il met en place une stratégie supplémentaire qui repose sur un acteur nouveau, la *Nihon seinen kyōgikai* 日本青年協議会 (« Conseil des jeunesses du Japon »). Cette dernière, issue de mouvements étudiants anti-socialistes apparentés à *Seichō no Ie*, organise des manifestations à travers tout le pays afin d'appeler la population à faire voter par leurs assemblées locales des résolutions favorables à l'officialisation du système de datation impérial. Cette stratégie fait ses preuves — 46 des 47 assemblées départementales et plus de la moitié des municipalités du pays votent de telles résolutions avant 1979 — et s'ajoute d'ailleurs au répertoire d'action des droites conservatrices des dernières décennies. Le pouvoir central se retrouve en quelque sorte au pied du mur, et officialise l'usage du système *gengō* dans l'administration publique par une loi de 1979.

Les exemples que l'on a cités ne sont pas seulement le signe de l'émergence de mouvements d'une droite plus radicale, de conservatismes à la droite du PLD. Ils nous signalent aussi la persistance d'une idéologie héritée de la doctrine du *kokutai* au sein de ces courants nationalistes, dont les liens avec les mouvements shintō semblent eux aussi avoir traversé la rupture de 1945 — ce que nous confirmerons dans le chapitre suivant. Enfin, un point majeur doit être souligné ici : si ces premières alliances conservatrices parviennent à faire revivre certains symboles de l'époque impériale, le cadre dans lequel ceux-ci sont implantés ne contredit ni n'amoindrit en rien l'ordre politique d'après-guerre ; ce n'est

« calendrier occidental » (Ruoff, 2003, p. 184).

10. L'organe politique de *Jinja Honchō*. Voir p. 31.

pas le cas des phénomènes que nous allons voir maintenant.

CHAPITRE 2

Remise en question progressive du consensus d'après-guerre

Comme nous avons pu le noter dans l'introduction de cette étude, les premières années de l'avant-guerre furent marquées par un consensus au sein de la classe politique, caractérisé par la poursuite du pacifisme constitutionnel et la reconstruction politique et économique sous le signe de la démocratie libérale. L'orthodoxie du PLD, cristallisée dans la doctrine Yoshida[1] et dominant la vie politique japonaise jusque dans les années 1980, repose donc principalement sur le respect de la nouvelle Constitution et sur l'acceptation des dénouements du Procès de Tōkyō — éléments qui furent d'ailleurs des conditions nécessaires à l'acceptation, par la société internationale, du retour d'un Japon souverain en son sein.

Cependant, la rupture entre le régime impérial et la démocratie d'après-guerre n'est pas si nette qu'il n'y paraît sur le papier, et avant même que s'expriment des contestations ouvertes de ce consensus d'après-guerre (à la fin du XXème siècle), certaines continuités semblaient déjà avoir survécu à la fracture de 1945.

1. Du nom de Yoshida Shigeru 吉田茂, qui préconisait de concentrer la politique japonaise sur la construction d'un modèle économique libéral à l'américaine, et de faire fi de l'indépendance stratégique en laissant les questions de sécurité dans les mains des États-Unis. Yoshida avait d'ailleurs pris part au processus de rédaction de la nouvelle Constitution, et à l'établissement du Traité de San Francisco (8 septembre 1951).

2.1 Continuité de la carrière de certains responsables d'avant-guerre

En premier lieu, la responsabilité de l'empereur Hirohito dans le processus colonial et la guerre d'agression menés par l'armée impériale fut évacuée par le Procès de Tōkyō[2]. Les raisons ayant amené le SCAP à ne pas juger Hirohito et leur bien-fondé ne seront pas discutés ici. Notons toutefois qu'après la capitulation et jusqu'au décès d'Hirohito en 1989, l'homme que la Constitution désigne comme « *symbole de l'État et de l'unité du peuple japonais* » est le même que le chef suprême de l'État (et de l'armée) que ledit peuple se devait de révérer, et au nom duquel il devait être prêt à donner sa vie, jusqu'en 1945. Comme l'expliquent Herbert Bix et Norma Field, cette occasion manquée pour l'empereur d'évoquer sa responsabilité devant un tribunal a rendu extrêmement difficile la considération par les citoyens de leur propre responsabilité, déformant profondément et durablement la perception japonaise de la guerre qui venait d'être perdue[3].

De plus, une part des responsables politiques et administratifs du Japon d'après-guerre — particulièrement conséquente dans les partis conservateurs et notamment au sein du Parti démocrate — est directement issue de l'administration de l'Empire et de ses colonies, quand bien même plusieurs d'entre eux ont été jugés pour crimes de guerre ou initialement écartés au cours de la purge opérée par le SCAP. En effet, certains d'entre eux sont relaxés, d'autres libérés, d'autres encore autorisés à reprendre des fonctions de service public dès le début des années 1950.

Un exemple notoire est celui de Kishi Nobusuke 岸信介. Ministre du Commerce et de l'Industrie de 1941 à 1945, ayant notamment supervisé la mise en place du travail forcé et le développement industriel dans l'État fantoche du Mandchoukouo, il est emprisonné à ce titre à la prison de Sugamo en tant que suspect de crime de guerre. Relâché sans avoir été soumis à un procès, Kishi est tout de même soumis à la purge jusqu'à la fin de l'occupation. Par la suite, il fait rapidement son retour au sein de la scène politique nationale aux côtés d'Hatoyama Ichirō , intégrant le Parti démocrate en 1954 puis le PLD lors de sa fusion avec le Parti libéral. Un retour prolifique, puisque Kishi devient Premier ministre de 1957 à 1960. Il finit même par se voir décerner en 1979 la Médaille de la Paix

2. Tribunal Militaire International pour l'Extrême Orient (*Kyokutō kokusai gunji saiban* 極東国際軍事裁判), couramment appelé « Procès de Tōkyō » (*Tōkyō saiban* 東京裁判). Il s'est tenu du 3 mai 1946 au 12 novembre 1948 et avait pour objectif de juger des crimes de guerre de classe A (crimes contre la paix), B (crimes de guerre conventionnels) et C (crimes contre l'humanité) commis par le Japon.

3. Bix, 2000, p. 585 et Field, 1991, p. 201

des Nations Unies, de même que Sasakawa Ryōichi 笹川良一 (en 1982), qui avait suivi un parcours comparable en créant une fondation philanthropique en 1962. D'autre part, l'Institut National de la Santé (*Kokuritsu yobō eisei kenkyūjō* 国立予防衛生研究所) est dirigé entre 1947 et 1983 par nombre d'anciens membres de la tristement célèbre Unité 731, dont les responsabilités furent, comme celles de l'empereur, ignorées lors du Procès de Tōkyō[4].

De tels exemples montrent comment la question des responsabilités de guerre est rapidement dissoute, reléguée au second plan pendant que le pays travaille à la reconstruction de sa puissance économique — ouvrant une brèche pour les discours révisionnistes et la nostalgie de l'Empire d'avant-guerre.

2.2 Le nationalisme religieux et la persistance du shintō d'État

À travers notre premier chapitre, nous avons pu voir que les mouvements conservateurs japonais sont intimement liés au shintō. S'illustre en fait, au sein de leurs franges patriotes et nostalgiques de l'avant-guerre, ce que Shimazono Susumu 島薗進 qualifie de « *nationalisme religieux* » (*shūkyō nashonarizumu* 宗教ナショナリズム). Un phénomène dont l'existence est peu surprenante lorsque l'on remarque, comme le fait Benedict Anderson dans son ouvrage *Imagined Communities*, que l'importance des monuments aux morts pour la nation témoigne de profondes affinités entre les imaginaires nationalistes et religieux. Au Japon, le shintō d'État est au cœur de l'idéologie nationaliste, en cela qu'il est la charnière entre le caractère divin (et donc unique) de l'Empire et la nécessité pour le peuple de s'y dévouer jusqu'à la mort.

Si le shintō d'État est censé avoir été démantelé dans les premières années de l'après-guerre[5], certains courants conservateurs cherchent à le retrouver. Ainsi le Premier ministre Mori Yoshirō 森喜朗 déclarait-il le 15 mai 2000, devant l'Assemblée Générale de la Ligue politique shintō, que le Japon était « *le pays des dieux* [kami no kuni], *dont le centre est l'empereur* »[6]. Ces propos révèlent un sécularisme inachevé, et illustrent bien l'objet du

4. Pelletier, 2012.
5. D'abord par la Directive Shintō, qui a amorcé la séparation entre shintō et État en novembre 1946, puis par les articles 20 et 89 de la Constitution de 1947, qui l'ont parachevée en promulguant la liberté de religion.
6. 「日本は、天皇を中心として神の国」.

débat, à savoir la question suivante : toutes les religions ont-elles le même statut devant l'État japonais, et ce dernier peut-il être neutre ?

Il est tout d'abord à noter que certaines manifestations de la proximité entre l'État et le shintō relèvent non pas d'une contestation de l'ordre juridique existant, mais de vides au sein de celui-ci, de cadres légaux où la subsistance du shintō d'État est observable ou ouvertement revendiquée. Plus précisément, certains éléments du shintō d'État n'ont pas du tout été dissouts, car non désignés dans la Directive Shintō ; par ailleurs, les organisations religieuses, privées, ne sont pas interdites de campagne politique. Toutefois, la ligne de séparation entre shintō et État telle qu'instituée pendant l'occupation américaine a été, au cours de l'après-guerre, questionnée et même franchie – parfois avec l'appui du juge constitutionnel. Ce sont ces divers cas que nous nous proposons d'évoquer maintenant.

2.2.1 *Survivances du shintō d'État en conformité avec le cadre légal en vigueur*

Le shintō et la Maison impériale

Dans une allocution radiodiffusée le 1er janvier 1946 faisant suite à la Directive Shintō, l'empereur Hirohito déclarait que les liens l'unissant au peuple japonais ne reposaient en rien sur des « *légendes* » telles que « *l'illusion que l'empereur est un dieu vivant, que le peuple japonais est différent et qu'il a pour mission de gouverner le monde* »[7]. Ce texte, généralement appelé *Ningen-sengen* 人間宣言 (« déclaration d'humanité »), est connu comme celui par lequel l'empereur a renoncé à sa légitimation par l'idée d'une ascendance divine.

Toutefois, des pratiques shintō spécifiques à la Maison impériale (*kōshitsu-shintō* 皇室神道) subsistent, alors qu'elles sont les héritières directes d'une partie du shintō d'État. Les membres de la famille impériale gardent des fonctions au sein du shintō, par exemple au sanctuaire d'Ise où est vénérée Amaterasu Ōmikami 天照大御神 comme ancêtre de la famille impériale. La Maison impériale participe d'ailleurs tous les vingt ans au grand festival du sanctuaire d'Ise, au cours duquel le site est intégralement reconstruit. Le Palais Impérial abrite en son sein deux des reliques shintō les plus sacrées (un sceau et la

7.「朕と爾等国民との間の紐帯は、終始相互の信頼と敬愛とに依りて結ばれ、単なる神話と伝説とに依りて生ぜるものに非ず。天皇を以て現御神とし、且日本国民を以て他の民族に優越せる民族にして、延て世界を支配すべき運命を有すとの架空なる観念に基くものにも非ず」.

réplique d'une épée).

Plus globalement, comme l'écrit Shimazono Susumu 島薗進[8], « *[des] cérémonies sont présentées comme des rites privés de l'empereur. Cependant, parmi les grands festivals shintō, il y en a certains auxquels sont conviés le Premier ministre, des ministres d'État, des parlementaires, des membres de la Cour suprême, ou encore des employés de l'Agence de la maison impériale, et auxquels ces responsables de la politique nationale ou hauts fonctionnaires participent en priant aux côtés de l'empereur. Ces cérémonies shintō sont clairement organisées comme des cérémonies d'État, mais puisqu'elles sont traitées comme relevant du* naitei, *c'est-à-dire des affaires personnelles de l'empereur, les citoyens n'en ont pas connaissance*[9] ».

De façon générale, la mythologie du shintō d'État comme justification du système impérial et histoire officielle de la famille impériale n'a pas véritablement disparu, comme on l'a vu au sujet du rétablissement d'une Journée de commémoration de la fondation du Japon (cf *supra*). Autre exemple parlant, les mouvements d'opposition à la succession matrilinéaire s'appuient sur la conception selon laquelle la semence impériale mâle, et elle seule, est sacrée. La figure de l'empereur reste donc une charnière entre le shintō et la nation japonaise.

Jinja Honchō, une association privée politiquement engagée

L'Association des Sanctuaires Shintō (*Jinja Honchō* 神社本庁) est un organisme privé fondé en février 1946 afin de reprendre les fonctions du Département des Divinités (*Jingi-kan* 神祇官), bureau en charge des sanctuaires du pays et jusqu'alors sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur. Aujourd'hui, Jinja Honchō rassemble la quasi-totalité des quelques 80 000 sanctuaires du Japon, et représente donc ce qui est généralement désigné sous le terme de « shintō des sanctuaires » (*jinja shintō* 神社神道).

L'Association ne revêt toutefois pas le caractère d'institution communautaire d'une Église ; elle n'a pas pour objet principal d'organiser la pratique ou l'enseignement des rites et doctrines shintō. Dès sa création, elle s'est véritablement positionnée dans un champ

8. Shimazono, 2010, , p. 191.
9. 「これらの行事は、天皇家の私的神事であるという建前である。しかし、大祭のうちのいくつかは内閣総理大臣、国務大臣、国会議員、最高裁判事、宮内庁職員らに案内状が出されており、これら国政の責任者や高級官僚は出席すると天皇とともに拝礼を行う。明らかに国家的な行事として神道行事が行われているが、「内廷のこと」、すなわち天皇家の私事として処理され、国民には報道されない。」Shimazono, 2010, p. 191

d'activité politique plus que religieux. Sa charte, écrite en 1980, pose que l'Association « *prie pour la prospérité permanente du règne de l'empereur* » (art. 1), « *honore le grand sanctuaire d'Ise comme son sanctuaire principal* » (art. 2) et « *met en place une doctrine visant à honorer les dieux et respecter l'empereur* » (art. 3). L'idéologie centrale de *Jinja Honchō* est donc d'intégrer tous les sanctuaires du pays sous l'autorité d'Ise et de la Maison impériale que ce dernier représente.

Constituée en tant que personne morale privée, l'Association ne se prive donc pas de recourir à ses libertés politiques ; en 1969, elle crée la *Shintō seiji renmei* 神道政治連盟 (« Ligue politique shintō »), son émanation parlementaire. L'Association et sa ligue parlementaire ont été particulièrement actives dans la campagne pour le rétablissement du Jour de la Fondation du Japon, pour le retour d'un patronage étatique du sanctuaire Yasukuni, ou encore pour que l'empereur puisse à nouveau transporter avec lui certains artefacts sacrés lors de ses déplacements (ce qui n'était plus le cas depuis 1947)[10]. Preuve que l'idéologie de *Jinja Honchō* vise bien l'État japonais dans son ensemble et pas la seule figure de l'empereur, elle donne également naissance à la *Seikyō kankei wo tadasu kai* 政教関係を正す会 (« Société pour la rectification des liens entre politique et religion »), un groupe d'influence visant à ce que le shintō retrouve un rôle public tel qu'il existait avant-guerre (*matsurigoto* 政).

2.2.2 *Contestations de la séparation entre shintō et État*

Le sanctuaire Yasukuni : statut et hommages officiels de la part de représentants nationaux

Au sein de ce rôle public mis en avant par les conservateurs « pro-shintō d'État », le sanctuaire Yasukuni et les *gokoku-jinja* 護国神社 (« sanctuaire pour la protection du pays »)[11] tiennent une place de premier plan, parce qu'ils sont considérés comme socles de la formation de l'État-nation japonais.

Au titre qu'il devrait être vu comme un site civil de commémoration des morts pour la

10. Cependant, il est à noter que le positionnement politique de *Jinja Honchō* au sein d'une minorité à droite du courant hégémonique fut un obstacle conséquent à d'autres revendications de l'Association, par exemple au rétablissement d'une loi sur le crime de lèse-majesté.

11. Des sanctuaires locaux de commémoration des soldats tombés au combat. Le sanctuaire Yasukuni 靖国神社 est le plus important site de ce type.

patrie, le sanctuaire Yasukuni est l'objet de tentatives de re-nationalisation depuis la fin des années 1968. Le PLD a dû, sur ce terrain, faire face à l'opposition de la Diète qui soulignait l'inconstitutionnalité du projet en 1974. Toutefois, des projets similaires, reposant sur l'idée de laïcisation du Yasukuni[12], sont restés l'objet de mouvements conservateurs et nationalistes.

Mais plus souvent que sa constitution en organisme commémoratif semi-public sous un patronage étatique, c'est le droit (voire le devoir moral) des représentants de l'État à organiser des hommages officiels au Yasukuni qui fait l'objet de la plupart des mouvements conservateurs. Cette polémique avait été lancée par la visite du Premier ministre Nakasone Yasuhiro 中曽根康弘 en 1985, vivement acclamée par les nationalistes d'une part, condamnée comme contraire à l'article 20 de la Constitution par les autres. Par la suite, des organisations politiques mais aussi des organes de l'exécutif, comme par exemple le conseil départemental d'Iwate, réclament que l'empereur et le Premier ministre aillent régulièrement rendre hommage aux âmes du Yasukuni. Au cours des années 1990, trois verdicts juridiques soulignent l'inconstitutionnalité de ces hommages officiels…ce qui n'empêche pas les mouvements « pro-Yasukuni » d'acclamer les nombreux hommages rendus par Koizumi Jun'ichirō 小泉純一郎 ou Abe Shinzō 安倍晋三 vingt à trente ans plus tard.

Un élément tiers, situé dans la continuité du phénomène de réhabilitation des criminels de guerre que nous évoquions plus haut (voir p. 28), vient compliquer la question du Yasukuni : il s'agit de l'ajout, en 1978, des noms de 14 criminels de guerre de catégorie A à la liste des âmes honorées par le sanctuaire[13]. Cette décision a renforcé des controverses mémorielles déjà présentes autour du Yasukuni. Nous traitons davantage de cette dimension mémorielle dans le chapitre 3 (voir p.38).

Au-delà du Yasukuni, des représentants de l'État vont parfois présenter leurs hommages à d'autres sanctuaires, et notamment à celui d'Ise ; ces visites, plus discrètes, font l'objet de moins de critiques, mais elle n'en sont pas moins inconstitutionnelles.

12. Takahashi Tetsuya 高橋哲也 montre que cette idée d'un Yasukuni areligieux, souvent invoquée par les défenseurs du sanctuaire, est une impasse ; en effet, quel serait le sens d'un Yasukuni sans cérémonies shintō de glorification des morts au combat ? Voir Takahashi, 2012, pp. 71 à 101.)

13. Par la suite, plus aucun empereur ne s'est rendu en personne au Yasukuni ; toutefois, la Maison impériale continue d'y envoyer des émissaires.

Les liens entre shintō, shintō d'État et administration publique au niveau local

Les représentants de l'État central ne sont pas les seuls à appuyer ainsi une forme de légitimation du shintō, comme le montre la multiplicité des cas de rapprochement entre des administrations locales et certains sanctuaires.

En 1977, la Cour Suprême a eu à juger une affaire d'indemnisation publique d'un *jichinsai* 地鎮祭 (rite shintō de purification d'un terrain avant construction). En l'espèce, les prêtres ayant réalisé la cérémonie avaient reçu une indemnisation de la part du maire de la ville de Tsu (département[14] de Mie), un montant de 100 000 yen perçu sur le budget de la municipalité.

L'arrêt alors rendu par la Cour Suprême a fait date, en cela qu'il établit une nouvelle jurisprudence sur les articles 20 et 89 de la Constitution. Son interprétation rend la séparation moins stricte et absolue que beaucoup d'académiques et de juristes ne l'entendaient jusqu'alors, en faisant valoir, d'une part, que les articles 20 et 89 ne contraindraient les pouvoirs publics que lorsqu'il s'agit d'agir consciemment et activement pour la promotion ou le préjudice d'une religion en particulier, et, d'autre part, que le *jichinsai* relèverait davantage de la coutume que d'une religion. En reprenant l'idée selon laquelle le shintō ne relèverait pas du cadre de la religion mais de la seule culture traditionnelle japonaise — rhétorique déjà utilisée avant-guerre pour justifier de la place du shintō d'État — cet arrêt a servi d'appui à diverses revendications de représentants locaux concernant le patronage étatique, l'organisation d'hommages officiels, ou encore le versement d'argent public à des sanctuaires shintō.

Dans les années 1970 et 1980, les *gokoku-jinja* sont ainsi réinvestis par le public, sous l'influence notoire du sanctuaire Yasukuni (constitué en personne morale privée). Par exemple, en 1976, une taxe perçue par la ville de Kitakami (département d'Iwate) est reversée au *gokoku-jinja* départemental. En juin 1978, une cérémonie rassemble le gouverneur d'Hokkaidō, le maire d'Asahikawa et des membres des Forces de Défense au *gokoku-jinja* d'Asahikawa. Le 20 janvier 1982, Kyōdō News révèle que 7 départements font des dons perçus sur les fonds publics au sanctuaire Yasukuni et aux gokoku-jinja locaux. Le 15 août 1985, le gouverneur du département de Yamanashi préside le service mémoriel tenu au *gokoku-jinja* de Kōfu pour commémorer les 40 ans de la fin de la guerre.

14. Si le terme de « préfecture » est très majoritairement employé dans les traductions françaises, nous rappelons que les *ken* 県 sont l'équivalent des départements français et non pas de leur chef-lieu.

Le 1er juin 1988, un nouvel arrêt de la Cour Suprême, rendu en appel sur une affaire d'incorporation du nom d'un ancien soldat des Forces de Défense au *gokoku-jinja* de Yamaguchi contre l'accord de sa veuve, pose une nouvelle fois l'idée d'un shintō areligieux et constitutif de la japonéité, en refusant d'accéder à la requête de la veuve. Cet arrêt fait directement référence au précédent établi à Tsu en 1977, et stipule que l'objectif de la cérémonie tenue au *gokoku-jinja* n'est pas de promouvoir une religion, mais de remonter le moral des troupes au sein des Forces de Défense en distinguant les soldats d'un statut social particulier[15].

Ainsi, poser une « fin du shintō d'État » en 1945 est loin d'aller de soi ; l'union du shintō et du politique semble profiter aux représentants de l'État — qui y trouvent une forme de légitimité en honorant les morts à la guerre — tout autant qu'aux sanctuaires (dont la fréquentation a nettement baissé depuis qu'elle n'est plus instituée en obligation civile). Dans l'épilogue de son ouvrage *Shinto and the State*, Helen Hardacre écrit : « *Créé dans sa forme moderne par l'État, le shintō continue de travailler à l'établissement de liens substantiels avec l'État. Il est probable que les administrations centrales comme locales satisfassent cet objectif, pourvu qu'agir ainsi leur soit opportun et peu coûteux, que cela apaise les conservateurs, et que leur propre légitimité en ressorte plus ancrée –et dans la mesure où les citoyens japonais ne s'y opposent pas fermement* »[16]. Or, pour ce qui est de la critique de la réinstitution d'un shintō d'État, l'opposition à l'intérieur du pays est assez faible, cantonnée à la sphère académique et aux communautés chrétiennes ; c'est davantage au niveau diplomatique que l'opposition est rencontrée.

2.3 La création des Forces de Défense

Par ailleurs, la nature pacifiste du régime japonais, à laquelle le pays est constitutionnellement tenu depuis 1947[17], est *de facto* mise à mal par l'existence d'un corps armé, les *jieitai* 自衛隊 (« Forces de Défense »).

Leur création remonte au début des années 1950, alors que les doutes quant à la viabi-

15. Larsson, 2017, p. 234.
16. Hardacre, 1989, p. 163.
17. L'article 9 de la Constitution actuelle stipule que le Japon renonce à son droit à la guerre et à la possession de « tout potentiel de guerre, tel que des forces terrestres, maritimes, ou aériennes » (「陸海空軍その他の戦力は、これを保持しない」).

lité d'un pays sans armée propre (parmi les rangs des conservateurs japonais, mais aussi des forces d'occupation américaines) vont croissants au fur et à mesure que la Guerre froide commence à se faire sentir. En 1950, alors qu'une partie conséquente des forces américaines est dépêchée en Corée, le SCAP et le gouvernement japonais créent conjointement une Réserve nationale de police (*Keisatsu yobitai* 警察予備隊) faiblement armée. Le traité de sécurité nippo-américain[18] charge cette force de réserve, renommée en Forces de sécurité nationale (*hoantai* 保安隊), du maintien de l'ordre à l'intérieur du pays et de la prise en charge des situations de catastrophe naturelle. Par la suite, une loi de 1954 donne naissance à une Agence nationale de Défense, et les forces de réserve jusqu'ici constituées sont fusionnées en un corps nouveau, les Forces de Défense.

Constituées de forces terrestres, aériennes et maritimes, celles-ci sont généralement décrites comme étant *de facto* l'armée du Japon d'après-guerre, bien qu'elles donnent lieu au Japon à nombre d'euphémismes : on ne parle pas d'armée (*guntai* 軍隊) mais bien d'un corps de défense (*jiei* 自衛), et il est question d'*opérations de maintien de la paix* (*heiwa iji katsudō* 平和維持活動). Toutefois, l'inscription des noms d'anciens combattants issus des Forces de Défense au sein des *gokoku-jinja* laisse peu de doute quant à perception de ces forces par les droites conservatrices ; leur pleine habilitation en tant que corps militaire national est l'objectif des projets de révision de l'article 9 de la Constitution.

18. *Nichi-bei anzen hoshō jōyaku* 日米安全保障条約 ; généralement connu, par abréviation japonaise, sous le nom d'*Anpo* 安保, il est signé en 1954 puis renégocié en 1960.

CHAPITRE 3

Émergence d'un conservatisme révisionniste et illibéral dans les années 1990

3.1 Montée du révisionnisme

3.1.1 *Quelles sont les cibles du récit révisionniste ?*

Dans la marche conservatrice vers le recouvrement d'une pleine capacité militaire, la reconstitution de corps d'armée et la révision du pacifisme constitutionnel vont de pair avec une réécriture de l'histoire du Japon. En effet, comme le souligne Arnaud NANTA, « *comment pourrait-on mobiliser des recrues capables de mourir pour la patrie en enseignant l'histoire d'un Japon moderne agresseur et colonialiste ?* »[1].

De fait, les droites conservatrices développent une vision révisionniste de l'histoire du Japon moderne, notamment en vue d'une modification du contenu des manuels scolaires. Elles cherchent à réécrire l'histoire de la « Guerre de la Grande Asie orientale » (*dai-tōa sensō* 大東亜戦争) en prenant deux grands points de focale :

- Le massacre de Nankin — désigné sous le terme d'*incident Nankin jiken* 南京事件) — perpétré en 1937. Selon les chiffres donnés lors du Procès de Tōkyō, le nombre

1. NANTA, 2005.

de civils victimes de l'armée japonaise s'élève environ à 300 000 morts. Si l'on a pu voir des cas de négation totale du massacre, la plupart des débats instillés par les mouvements révisionnistes contre le « Mythe exterminationniste »[2] se fixent sur ces estimations, questionnant leur démonstration et jouant avec les rapports existants (Fujioka Nobukatsu 藤岡信勝 notamment).

- La question des « femmes de réconfort" de l'armée (*jūgun ianfu* 従軍慰安婦, ou plus couramment *ianfu* 慰安婦), qui désigne environ 200 000 femmes enrôlées dans un système d'esclavage sexuel institutionnalisé à travers les territoires contrôlés par l'armée impériale. La dimension révisionniste à ce sujet porte tout autant sur l'existence des « stations de réconfort » que sur l'existence d'une contrainte ou les conditions de vie de ces femmes. La tension autour de cette question a atteint son paroxysme en 1997.

Mais plus largement, c'est la caractérisation de la guerre menée par le Japon comme « guerre d'agression », l'illégitimité du colonialisme japonais en Corée et en Chine, et les responsabilités qui en découlent, qui sont au cœur du révisionnisme. C'est là le grand problème mémoriel constitué par le sanctuaire Yasukuni[3] : il ne fait pas que commémorer les morts à la guerre, il les glorifie — et glorifie avec eux l'Empire pour lequel ils sont tombés. La célébration commune des âmes du Yasukuni transforme les guerres d'agression menées par le Japon en guerres justes[4] ; c'est pourquoi il est un élément central de l'imaginaire des droites révisionnistes japonaises.

3.1.2 *Perspective comparatiste : révisionnisme japonais et négationnisme français*

Comme le montre Arnaud Nanta, dans ses outils discursifs, le révisionnisme japonais est semblable au négationnisme tel qu'on a pu l'observer en France, et notamment chez Robert Faurisson[5] :

- Complotisme ;

2. Nanta, 2002.
3. Le problème du Yasukuni n'est cependant pas restreint à la seule question des responsabilités de guerre. Il touche aussi la question coloniale, puisque les responsables du sanctuaire refusent de retirer de la célébration commune les noms de défunts issus des anciennes colonies, enrôlés de force dans l'armée impériale. Cette question de la responsabilité coloniale du Japon, elle aussi évacuée du champ du Procès de Tōkyō, fait l'objet d'un blocage mémoriel bien distinct, et la mémoire des colonies perdues est mêlée parmi les droites radicales à une forte xénophobie.
4. Takahashi, 2012, p. 37.
5. Nanta, 2002 et Igounet, 2000

- Discrédit des témoignages individuels par attaque *ad personam* ;
- Invocation d'une impossibilité matérielle du fait nié ;
- Recherche d'un détail erroné, puis généralisation abusive à l'intégralité du fait historique ;
- Discussion sur les chiffres, qui permet d'enchaîner sur une réinterprétation des causes possibles de ces chiffres.

Ces similarités nous signalent la piste d'une grammaire commune des droites conservatrices et révisionnistes. Toutefois, soulignons ici une différence entre l'extrême-droite française et la nébuleuse conservatrice japonaise. Nous avons dans notre cas affaire à une sphère conservatrice, révisionniste, illibérale, mais qui pourtant ne convient pas à l'archétype de l'extrême-droite telle que décrit par Michel Winock, parce qu'elle ne se construit pas sans intellectuels, ou sans prétentions intellectuelles en tout cas. À un moment de son existence, la Société pour la rédaction de nouveaux manuels d'histoire (*Tsukuru-kai*, cf. *infra*) a rassemblé des personnalités aussi diverses que Kobayashi Yoshinori 小林よしのり, dessinateur de manga connu pour son attitude populiste (traitant les intellectuels de *baka chishikijin* 馬鹿知識人, c'est-à-dire d'idiots) et provocatrice (voir son ouvrage *Sensōron* 戦争論), et Nishibe Susumu 西部邁, professeur d'économie anciennement actif parmi la sphère intellectuelle de la gauche japonaise et désormais chargé de justifier du négationnisme historique en faisant appel au post-modernisme[6]. La présence d'intellectuels dans leurs rangs, et notamment d'historiens, sert de caution pour les mouvements révisionnistes dans leurs projets de réécriture des manuels scolaires.

3.1.3 *La « question des manuels »* (kyōkasho mondai 教科書問題)

Les premières attaques contre la mention des exactions japonaises en Asie dans les manuels d'histoire datent des années 1950. En 1955, des directives du ministère de l'Éducation rendent la procédure d'homologation des manuels plus difficile en même temps qu'elles opèrent quelques jeux terminologiques visant à euphémiser les dommages causés par l'armée japonaise. Ce qui, d'après Arnaud Nanta, « *donne le ton aux manuels durant presque 20 ans. Toutes les mentions à l'invasion en Asie, aux crimes de guerre, à l'esclavage sexuel,*

6. Cette tendance ce perpétue aujourd'hui : parmi les 50 principaux administrateurs de Nippon Kaigi, on trouve 8 professeurs émérites issus de diverses universités (principalement tokyoïtes, et parfois très renommées, comme l'Université de Tōkyō).

aux massacres de civils [...] *disparaissent*[7] ». En juillet 1970, au terme d'un procès en appel qui donnera raison à l'historien Ienaga Saburō 家永三郎 contre l'État japonais, le Ministère de l'Éducation revoit sa position ; quelques années plus tard, la mention du massacre de Nankin réapparaît petit à petit.

En 1982, une première « crise des manuels » émerge, créant de fortes tensions diplomatiques. Le gouvernement finit par présenter des excuses officielles à ses voisins asiatiques, et ajoute aux modalités d'homologation des manuels une clause dite « des pays voisins » (*kinrin shokoku jōkō* 近隣諸国条項) visant à prendre en compte les sentiments des pays victimes de la politique coloniale et des guerres d'agression menées par le Japon. Jusqu'au milieu des années 1990, les manuels scolaires évoquent donc tous le massacre de Nankin, et des mentions à l'esclavage sexuel ou à l'Unité 731 apparaissent dans certains d'entre eux.

Toutefois, un tournant s'opère dès 1993, année où le PLD crée en son sein une Commission pour le réexamen de l'histoire (*Jimintō rekishi kentō iinkai* 自民党歴史検討委員会). Cette commission publie deux ans plus tard sa *Synthèse générale sur la guerre de la Grande Asie Orientale*[8]. Cet ouvrage a une double dimension :

- D'abord une dimension narrative, soutenant que cette guerre fut une guerre d'autodéfense (*jison/jiei sensō* 自存·自衛戦争), voire « d'autodéfense collective » pour l'Asie orientale[9], que les crimes de guerre invoqués par « la gauche » et les voisins est-asiatiques sont de pures fictions ;
- Puis une dimension normative, qui en découle naturellement : les auteurs de la *Synthèse générale* appellent ainsi à former un mouvement national pour rédiger de nouveaux manuels d'histoire, puisque ceux qui ont été édités selon la « clause des pays voisins » mentionnent donc des dommages qui n'ont pas eu lieu[10].

Ce mouvement national prend deux formes distinctes. D'abord celle d'un organisme ayant pour objectif de préparer le contenu des futurs manuels : c'est à ce titre qu'est fondé en 1995 le Centre d'études pour une vision libérale de l'histoire (*Jiyū-shugi shikan kenkyū-kai* 自由主義史観研究会). Celui-ci s'attaque notamment aux mentions du massacre de Nankin et à « la question des femmes de réconfort » après qu'un rapport du Ministère de

7. Nanta, 2001b, p. 128.
8. *Daitōa sensō no sōkatsu* 大東亜戦争の総括 (Jimintō rekishi kentō iinkai, 1995)
9. La Commission s'opposant donc à l'idée de guerre d'invasion (*shinryaku sensō* 侵略戦争), ou plus particulièrement à la déclaration du Premier ministre Hosokawa Morihiro 細川護熙 qui, en 1993, avait qualifié le Japon comme responsable d'une guerre d'agression.
10. Jimintō rekishi kentō iinkai, 1995 ; voir Nanta, 2001b

l'Éducation a établi que l'intégralité des manuels homologués en faisaient mention. Après avoir annoncé son projet de rédaction d'un nouveau manuel d'histoire en vue du processus d'homologation prévu pour 2001, le Centre d'études donne naissance à une nouvelle organisation, la Tsukuru-kai つくる会[11], autour d'historiens révisionnistes notoires tels que Nishio Kanji 西尾幹二 et Fujioka Nobukatsu 藤岡信勝.

D'autre part, la Commission du PLD donne naissance dans son sillage à l'Assemblée des jeunes élus pour une réflexion sur l'avenir du Japon et l'enseignement de l'histoire[12], cette fois-ci destinée au jeune personnel politique. Elle a pour fonction d'assurer le passage du flambeau révisionniste à la nouvelle génération qui apparaît dans le turnover politique des années 1990 (cf. section 3.3). Cette commission publiera elle aussi sa *Synthèse sur la question des manuels*[13] en 1997.

En 1999, Nishio Kanji publie *L'histoire de la nation* (*Kokumin no rekishi* 国民の歴史), best-seller dont le contenu comme la stratégie promotionnelle — une distribution gratuite et massive dont la légalité reste vague, et dont l'objectif est de créer une image de soutien populaire en multipliant les tirages — préfigurent ceux du manuel présenté par la Tsukuru-kai deux ans plus tard. À noter que l'ouvrage de Nishio ne s'arrête pas, dans sa révision de l'histoire, à des seules positions militaristes célébrant l'Empire d'avant-guerre : il met au même plan histoire et mythe lorsqu'il est question de l'empereur, vante une supériorité du peuple et de l'État japonais, et méprise ouvertement la Constitution de 1947[14].

3.2 Divisions au sein du PLD et opposition au courant principal

Pour Andrew Levidis, ce révisionnisme n'est pas seulement l'expression d'une réaction conservatrice contre la « diplomatie des excuses » en soi : il se dresse aussi, plus large-

11. Dans sa forme longue *Atarashii rekishi kyōkasho wo tsukuru kai* 新しい歴史教科書をつくるかい (« Société pour la rédaction de nouveaux manuels d'histoire »).

12. *Nihon no zento to rekishi kyōiku wo kangaeru wakate giin no kai* 日本の前途と歴史教育を考える若手議員の会 ; les années passant, elle se renomme plus tard *Nihon no zento to rekishi kyōiku wo kangaeru giin no kai* 日本の前途と歴史教育を考える議員の会 (« Rassemblement des parlementaires pour une réflexion sur l'avenir du Japon et l'enseignement de l'histoire »).

13. Nihon no zento to rekishi kyōiku wo kangaeru wakate kokkaigiin no kai, 1997.

14. Nanta, 2001a.

ment, contre l'hégémonie de la doctrine Yoshida, du conservatisme libéral et de l'héritage intellectuel de Maruyama Masao 丸山真男, et signale ainsi l'arrivée à maturité d'un courant illibéral au sein du PLD. Levidis va jusqu'à dire que « *le révisionnisme historique était un moyen plutôt qu'un objectif* »[15]. Sans aller jusque là, notamment parce que nous avons vu l'importance d'une composante morale et de la référence au *kokutai* dans la pensée révisionniste japonaise, nous pouvons tout de même émettre l'idée d'une opposition qui dépasse le seul champ diplomatique ou historique, et s'étend en fait à la critique des courants conservateurs dominants (*mainstream*), de la « vieille droite » (*old right*) préoccupée par l'économie et la bonne entente avec les pays voisins.

En 1975, la publication par le « Groupe 1984 » (*gurūpu 1984-nen* グループ一九八四年) d'un essai intitulé *Le Suicide du Japon*[16], réactive les lignes de rupture entre les deux grands courants internes au PLD. Cet article prétend tirer des leçons de divers épisodes historiques, notamment de la chute de l'Empire romain, pour montrer l'existence d'un risque imminent de ruine du Japon en proie à la décadence morale incarnée par l'individualisme et alimentée par l'État-providence.

Cette crise dont les droites conservatrices prennent progressivement conscience se superpose à la perception d'un risque de déchéance du PLD. Le parti est vu comme perdant de sa « pureté » idéologique, devenu hypertrophié et vide de sens à force d'avoir prêché le consensus pour se maintenir au pouvoir. C'est notamment l'héritage des *Ōhira kenkyūkai*[17] qui est visé par les courants conservateurs, qui reprennent le flambeau de la Seirankai[18] dans le but de faire du PLD un « vrai parti conservateur ».

La droite conservatrice incarnée par la Seirankai se distingue au sein du PLD par l'importance qu'elle accorde à une certaine idéologie, là où la plupart des factions sont davantage personnalisées et fonctionnent par clientélisme. Une idéologie marquée par le révisionnisme historique, mais aussi par un caractère profondément illibéral et xénophobe. Bien que l'existence de la faction elle-même fut de courte durée et qu'elle ne parvint pas à se hisser au pouvoir, elle fut d'une influence très fertile en cela qu'elle marqua l'affir-

15. « *Historical revisionism was a form rather than an aim* » (Levidis, 2017)

16. *Nihon no jisatsu* 日本の自殺 ; pour lire un retour récent du rédacteur en chef de la revue qui avait accueilli ce texte, voir Groupe 1984, 2012.

17. On désigne sous le nom de *Ōhira sōri no seisaku kenkyūkai* 大平総理の政策研究会 (groupes d'étude du Premier ministre Ōhira Masayoshi 大平正芳) les neuf groupes de conseil que celui-ci crée en 1979. Composés de politiciens, de diplomates, et surtout d'intellectuels, ces groupes sont chargés de réfléchir à des objectifs politiques à long terme.

18. Faction d'opposition interne au PLD créée en 1973 autour d'Ishihara Shintarō 石原慎太郎 dont nous reparlerons plus tard. Sur la Seirankai, lire Babb, 2012.

mation d'une « nouvelle droite » (*new right*) japonaise, à la suite du suicide de Mishima Yukio 三島由紀夫. Cette nouvelle droite se pose fondamentalement contre « l'ordre de Yalta-Potsdam » (*Yalta/Potsdam taisei* ヤルタ・ポツダム体制), ordre imposé par les forces alliées auxquelles le PLD se serait tout à fait soumis.

Cette tendance se déploie tout à fait dans les années 1990, « décennie perdue » où ladite perte est aussi celle d'un consensus conservateur sur ce qui constitue une bonne société. Après avoir perdu le pouvoir en 1993 pour la première fois de son existence, le PLD y revient en 1994 au sein d'une coalition menée par le Parti socialiste, son rival depuis les années 1950. Pour les droites conservatrices, la présence de membres du PLD aux côtés du Premier ministre socialiste Murayama Tomiichi 村山富市 consacre l'aboutissement du « modèle *Ōhira kenkyūkai* » : une vie politique post-idéologique et peu réformiste, un *statu quo* japonais dans un monde en mouvement, où la diplomatie japonaise est menée dans l'idée de responsabilité d'après-guerre (*sengo sekinin* 戦後責任).

3.3 Les années 1990 : une situation de crise favorable à l'émergence de Nippon Kaigi

La crise qui se déclare pendant la « décennie perdue » ne se limite pas au cercle du PLD. Les années 1990 sont en fait le théâtre d'une crise multiple, qui prend une dimension économique et politique, mais aussi humanitaire, morale, sociale, et finalement identitaire.

3.3.1 *La place du Japon dans le monde mise à mal*

Les premiers facteurs de la crise concernent la place du Japon parmi les puissances mondiales. Après les décennies de la Haute Croissance (années 1960 à 1980), la bulle spéculative japonaise éclate et l'économie entre dans une période de stagnation : le « miracle économique », qui faisait la puissance du Japon sur la scène mondiale, n'est plus. Facteur aggravant, cette crise est conjuguée à la rapide montée en puissance de la Chine depuis sa libéralisation économique. D'aucuns annoncent déjà que la Chine est en position de conquérir la place du Japon comme première puissance asiatique ; perspective d'autant

plus angoissante pour les conservateurs japonais que l'on connaît la difficulté de leurs rapports avec le voisin chinois.

Cette nouvelle concurrence de la Chine au plan économique se traduit aussi au plan diplomatique. Ainsi, alors que dans la fin de la Guerre froide l'État japonais perd le levier qu'il détenait auprès des États-Unis en tant que principal vecteur de la lutte contre le communisme en Asie orientale, les gouvernements japonais successifs tentent de pacifier leurs rapports avec leurs voisins en développant une « diplomatie des excuses ». Les diverses déclarations faites à l'égard des pays victimes du Japon impérial font suite aux discours tenus lors de la normalisation des relations avec la Corée du Sud (1965) et la Chine (1972), cette fois-ci en reconnaissant ses responsabilités et en formulant des excuses pleines et entières. En 1993, le secrétaire du cabinet Kōno Yōhei 河野洋平 reconnaît l'existence du système d'esclavage sexuel mis en place au sein de l'armée impériale, et sa déclaration donne lieu à la création d'un fonds de soutien voué à verser des compensations aux femmes victimes de ce système. Quelques semaines plus tard, le nouveau Premier ministre Hosokawa Morihiro 細川護熙 qualifie la guerre menée par le Japon jusqu'en 1945 de guerre d'agression. En 1995, le Premier ministre Murayama Tomiichi 村山富市 présenta ses excuses auprès des pays d'Asie victimes de la politique militaire agressive de l'Empire.

Les droites conservatrices voient ces excuses comme une trahison et comme l'institutionnalisation d'un masochisme historique (*jigyaku shikan* 自虐史観), d'autant plus que le décès de l'empereur Hirohito, survenu en 1989, ouvre la voie à certaines discussions mémorielles et à plusieurs procès intentés à l'État japonais pour ses responsabilités coloniales et la guerre d'agression menée jusqu'en 1945.

3.3.2 *1995 : Le pic de la crise*

Alors que l'hégémonie dont le PLD avait joui pendant quarante ans est considérablement affaiblie et que la « grande coalition » (*dai-renritsu* 大連立) avec le Parti socialiste donnent une place de premier plan aux modérés et aux réformistes, l'année 1995 constitue un véritable accélérateur des tensions.

D'abord parce qu'elle est l'année du cinquantenaire de la capitulation et de la perte de l'Empire, et que de fait, cet anniversaire ouvre un espace de débat sur l'histoire et la

mémoire du Japon impérial et militaire. Si le 15 août 1995 est marqué par la Déclaration Murayama, son esprit ne fait cependant pas l'unanimité, ni au sein de la classe politique dans son ensemble, ni au sein du gouvernement-même : ainsi le ministre de l'Éducation Shimamura Yoshinobu 島村宜伸 déclarait-t-il quelques jours plus tôt que multiplier les excuses lui semblait peu productif et que « *le fait que le Japon ait mené ou non une guerre d'agression est affaire de point de vue* »[19].

Ensuite parce que l'année 1995 est marquée par deux désastres successifs : d'abord le séisme de Hanshin-Awaji, qui frappe la région de Kōbe le 17 janvier, puis l'attentat au gaz sarin perpétré dans le métro de Tōkyō par la secte Aum Shinrikyō オウム真理教 le 20 mars. Cet attentat provoque une réaction double parmi la classe politique : d'abord un besoin de protéger la société des dérives de certains mouvements religieux, puis, sur un temps plus long et de façon particulièrement prononcée au sein de la droite conservatrice, un questionnement sur l'état moral de cette société japonaise qui avait permis à un tel mouvement d'émerger en son sein[20]. L'affaire Aum provoqua ainsi un véritable regain d'intérêt de la part des conservateurs pour le retour du patriotisme et de l'enseignement moral dans les écoles du pays.

3.3.3 *Impact des crises sur l'identité, renouvellement politique et mouvement dextrogyre*

Ces tourments multiples provoquent une profonde crise existentielle japonaise ; comme le formule John Nathan, « *Pendant les années 1970 et 1980, tant que l'économie japonaise prospérait, l'identité n'était pas un problème. Après 1990, quand cette économie florissante s'effondra, l'assurance, la fierté et l'idée-même d'un but existentiel s'effritèrent au fur et à mesure que la récession s'installait. Reste un sentiment de vide profondément inquiétant, qui produit un besoin urgent d'identification. Le nouveau nationalisme japonais est une manifestation de et une réponse à ce besoin* »[21]. La frange conservatrice que nous avons identifié se met donc en quête d'une « identité positive », mélange de révisionnisme, de recyclage du *kokutai* et de littérature culturaliste *nihonjinron*, qui répondrait à cette crise. Le devoir principal qu'elle se donne est bien de protéger (en japonais *tamotsu* 保つ) ou de défendre (*mamoru* 守る) des valeurs morales postulées comme « traditionnellement japonaises ».

19.「侵略戦争じやないかというのは考え方の問題」
20. Mullins, 2016.
21. Nathan, 2004, p. 119.

Dans le même temps, la classe politique fait l'objet d'un fort *turnover*. La génération du système de 1955 vieillit et laisse peu à peu place, dans la décennie 1990, à des jeunes élus qui cherchent tout autant à s'intégrer au système politique existant qu'à le changer. Une partie conséquente des figures de proue de cette nouvelle génération — par exemple Abe Shinzō 安倍晋三 — est en fait issue de véritables dynasties politiques ; héritière des leaders politiques du début de l'après-guerre, cette génération qui n'a pas elle-même connu la guerre est prompte à défendre l'Empire qui fit la prospérité familiale. La réforme électorale et celle du financement de la vie politique affaiblirent les factions du PLD, ce qui amena la nouvelle génération du Parti à donner plus d'importance à l'idéologie dans la construction de leur légitimité politique[22].

Enfin, la mort du Parti socialiste après 1996 fait que les modérés du PLD, indispensables dans la coalition, perdent de leur avantage stratégique. Le nouvel ennemi du PLD, dans un système politique dont la structure reste fondamentalement bipartite, est le Parti Démocrate du Japon (*Minshutō* 民主党) : formé par d'anciens membres du PLD, du Parti socialiste et d'autres partis d'opposition, son idéologie est plus proche du centre voire du centre-droit que l'ancien Parti socialiste, et certains en son sein proposent par exemple la constitution d'une véritable politique de défense nationale autonome. Ce remplacement du Parti socialiste par le PDJ illustre un « mouvement dextrogyre »[23] tel qu'en témoignent, ailleurs, l'émergence du Tea Party américain ou l'entreprise de « dédiabolisation » du Front National en France.

Ainsi, dans les années 1990, la politique identitaire menée par la droite conservatrice lui permet ainsi de gagner en visibilité et en popularité auprès de la population japonaise et au sein de la nouvelle classe politique, en même temps que la droite modérée en perd. C'est dans ce contexte de reconfiguration des idéologies et des processus de légitimation politiques que survient la création de Nippon Kaigi.

22. Babb, 2013.
23. Mouvement vers la droite. Bernard, 2016

Deuxième partie

Nippon Kaigi : une introduction

CHAPITRE 4

La naissance de Nippon Kaigi

4.1 Une ébauche généalogique

Créée le 30 mai 1997, Nippon Kaigi est le fruit de la fusion de deux organisations qui se retrouvaient — elles-mêmes ou leur propres parentes — à la fin des années 1970 dans la défense du système de dénomination des ères impériales. Cette parenté est en fait assez représentative de l'idéologie de Nippon Kaigi, de sa démographie, et de ses liens avec le macrocosme des droites conservatrices japonaises, et c'est pourquoi nous allons nous y intéresser plus précisément dans cette section.

4.1.1 *La Société pour la défense du Japon*

La première parente de Nippon Kaigi est la *Nihon wo mamoru kai* 日本を守る会 (« Rassemblement pour la défense du Japon »). Fondée en 1974, celle-ci regroupe plusieurs mouvements religieux d'obédience *shintō*, bouddhiste, ou issus des nouvelles religions (*shinkō shūkyō* 新興宗教), initialement rassemblés pour appuyer l'officialisation du système de datation en fonction des ères impériales. On y retrouve notamment le *Jinja Honchō* 神社本庁 (« Association des Sanctuaires Shintō »), ainsi que *Seichō no Ie*, un nouveau mouvement religieux que nous avons évoqué au sujet du rétablissement de la Journée commémorative de la Fondation du Japon, et dont le fondateur, TANIGUCHI Masaharu 谷口雅春, militait pour la restauration de la Constitution impériale. Ce mouvement fournit à la

Mamoru Kai la force de mobilisation que le *Jinja Honchō* ne peut apporter à lui seul.

Seichō no Ie a une longue histoire au sein des droites conservatrices, et s'engage en politique dès le début des années 1960. Après avoir créé sa ligue politique (*Seichō no Ie seiji renmei* 生長の家政治連盟) en 1964, Seichō no Ie fédère entre 1966 et 1968 plusieurs mouvements étudiants, le plus important d'entre eux étant le Comité étudiant de l'Université de Nagasaki (*Nagasaki-daigaku gakusei kyōgikai* 長崎大学学生協議会). Ces mouvements s'allient rapidement avec la Ligue étudiante du Japon (*Nihon gakusei dōmei* 日本学生同盟, influencée par Mishima Yukio 三島由紀夫 et articulée autour de l'Université Waseda) en réaction à la montée des idéaux de gauche dans le milieu universitaire.

En 1968, après avoir coopéré pour affaiblir les manifestations étudiantes opposées à l'entrée du porte-avion nucléaire USS Enterprise dans le port de Sasebo, la Ligue étudiante du Japon et l'Union nationale étudiante de Seichō no Ie se retrouvent au sein du Conseil national des organisations étudiantes (*Zenkoku gakusei dantai kyōgikai* 全国学生団体協議会). Poursuivant leur opposition à « l'ordre de Yalta-Potsdam » et se rapprochant de la Seirankai, elles donnent naissance au Conseil des jeunesses du Japon[1] en 1970. Celle-ci s'occupe par la suite de l'organisation générale de la *Mamoru Kai*

Le mouvement *Seichō no Ie* a lui-même cessé son activité politique en 1983, et s'est depuis davantage porté sur les questions environnementales. Récemment, il s'affiche même ouvertement contre la politique d'Abe Shinzō et l'idéologie de Nippon Kaigi (cf. *infra*, p. 101). Toutefois, aujourd'hui encore, une partie des administrateurs de Nippon Kaigi sont d'anciens fidèles de Seichō no Ie ou d'anciens membres de ses mouvements étudiants. Le parcours de Kabashima Yūzō 椛島有三 en est l'exemple le plus parlant. Après avoir participé à la fondation du Comité étudiant de l'Université de Nagasaki puis du *Nisseikyō*, Kabashima prend une place de premier plan dans l'organisation du mouvement populaire pour la mise en application du système *gengō*. Il devient par la suite le secrétaire général de la *Mamoru Kai* et du *Nisseikyō*, mais aussi du Rassemblement national pour la défense du Japon (voir ci-après), puis de Nippon Kaigi lorsque celle-ci lui succède.

1. *Nihon seinen kyōgikai* 日本青年協議会, ci-après *Nisseikyō* 日生協.

4.1.2 *Le Rassemblement national pour la défense du Japon*

La seconde branche généalogique de Nippon Kaigi nous mène à la *Nihon wo mamoru kokumin kaigi* 日本を守る国民会議 (« Rassemblement national pour la défense du Japon »). Cette association est fondée en octobre 1981 par des membres du mouvement pour l'officialisation du système *gengō*, notamment des anciens combattants et des intellectuels de la droite conservatrice.

Les membres de la *Kokumin Kaigi* se retrouvent autour de la volonté de rétablir un système politique placé sous l'autorité effective de l'empereur. La révision de la Constitution est donc un de leurs principaux objectifs, mais c'est surtout le retour du *kokutai* dans les consciences qui est espéré. Voilà pour exemple ce que déclarait l'un des cadres du mouvement, Mayuzumi Toshirō 黛敏郎 :

> 「日本を守るためには物質的に軍事力で守る防衛の問題と、更に心で、精神で守らなければならない教育に関係した二つ大きな問題がございます。この二つを統合する大きな問題として憲法がありますが、国を守る根源は、つまるところ国家民族というものをいかに認識するか、換言するなれば天皇という御存在を如何に認識するかということが大切だと思います。私共が憲法改正を唱えるにあたって、まず国家意識、ひいては天皇につながる国体というものをまずはっきりと確立するところから手をつけなえればならないと考える次第です。つまり、憲法、防衛、教育の問題は、まず正しい国家意識と言うならば正しい愛国心の確立と言う根源的な心の問題から入らなければならないと思います。」
>
> *La défense du Japon rencontre deux problèmes majeurs : le premier a trait à la protection par une force militaire, et le second à l'inscription d'un état d'esprit patriote dans l'éducation. Comme elle rassemble ces deux questions, la Constitution est notre obstacle principal, mais le problème racinaire quant à la protection de notre pays, c'est la façon dont on perçoit la communauté nationale, autrement dit celle dont on perçoit le rôle de l'empereur. Lorsque nous appelons à modifier la constitution, nous devons d'abord réfléchir à cette conscience nationale, et penser à établir clairement un corps national* [kokutai] *centré sur l'empereur. En résumé, je pense que les questions de constitution, de sécurité et d'éducation doivent être abordées d'abord comme une question d'état d'esprit* [kokoro]*, en établissant une conscience patriote à proprement parler.*[2]

2. *Nippon no Ibuki* n°2 (15 juillet 1984), cité dans Tawara, 2016, p. 23.

Cet objectif de « réforme fondamentale des consciences » est poursuivi par la *Kokumin Kaigi* au moyen d'une réflexion sur le contenu des manuels d'histoire, dont la modification doit servir de « *fondement idéologique à la révision de la Constitution*[3] ». Une première conférence sur la « question des manuels » (*kyōkasho mondai* 教科書問題) est organisée dès 1982, peu après que le gouvernement ait adopté la clause des pays voisins. En décembre 1983, lorsqu'est créé le Rassemblement national pour la normalisation des manuels (*kyōkasho seijōka kokumin kaigi* 教科書正常化国民会議), la *Kokumin Kaigi* prend les rênes de son comité de rédaction.

Le manuel qu'elle produit paraît en 1986. Intitulé *Shinpen Nihon-shi* 新編日本史 (Nouvelle édition de l'histoire du Japon), il fait l'éloge du *kokutai*, accorde une large place à l'empereur et tait sa « déclaration d'humanité ». Ce manuel est homologué au mois de mai de la même année avec le soutien du Premier ministre Nakasone Yasuhiro 中曽根康弘[4], provoquant un tollé en Chine et en Corée du Sud. Après la publication de ce manuel — dont la réussite réside avant tout dans sa reconnaissance officielle[5] — la *Kokumin Kaigi* se rapproche davantage de l'aile droite du PLD et prend la tête de mouvements divers visant à restaurer une vision positive du système impérial.

Kokumin Kaigi s'impose donc peu à peu comme plate-forme centrale de la droite conservatrice. C'est là sa première caractéristique commune avec Nippon Kaigi, mais pas la seule. En voilà d'autres exemples parlants :

- Les deux organisations partagent également le même secrétaire général, Kabashima Yūzō , lui-même issu des mouvements étudiants de *Seichō no Ie* comme nous l'avons vu plus haut ;
- Le *Nisseikyō* continue d'assumer le rôle de noyau dur de l'organisation des mouvement de Nippon Kaigi comme il l'a fait pour la *Kokumin Kaigi* auparavant ;
- Le journal mensuel *Nippon no Ibuki* 日本の息吹 fut l'organe de la *Kokumin Kaigi* avant d'être celui de Nippon Kaigi ;
- Enfin, cette dernière a repris les rênes de plusieurs mouvements jusque là organisés par la *Kokumin Kaigi*, par exemple le Groupe d'études sur une nouvelle Constitution (*Shin kenpō kenkyū kai* 新憲法研究会).

3.「教科書編纂事業等に取り組む中で、憲法改正の思想的潮流を形成して行きたい」(Soejima Hiroyuki , secrétaire général de la *Kokumin Kaigi* et conseiller auprès du sanctuaire Meiji). *Nippon no Ibuki* n°2 (15 juillet 1984), cité dans Tawara, 2016, p. 24.

4. Le comité du Ministère de l'Éducation chargé de l'homologation des manuels avait initialement rejeté le manuel de la *Kokumin Kaigi*, dans l'esprit de la clause des pays voisins. Nakasone usa de sa fonction pour demander un réexamen exceptionnel.

5. Seule une trentaine de classes l'utiliseront en tout.

Le lien qui unit Nippon Kaigi aux deux organisations que nous venons de voir est donc à la fois un lien de parenté et une forme de continuité.

4.2 Le moment fondateur

C'est donc le 30 mai 1997 que la *Mamoru Kai* et la *Kokumin Kaigi* fusionnent pour former Nippon Kaigi, dans l'objectif de rassembler les droites conservatrices en un large mouvement populaire. La veille-même, le 29 mai, était créée l'Amicale des parlementaires rattachés à Nippon Kaigi (*Nippon Kaigi kokkaigiin kondankai* 日本会議国会議員懇談会), qui se présente comme un groupe parlementaire visant à dépasser les lignes de partis pour soutenir devant la Diète les objectifs politiques de Nippon Kaigi.

Si Nippon Kaigi reproduit la composition de ses parentes en rassemblant divers mouvements religieux et organisations de la droite radicale, elle s'en distingue toutefois par la place qu'elle accorde aux intellectuels, aux hommes d'affaires et aux hommes politiques parmi ses administrateurs et représentants. Ainsi, le premier président de l'organisation est Tsukamoto Kōichi 塚本幸一, à l'époque à la tête de la firme Wacoal ; lui succèdent Inaba Kōsaku 稲葉興作, alors président de la Chambre de commerce et d'industrie, puis Miyoshi Tōru 三好達, ancien chef de la Cour suprême, et depuis 2015 Takubo Tadae 田久保忠衛, ancien journaliste et professeur émérite de l'Université Kyōrin. Pour Tawara Yoshifumi 俵義文, cela permet à Nippon Kaigi de « *cacher sa nature de droite*[6] » dans un processus qui serait qualifié en France de *dédiabolisation*. De la même manière, Aoki Osamu 青木理 explique que cet effet de contraste entre Nippon Kaigi et ses parentes est un facteur d'explication quant à la relative indifférence des médias japonais à son sujet[7].

Pourtant, le discours tenu par l'organisation laisse transparaître une idéologie identique à celle de ses prédécesseurs. Le slogan affiché par Nippon Kaigi dès sa naissance est « *Hokori aru kuni-zukuri e* »「誇りある国づくりへ」, c'est-à-dire « *Vers la construction d'un pays fier* ». La filiation idéologique de Nippon Kaigi transparaît à travers son manifeste fondateur, que voici :

我が国は、古より多様な価値の共存を認め、自然との共生のうちに、伝統を

6. Tawara, 2017.
7. Aoki, 2016, p. 15.

尊重しながら海外文明を摂取し同化させて鋭意国づくりに努めてきた。明治維新に始まるアジアで最初の近代国家の建設は、この国風の輝かしい精華であった。

Le Japon, en voyant depuis longtemps coexister des valeurs diverses et à force d'harmonie avec la nature, a su se constituer en un pays empreint de l'assimilation de civilisations étrangères tout en respectant ses propres traditions. La construction du premier État moderne en Asie, qui a commencé à la Restauration de Meiji, a été l'essence splendide de notre pays et de ses coutumes.

また、有史以来未曾有の敗戦に際会するも、天皇を国民統合の中心と仰ぐ国柄はいささかも揺らぐことなく、焦土と虚脱感の中から立ち上がった国民の営々たる努力によって、経済大国といわれるまでに発展した。

De plus, même après avoir été confronté à une défaite sans précédent dans l'histoire, notre caractère national qui révère l'empereur et le place au centre de l'unité du peuple n'a en rien été ébranlé, et grâce aux efforts sans relâche de notre peuple qui s'est relevé au milieu des cendres et du sentiment d'abattement, notre pays s'est développé jusqu'à devenir une grande puissance économique.

しかしながら、その驚くべき経済的繁栄の陰で、かつて先人が培い伝えてきた伝統文化は軽んじられ、光輝ある歴史は忘れ去られまた汚辱され、国を守り社会公共に尽くす気概は失われ、ひたすら己の保身と愉楽だけを求める風潮が社会に蔓延し、今や国家の溶解へと向いつつある。

Cependant, en revers de cette incroyable prospérité économique, les traditions culturelles transmises par nos prédécesseurs sont méprisées, notre superbe histoire est complètement oubliée et insultée, tout esprit de dévouement à la défense de notre patrie a été perdu, et une tendance à ne rechercher que sa propre sécurité et son propre plaisir [individuels] *s'est infiltrée dans notre société ; en ce moment-même, notre nation court à sa perte.*

加うるに、冷戦構造の崩壊によってマルクシズムの誤謬は余すところなく暴露されたが、その一方で、世界は各国が露骨に国益を追求し合う新たなる混沌の時代に突入している。にもかかわらず、今日の日本には、この激動の国際社会を生き抜くための確固とした理念や国家目標もない。このまま無為にして過ごせば、亡国の危機が間近に忍び寄ってくるのは避けがたい。

De plus, la fin de la Guerre froide a exposé au grand jour les failles du marxisme, en même temps que nous sommes entrés dans une nouvelle ère, chaotique, où chaque pays poursuit son propre intérêt national. Et pourtant, dans le Japon d'aujourd'hui, il n'y a aucun idéal ou objectif national qui soit fermement orienté vers notre survie dans cette société globale agitée. Si nous restons ainsi inactifs, nous nous rapprocherons inévitablement de la ruine qui nous guette.

我々は、かかる時代に生きる日本人としての厳しい自覚に立って、国の発展と世界の共栄に貢献しうる活力ある国づくり、人づくりを推進するために本会を設立する。ここに二十有余年の活動の成果を継承し、有志同胞の情熱と力を結集して広汎な国民運動に邁進することを宣言する。

> *C'est en considérant avec rigueur les Japonais qui vivent dans une telle époque que nous créons la présente organisation, afin d'œuvrer à la constitution d'un pays et d'hommes capables de contribuer au développement national et à la coprospérité dans le monde. En héritant des fruits d'un mouvement de plus de vingt ans, et en concentrant les forces et l'enthousiasme de compatriotes sympathisants, nous proclamons notre résolution à avancer vers* [la constitution d']*un large mouvement national.*[8]

Il est bien ici question de reconstruire une communauté nationale basée sur la fierté d'un pays dont les fondements (en termes de souveraineté, de culture, de morale) sont à rechercher dans le passé, contre un présent qui signe le déclin de la société japonaise. Au fond, les deux seuls éléments que l'idéologie de Nippon Kaigi semble valoriser dans l'après-guerre japonais sont, d'une part, la capacité du peuple à redresser l'économie du pays jusqu'à le hisser parmi les puissances mondiales et, d'autre part, une continuité postulée du *kokutai*. Le reste est à reconstruire — selon un programme qui concentre les diverses tendances que nous avons pu voir au cours de la première partie de notre exposé.

8. Extrait du site officiel de Nippon Kaigi : http://www.nipponkaigi.org/about.

CHAPITRE 5

Idéologie et objectifs

5.1 Un certain sens de l'histoire

L'idée de *fierté* (*hokori* 誇り), chère aux droites conservatrices et dont la propagande de Nippon Kaigi montre qu'elle se trouve au centre de sa rhétorique, souligne un problème fondamental lié à la perception et l'enseignement de l'histoire nationale japonaise. Les textes fondateurs de l'organisation déplorent que « *l'expansion de la perception que le Procès de Tōkyō avait de l'histoire* [ait] *amené* [le Japon] *à ramper devant les nations étrangères en se pliant à une diplomatie des excuses*[1] » ; c'est cette vision de l'histoire qui serait responsable d'une honte des Japonais vis-à-vis de leur pays, et donc de l'atmosphère de décadence morale actuelle — les Japonais ne trouvant aucun sens à faire passer devant leurs propres désirs la réalisation des intérêts d'un pays dont ils ne sont pas fiers.

Nippon Kaigi s'attache donc à défaire « *l'influence néfaste* » de cette version de l'histoire nationale. Dans cette perspective, elle dénonce le Procès de Tōkyō comme un procès des vaincus par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ; il serait donc fondamentalement inique, partial et illégitime, et les jugements qui y ont été rendus seraient en conséquence nuls et non avenus. Les crimes au titre desquels les prévenus furent condamnés sont vus comme le produit de la propagande chinoise et coréenne. Ce révisionnisme est justifié par l'idée de restauration de la fierté nationale que les réformes imposées par l'occupant américain auraient annihilé, amenant un sentiment masochiste (*jigyaku* 自虐) et

1. 東京裁判史観の蔓延は、諸外国への卑屈な謝罪外交を招き、次代を担う青少年の国への誇りと自信を喪失させている。Source : site officiel de Nippon Kaigi http://www.nipponkaigi.org/about.

anti-japonais (*han-Nichi* 反日).

Une partie conséquente des revendications de Nippon Kaigi portent donc sur l'arrêt de ce « repentir masochiste », ce qui prend notamment la forme de propositions de révision des manuels d'histoire ou de demandes du retrait de la Déclaration Kōno de 1993. Tirant toutes les conséquences de ce renversement de perception historique, l'organisation milite également pour la ferme réaffirmation de la souveraineté japonaise sur les territoires que lui disputent ses voisins[2] et pour le retour à un ordre sociopolitique interprété comme « traditionnellement japonais » qui culmine dans une Constitution révisée.

5.2 Le cœur idéologique de Nippon Kaigi : rattacher l'individu aux figures traditionnelles de la nation et de la famille

5.2.1 *Critique de l'individualisme*

Dans leur déclaration d'intention, publiée le jour de la fondation de Nippon Kaigi, la *Mamoru Kai* et la *Kokumin Kaigi* appuient « [qu'] *un phénomène de décadence se manifeste dans tous les domaines du pays* »[3]. Au sein des droites conservatrices, cette dénonciation d'une décadence et d'une crise morale est intimement liée à la mise en cause de l'individualisme.

Celui-ci est perçu comme la résultante d'un mode de vie imposé par l'occupant américain, puis par la mondialisation. Dans un imaginaire qui s'appuie souvent sur les théories culturalistes du courant *nihonjinron* 日本人論, est cultivée une vision de la « japonéité », de caractères essentiels, uniques à (et homogènes parmi) la population japonaise. Or l'individualisme (tout comme une trop grande attention portée aux droits de l'Homme) n'a pas sa place dans ce modèle culturaliste. Il y est même tant étranger qu'il est postulé comme étant par nature *anti-japonais*, car il éloignerait la nation japonaise de sa vertu naturelle — son dévouement à la communauté et sa révérence envers l'empereur.

2. Il s'agit en l'espèce des « Territoires du Nord » (*Hoppō Ryōdo* 北方領土) ou Kouriles du Sud, des îles Senkaku /Diàoyútái, et de Takeshima/Dokdo.

3. 「国のあらゆる分野で衰退現象が現れているのです」Source : Site officiel de Nippon Kaigi http://www.nipponkaigi.org/about

L'idéologie de Nippon Kaigi comprend donc un intérêt profond pour la construction de Japonais nouveaux, ou plutôt leur reconstitution en tant que « vrais Japonais », prenant pour modèle une vision fantasmée de la communauté nationale d'avant-guerre. L'objectif est que les citoyens se considèrent désormais comme des membres d'une telle communauté au service de l'intérêt national et de l'État, cristallisé en la personne de l'empereur.

5.2.2 *Célébration de la « japonéité » centrée sur la figure tutélaire de l'empereur*

Nippon Kaigi cherche donc à « reconnecter » ses concitoyens au passé impérial et à l'histoire du pays dans un temps long, d'où son appui sur la mythologie shintō et sur les grands textes de propagande utilisés à l'époque moderne pour construire un imaginaire national, en premier lieu le *Kokutai no Hongi* 國體の本義 et le *Shinmin no Michi* 臣民の道[4]. La façon dont l'organisation évoque le *kokutai* (par exemple dans son manifeste, cf. *supra* p. 53) nous renvoie par exemple à ce passage du *Shinmin no Michi* :

> 「皇國臣民は、國体の本義に徹することが第一の要件である。人は孤立した個人でもなければ、普遍的な世界人でもなく（中略）、國民である。」
>
> *La première obligation des sujets de l'Empire est de suivre les principes du* kokutai. [Car] *une personne n'est ni un individu isolé, ni le membre d'une communauté internationale ou universelle* [...], *mais un citoyen*[5].

Il faut bien comprendre que dans cet imaginaire, le dévouement des citoyens envers le pays n'est pas un simple devoir civique, mais un caractère constitutif de la « japonéité »[6] :

> 「人たることは日本人たることであり、日本人たることは皇國の道に則とり臣民の道を行ずることである。」
>
> [Au Japon,] *être une personne c'est être un Japonais, et être un Japonais c'est suivre la voie des sujets et celle de l'Empire*[7].

4. *Les principes du corps national* et *La voie des sujets*, deux livrets publiés respectivement en 1937 et 1941 par le Ministère de l'Éducation dans le but de fournir un code moral aux sujets de l'Empire.

5. Monbushō, 2014, p. 192.

6. On peut émettre ici l'hypothèse selon laquelle faire appel à une telle dimension culturaliste permet à Nippon Kaigi de ne pas entièrement reposer sur l'idéologie étatiste (*kokka-shugi* 国家主義) qui a vu son discours considérablement décrédibilisé après la défaite de 1945. Par ailleurs, certaines expressions dont la connotation a également souffert dans l'après-guerre sont souvent remplacées par des synonymes : *kokutai*, notamment, devient généralement *kunigara* 国柄.

7. Monbushō, 2014, p. 193.

Quelle est, donc, cette « voie des sujets », postulée comme synonyme de la tradition japonaise, que Nippon Kaigi souhaite retrouver ? C'est un mode collectif d'être au monde qui s'articule avant tout vis-à-vis de la figure de l'empereur et de la lignée qu'il représente. Pour Shimazono Susumu 島薗進, Nippon Kaigi ravive l'idée de *bansei ikkei* 万世一系 (une seule lignée impériale sur dix mille générations)[8] ; par ailleurs, l'influence de *Jinja Honchō* et de la Ligue politique shintō se fait sentir à travers la perpétuation des mythes impériaux et de l'image de « *pays des dieux* » (*kami no kuni* 神の国). À l'occasion d'une excursion universitaire au grand sanctuaire Meiji de Tōkyō, notre guide, un prêtre shintō, nous fit savoir que « *le shintō signifie la voie des dieux, mais c'est aussi la voie de la japonéité. Tous les Japonais se reconnaissent dans ses valeurs d'harmonie et de respect de l'âme des empereurs* ».

En conséquence, Nippon Kaigi s'affiche en défenseur de ces valeurs traditionnelles japonaises, et particulièrement des héritages du shintō d'État. L'organisation s'attache par exemple à faire comprendre l'importance de la Journée commémorative de la Fondation du Japon ; ou encore à faire valoir le caractère non seulement areligieux, mais qui plus est constitutif de la « japonéité », des hommages aux sanctuaires shintō et particulièrement aux sanctuaires d'Ise, Meiji et Yasukuni. L'empereur est la clef de voûte de ce système idéologique, si bien que la critique de tout ou partie de ce système idéologique est vue comme un crime de lèse-majesté. Ainsi Takubo Tadae 田久保忠衛, président de Nippon Kaigi, condamnait-il le fait que certains de ses concitoyens ne respectent pas la figure de l'empereur, postulant que tous les Japonais devaient le respect à celui-ci du fait que sa lignée avait gardé les rênes du pays depuis près de 2000 ans.

Dans cette perspective, la communauté nationale est une grande famille qui se dévoue par piété filiale envers le patriarche qu'est l'empereur ; par analogie, une conception spécifique de la famille se trouve elle aussi au cœur de cette idéologie.

5.2.3 *Conception traditionaliste de la famille et antiféminisme*

Comme l'explique Sugano Tamotsu 菅野完, le modèle familial de Nippon Kaigi se construit contre les droits des femmes et des enfants. Encore une fois, un texte d'avant-guerre semble être un point de référence : le *Ie no Michi* 家の道 (litt. « La voie du Foyer »), publié en 1942 par le Ministère de l'Éducation.

8. Narusawa, 2016, p. 121–122.

En premier lieu, Nippon Kaigi déplore le fait que la famille traditionnelle ait été abandonnée au cours de l'après-guerre pour la famille nucléaire, symbole de l'individualisme et du manque de respect des enfants pour leurs parents. De même, la hausse du nombre de divorces, d'enfants nés hors mariage, et de couples homosexuels incarne pour Nippon Kaigi l'éclatement de la famille traditionnelle et une crise morale[9]. Prônant la piété filiale et donc la nécessité de prendre soin de ses parents jusqu'au bout, le mouvement se fait donc défenseur du modèle traditionnel où trois générations vivent sous le même toit — et où les rôles genrés au sein de la famille sont bien définis. Nippon Kaigi s'appuie souvent sur la série télévisée *Sazae-san*, où l'héroïne vit dans une telle famille, prenant la popularité de cette série[10] pour témoin de l'attachement des Japonais à ce modèle traditionnel.

En septembre 2016, Itō Tetsuo 伊藤哲夫[11] s'inquiétait ainsi que « *la valorisation du respect du seul individu et de l'égalité entre hommes et femmes empêche de passer le relais de la vie qui nous fut transmise par nos ancêtres, menant à l'extinction de l'ethnie japonaise*[12] ». Les études de genre et les courants féministes se voient donc désignés comme responsables de la baisse de la natalité et de la difficile situation démographique dans laquelle le Japon se trouve aujourd'hui. En conséquence, c'est toute leur pensée qui fait l'objet d'un refus en bloc de la part de Nippon Kaigi, de la légalisation de l'avortement à la liberté pour les femmes mariées de garder leur nom de jeune fille (*fūfu bessei* 夫婦別姓).

Ce qui est d'autant plus étonnant, c'est que Nippon Kaigi présente des femmes parmi ses figures de proue, par exemple Yamatani Eriko 山谷えり子 (députée et ex-ministre) ou Inada Tomomi 稲田朋美 (ministre de la Défense jusqu'en 2017). Toutes s'attachent à une ardente défense de ce modèle familial traditionnel, insistant sur leur besoin fondamental d'être mères et de servir leur mari avant tout. Hasegawa Michiko 長谷川三千子 déclarait par exemple qu'il était « *rationnel que les femmes s'occupent d'élever les enfants à la maison et que les hommes travaillent pour entretenir leur femme et leurs enfants*[13] ». Ces membres féminines de Nippon Kaigi sont notamment opposées à la possibilité pour les femmes de choisir de ne pas prendre le nom de leur époux après le mariage. Sakurai Yoshiko 櫻井よしこ, journaliste très en vue des milieux conservateurs, considère par exemple que cela constituerait l'achèvement de l'entreprise de destruction de la famille qui était en cours

9. Yamazaki, in Narusawa, 2016, p. 173.
10. *Sazae-san* est à ce jour la série d'animation ayant la plus grande longévité.
11. Ancien membre des mouvements étudiants de Seichō no Ie et actuel président du *Nihon seisaku kenkyū sentā* 日本政策研究センター (« Centre de recherche politique du Japon »), think tank nationaliste associé à Nippon Kaigi et proche d'Abe Shinzō .
12.「個人の尊重や男女の平等だけでは祖先からの命のリレーは途切れ、日本民族は絶滅していく。」
13.「女性が家で子を産み育て男性が妻と子を養うのが合理的」

depuis le début de l'après-guerre[14]. Plus généralement, Nippon Kaigi estime que cette situation causerait des différences entre le nom des enfants et celui d'un de leurs parents, ce qui briserait alors la lignée familiale et provoquerait des problèmes d'identité chez l'enfant. Au sein de la famille idéale, les femmes restent donc au foyer pour élever les enfants et prendre soin des grands-parents ; tout comme le respect envers l'empereur, père de la nation, le respect de l'autorité patriarcale fait partie intégrante, pour Nippon Kaigi, de la japonéité.

5.2.4 *Aparté : qu'est-ce que la tradition japonaise ?*

Avant de voir quels objectifs traduisent concrètement cette idéologie, arrêtons-nous un instant sur la *tradition* dont Nippon Kaigi se fait la protectrice, pour nous demander où, ou plus précisément *quand*, se situe le champ de cette tradition. Car tout comme elle imagine l'histoire d'un Empire vertueux dont les soldats furent des héros protégeant le pays, Nippon Kaigi fantasme des pans entiers des traditions qu'elle défend, à commencer par le postulat d'un rôle politique suprême de l'empereur, qui fut en fait tout à fait écarté du pouvoir du XIIème siècle jusqu'à la Restauration de Meiji (1868). De la même manière, son opposition à la succession matrilinéaire, à la suite de *Jinja Honchō*, n'a de précédent législatif que dans la Constitution de Meiji (1889), et avant cette date huit princesses impériales accédèrent au trône, l'une d'entre elles abdiquant même en faveur de sa fille[15]. Le modèle familial que défend Nippon Kaigi, lui aussi, date de l'époque moderne ; avant cela, jusqu'à l'ère Edo, les divorces, les remariages, mais aussi l'homosexualité étaient courants[16].

D'autre part, dans son entreprise de *reconstruction* d'un ordre proche de celui d'avant-guerre, Nippon Kaigi ne provoque-t-elle pas la *destruction* du système socio-politique dans laquelle la société japonaise évolue depuis 70 ans ? En appuyant son argumentaire sur des traditions finalement plus récentes qu'il n'y paraît, Nippon Kaigi rend les fondements son idéologie instable. On pourrait tout à fait lui opposer qu'en presque trois générations, l'ordre d'après-guerre a lui-même produit ses traditions japonaises — par exemple son pacifisme constitutionnel, dont 80 % des interrogés se disaient « *fiers* » dans un sondage

14.「選択的夫婦別姓制度導入法案の源をたどれば、その考えは戦後の占領政策の下で行われた徹底的な家制度の破壊にいきつく」

15. Il s'agit de l'impératrice Genmei 元明, ayant régné de l'an 707 à l'an 715.

16. Deal, 2007, p. 346.

mené par la NHK en 2017[17].

Ainsi, sans même mentionner son appui sur la mythologie shintō, nous pouvons voir ici que les traditions mises en avant par Nippon Kaigi sont le résultat d'une mémoire sélective. La question n'est pas ici de désigner ces éléments comme de fausses coutumes, que nous opposerions à de « vraies » traditions. Il s'agit plutôt de défaire la validité de cette structure argumentative elle-même, de sa vocation normative : fonder la légitimité d'un système dans sa conformité avec des *traditions* ne va pas de soi et n'est pas un choix moins arbitraire qu'un autre. Dans *L'invention de la tradition*, Eric Hobsbawm explique que « *les* traditions inventées *désignent un ensemble de pratiques de nature rituelle et symbolique qui* […] *cherchent à inculquer certaines valeurs et normes de comportement par la répétition* […]. *En fait, là où c'est possible, elles tentent normalement d'établir une continuité avec un passé historique approprié*[18] ». Cet éclairage nous paraît tout à fait adapté à l'analyse de l'idéologie de Nippon Kaigi, née dans le contexte de crise identitaire que nous avons vus dans notre chapitre 3.

5.3 Objectifs affichés par l'organisation

5.3.1 *Raisons d'être de la révision constitutionnelle*

Comme nous le devinons à travers le portrait que nous venons de brosser, Nippon Kaigi voit son imaginaire basé sur le déni d'une rupture socio-politique en 1945. Elle postule ainsi une continuité du *kokutai* et du statocentrisme qui en découle, un continuité de l'idée de shintō areligieux et du rôle public des sanctuaires (notamment du Yasukuni), une continuité mémorielle qui l'amène au révisionnisme historique. Dans cette perspective, la Constitution de 1947, et notamment son neuvième article portant sur la renonciation à la guerre, est perçue comme dénuée de toute justification historique ou morale permettant d'imposer de telles contraintes spécifiques. Elle est à la fois l'incarnation principale de la chute de l'Empire et la cause institutionnelle de la décadence dont souffrirait la société japonaise.

Au final la Constitution incarne ici la rupture niée, qui plus est une rupture imposée

17. Masaki et Aramaki, 2017.
18. E. Hobsbawm, 1995.

au peuple japonais contre sa volonté, contre sa souveraineté — comble s'il en est pour une Constitution démocratique. C'est en cela que Nippon Kaigi trouve la nécessité de la réformer.

5.3.2 *« Normaliser » l'article 9 … et les autres*

Lorsqu'il est question de la possibilité d'une révision constitutionnelle au Japon, la focale est très majoritairement placée sur l'article 9 de la loi suprême[19]. Les discours que tiennent Nippon Kaigi ne font pas exception. Appuyant l'idée selon laquelle « *le Japon est* de facto *un protectorat des États-Unis*[20] », l'organisation fait valoir la nécessité centrale d'une *normalisation* (*seijōka* 正常化) du système politique de l'après-guerre.

Cette normalisation prend diverses dimensions ; ici, en matière de défense, elle signifie la libération des contraintes imposées par l'occupant américain afin que le Japon devienne un pays capable de se défendre seul et d'aider ses alliés. Takubo Tadae exprime par exemple ses regrets, et même une certaine amertume, face au fait que le Japon, n'ayant pu participer que de manière financière et matérielle à la guerre du Golfe[21], ne fut que très peu remercié de cette participation limitée — on voit la question de la *fierté* poindre à nouveau. En conséquence, Nippon Kaigi propose que, tout en gardant l'alinéa premier de l'article 9 (portant le principe du pacifisme), le second soit révisé et définisse le statut des Forces de Défense en tant qu'armée nationale[22]. Depuis quelques années, cette revendication est appuyée par une perspective de *realpolitik* face au programme nucléaire et balistique nord-coréen ; Nippon Kaigi met en avant la rhétorique d'un « *pacifisme proac-*

19. Alinéa premier : « *Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ainsi qu'à la menace ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux* ». Alinéa 2 : « *Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu.* »

20. Propos tenus par Takubo Tadae lors d'une conférence de presse au Foreign Correspondents' Club of Japan, le 13 juillet 2016.

21. Takubo semble ici supposer que ce fut exclusivement le fruit des restrictions imposées par la Constitution contre la volonté des Japonais, alors que comme nous l'avons vu, le Japon développait déjà ses Forces de Défense. En vérité, les puissances étrangères, et les États-Unis les premiers, avaient vivement incité le Japon à prendre part au conflit sur le terrain, mais le gouvernement japonais s'y était opposé.

22. Nippon Kaigi en elle-même n'a encore jamais publié de projet de révision constitutionnelle ; toutefois, nous nous basons dans cette section sur le programme consacré par le mouvement *Utsukushii Nihon no kenpō wo tsukuru kokumin no kai* 美しい日本の憲法をつくる国民の会 (« Rassemblement populaire pour la rédaction de la Constitution d'un beau Japon »), qui émane directement de Nippon Kaigi puisque celle-ci la créé en 2014 afin de rassembler un soutien populaire à la modification de la Constitution.

tif » (*sekkyoku-teki heiwa-shugi* 積極的平和主義 qui n'est pas sans rappeler la maxime latine « *si vis pacem, para bellum* ».

Si la possible réforme de l'article 9 est la plus médiatisée, elle est pourtant loin d'être le seul objet de la réforme espérée par Nippon Kaigi. Il nous paraît pertinent ici d'émettre l'hypothèse suivante : si la réforme de l'article 9 provoque une forte opposition, c'est aussi celle qui suscite le plus vivement l'attention et l'adhésion de l'électorat conservateur. Qui plus est, la préexistence des Forces de Défenses et l'extension de leur rôle au cours de l'après-guerre permettent à Nippon Kaigi de souligner que cette révision ne consisterait finalement qu'à faire correspondre le droit au fait. Dans cette perspective, la réforme de l'article 9 peut être envisagée comme présentant un double intérêt : celui de donner l'aval à une pleine politique de défense tout d'abord, mais aussi celui de provoquer une révision constitutionnelle plus large sur des enjeux moins médiatisés.

Parmi ces enjeux souvent ignorés des médias (notamment, mais pas seulement, en-dehors du Japon) se trouvent des questions diverses, touchant à la séparation de l'État et du religieux, au rôle de l'empereur au sein de l'État, à la famille, ou encore aux libertés individuelles. Le projet constitutionnel de la *Utsukushii Nihon no kenpō wo tsukuru kokumin no kai* présente le tout en soulignant l'importance historique (et la vocation normative) des traditions culturelles japonaises.

Ainsi, cette organisation, ambassadrice de Nippon Kaigi dans le champ constitutionnel, souligne d'abord la nécessité de rajouter au préambule de la loi suprême une mention aux « *deux mille ans d'histoire du Japon depuis sa fondation* », ainsi qu'à « *ses superbes traditions et* [à] *sa culture* »[23].

Mentionnant le rôle de l'empereur, actuellement limité au symbolique, elle note aussi qu'il « *est nécessaire d'inscrire explicitement dans la Constitution* qui *est le chef de l'État*[24] ». La réponse de Nippon Kaigi à cette question ne fait aucun doute, à en juger par les propos, tenus par son président dans le journal mensuel de l'organisation, insistant sur la figure de « *l'empereur en tant que chef de l'État* » (*genshu to shite no tennō* 元首としての天皇)[25]. À long terme, ce raisonnement vise à graver dans le marbre un rôle politique majeur pour l'empereur.

23.「建国以来 2 千年の歴史をもつ、わが国の美しい伝統・文化を明記すること（中略）大切です」. Source : site officiel de la *Utsukushii Nihon no kenpō wo tsukuru kokumin no kai* https://kenpou1000.org/faq/

24.「国家元首は一体誰なのか、憲法に明記する必要があります。」Source : *Ibid.*

25. Takubo Tadae dans *Nippon no Ibuki*, numéro de juillet 2015.

Au sein de Nippon Kaigi, les mouvements shintō (notamment *Jinja Honchō* et la Ligue politique shintō) demandent une révision des articles 20 et 89, garants de la liberté de religion et de la séparation entre l'État et toute religion, afin d'en modifier la tournure pour que ces principes ne s'appliquent pas aux « *manifestations de la culture traditionnelle japonaise* » — c'est-à-dire pas au shintō. L'un des objectifs derrière ce projet de révision est de réhabiliter le sanctuaire Yasukuni comme centre public de commémoration des morts pour la patrie.

L'article 24, qui porte que « *le mariage est fondé uniquement sur le consentement mutuel des deux époux, et* [que] *son maintien est assuré par coopération mutuelle, sur la base de l'égalité de droits du mari et de la femme* », est lui aussi dans le viseur de la révision constitutionnelle. La *Utsukushii Nihon no kenpō wo tsukuru kokumin no kai* expose notamment son souhait d'y écrire le rôle de la famille comme « *unité de base de la communauté nationale* » et d'y inscrire des dispositions quant à l'éducation des enfants[26].

Enfin, le projet ouvertement affiché par cette organisation comprend aussi la création d'un chapitre consacré à la définition de l'état d'urgence, dont les dispositions réduiraient les libertés individuelles. Au-delà de ce seul état d'urgence, et bien que cela ne soit pas inscrit dans les quelques lignes du projet de la *Utsukushii Nihon no kenpō wo tsukuru kokumin no kai*, c'est le contenu de l'article 13[27] qui est lui aussi visé par l'idéologie anti-individualiste de Nippon Kaigi.

5.3.3 *La mise en place d'une éducation patriotique*

Dans une conférence organisée au *Foreign Correspondents' Club of Japan*, Sugano Tamotsu 菅野完 affirme qu'au-delà du seul horizon de la révision constitutionnelle, la pensée de Nippon Kaigi témoigne d'une pénurie que cache difficilement la critique « bête et méchante » de la gauche[28]. C'est cependant oublier l'importance que l'organisation accorde depuis sa naissance à la réforme de l'éducation. La question constitutionnelle semble certes avoir pris le pas après le retour au pouvoir d'Abe — sans doute parce que Nippon Kaigi y voit poindre l'occasion tant attendue, et aussi parce qu'une première ré-

26. *Ibid.*

27. « *Tous les citoyens devront être respectés comme individus. Leur droit à la vie, à la liberté, à la poursuite du bonheur, dans la mesure où il ne fait pas obstacle au bien-être public, demeure le souci suprême du législateur et des autres responsables du gouvernement* ».

28. Sugano, p.d.

forme de la Loi Fondamentale sur l'Éducation a déjà implémenté certains de ses objectifs en 2006. Toutefois, cette dimension éducative n'a pas disparu pour autant.

Là encore, la rhétorique employée trouve en son centre la notion de *normalisation*. Cette fois-ci, la responsabilité de l'*anormalité* de la situation est imputée à un climat politique d'extrême-gauche qui aurait dominé l'après-guerre, et plus particulièrement au principal syndicat enseignant du pays, le *Nikkyōso* 日教組[29]. Celui-ci est accusé d'avoir répandu la vision masochiste responsable du sentiment anti-japonais, ainsi que de pervertir les élèves en leur inculquant des valeurs individualistes plutôt qu'un respect de l'autorité et de l'intérêt national.

La normalisation doit donc passer par le retour du patriotisme au cœur de l'esprit du système éducatif. Ce patriotisme nécessite pour Nippon Kaigi que l'enseignement de l'histoire cesse de faire l'objet du *masochisme* d'après-guerre, et donc que les manuels scolaires soient modifiés en conséquence. C'est la *Kyōkasho Kaizen no Kai* 教科書改善の会[30] qui s'en charge. Cette fraction de la *Tsukuru-kai*[31] a publié en 2011 une *Nouvelle histoire du Japon* (*Atarashii Nihon no rekishi* 新しい日本の歴史) qui fait donc état de la vision historique présentée par Nippon Kaigi. Au-delà de la seule négation du massacre de Nankin ou de l'esclavage sexuel, l'invasion de la Mandchourie est elle aussi tue[32]. De manière générale, le récit de la « *Guerre de la Grande Asie Orientale* » y est bien celui d'une guerre de défense visant à libérer l'Asie du joug occidental. L'Empire du Japon y est présenté comme une victime d'attaques, justifiant ainsi une guerre de légitime défense. L'autre manuel publié par la *Kaizen no Kai*, destiné aux cours d'éducation civique, fait largement mention de la mythologie shintō comme reflet de la spiritualité de la nation japonaise ; pour Sven Saaler, cela montre que l'intention des auteurs est « *de faire de l'histoire une question de croyance plutôt qu'un ensemble de connaissances basé sur l'enquête académique et l'esprit critique*[33] ».

La réforme du système éducatif ne s'arrête pas à celle des manuels. Nippon Kaigi milite pour le rétablissement d'un enseignement moral visant à rappeler aux jeunes généra-

29. De son nom complet *Nihon kyōshokuin kumiai* 日本教職員組合 (Union des Enseignants du Japon).

30. De son nom complet *Kaisei kyōiku kihon-hō ni motozuku kyōkasho kaizen o susumeru yūshikisha no kai* 改正教育基本法に基づく教科書改善を進める有識者の会 (« Groupe d'experts poursuivant l'amélioration des manuels scolaires en s'appuyant sur la réforme de la Loi fondamentale sur l'Éducation »).

31. La *Kyōkasho Kaizen no Kai* est issue d'un schisme au sein de la *Tsukuru-kai*, survenu autour de 2007. Elle s'est alors constituée en organe de Nippon Kaigi sur la question des manuels.

32. Romeu, 2013, pp. 54–55.

33. Saaler, 2016. Cette remarque n'est pas sans rappeler les mots de Takubo Tadae , qui déclarait devant le Foreign Correspondents' Club of Japan qu'il était naturel que chaque pays ait sa propre vision de l'histoire (「いかなる国も、戦争した国は、異なる歴史観を持っているんだということは、これは当たり前ですよ。」).

tions leur devoir de piété filiale et de sacrifice pour la nation, et accordant une importance majeure, par exemple, aux disputes territoriales du Japon avec ses voisins[34]. Un tel enseignement est concrètement incarné dans certaines écoles privées directement liées à Nippon Kaigi, par exemple l'école maternelle Tsukamoto Gakuen 塚本学園 d'Ōsaka, dont les élèves âgés de 3 à 5 ans récitent chaque matin le Rescrit impérial sur l'Éducation de 1890 devant le drapeau Hinomaru et le portrait de l'empereur[35]. Pour certains membres de Nippon Kaigi, comme Sakurai Yoshiko , les parents eux-mêmes doivent faire l'objet d'un programme d'éducation pour élever « correctement » leurs enfants et les défaire de l'idéologie perverse du *Nikkyōso*[36].

Enfin, la volonté de normalisation s'applique à une troisième dimension du système éducatif : l'éducation à la sexualité. Nippon Kaigi dénonce les méfaits de « *l'éducation sexuelle extrême* » (*kageki na seikyōiku* 過激な性教育). Sous ce terme sont rassemblés la « propagande » *gender-free* qui nierait la réelle différence entre les sexes, l'information sur la contraception (présentée comme une incitation des élèves à adopter un certain comportement sexuel[37]) et plus généralement sur le processus menant à la procréation. L'organisation justifie son opinion en expliquant que cette « *éducation sexuelle extrême* » incarne le degré auquel « *l'extrême-gauche* » pervertirait les jeunes générations et détruirait la famille traditionnelle japonaise. Par effet de contraste, Nippon Kaigi veut que le système éducatif rappelle au contraire des différences substantielles entre les sexes en favorisant l'éducation non-mixte, en incluant les rôles genrés au sein de la famille dans le contenu de l'enseignement moral, ou encore en rattachant ces différences à la tradition japonaise[38]. Les heures d'enseignement allouées à l'éducation à la sexualité doivent, dans l'optique de l'organisation, être recentrées sur le rôle de la famille plutôt que sur les relations sexuelles concrètement parlant.

34. Saaler montre que cette question fait l'objet d'un traitement tout à fait démesuré, qui plus est à l'égard d'élèves d'école primaire n'ayant pas encore suffisamment de recul critique pour évaluer pleinement l'importance de disputes territoriales sur des territoires lointains et inhabités. Voir Saaler, 2016

35. À l'école Moritomo Gakuen 森友学園, supervisée par le même groupe et située elle aussi à Ōsaka, ils est aussi arrivé que les élèves déclament des textes encourageant Abe Shinzō à poursuivre sa politique pour redonner sa grandeur au Japon.

36. Le mouvement auquel il est fait référence ici, appelé *oya-gaku* 親学 (« études parentales »), va jusqu'à postuler que l'autisme chez les enfants est une résultante du système d'après-guerre, où l'individualisme aurait rendu les parents paresseux et où la tradition japonaise aurait été anéantie par l'occidentalisation. Voir Penney, 2013

37. Plus précisément, c'est l'information au sujet de la pilule contraceptive qui semble être la cible des critiques, en cela qu'elle inciterait à l'émancipation des jeunes filles.

38. Par exemple, plusieurs membres de Nippon Kaigi ont affirmé que l'idéologie *gender-free* mènerait à la mort de fêtes traditionnelles telles que *Hina-matsuri* ou *Kodomo no hi*, au titre que la première serait réservée aux filles et la seconde aux garçons.

CHAPITRE 6

Fonction de Nippon Kaigi et moyens d'action

6.1 Quel est le rôle de Nippon Kaigi au sein du macrocosme conservateur et patriote ?

Nous avons pu voir que ni l'exercice d'une influence conservatrice et nationaliste sur la politique japonaise, ni la convergence des mouvements conservateurs, ne sont nés avec Nippon Kaigi. Il peut donc ici être utile, afin de comprendre son influence grandissante, de poser la question de la place qu'occupe cette organisation au sein de l'écosystème conservateur japonais depuis la fin des années 1990.

Lorsque nous avons posé cette question à Thierry Guthmann, il a évoqué le fait que l'intérêt de Nippon Kaigi réside dans son caractère de « société secrète ». Toutefois, cette dénomination nous est un peu inconfortable, quand bien même il semble que Nippon Kaigi tienne à rester un groupe discret. Parler de société secrète supposerait, effectivement, que l'organisation délivre une forme d'enseignement restreint qu'elle considère être celui d'une vérité unique et secrète ; or ça ne semble pas être le cas de Nippon Kaigi. De plus, si l'organisation communique peu sur l'identité de ses membres (notamment en ce qui concerne la liste des administrateurs de son groupe parlementaire, liste qui a disparu depuis la forte médiatisation de Nippon Kaigi en 2016), elle ne cache ni ses objectifs ni l'idéologie qui les motive. Enfin, l'adhésion à Nippon Kaigi ne nécessite pas de parrainage ou de processus d'initiation particulier ; elle est ouverte à tous, et il est même

possible d'y adhérer sur son site internet.

Sans aller donc jusqu'à la qualifier de « société secrète » — ce qui nous amènerait sur la pente dangereusement glissante d'hypothèses quelque peu complotistes, auxquelles se risquent déjà nombres de médias japonais et internationaux — il nous semble que Nippon Kaigi serve de plateforme permettant de mettre en relation des adhérents d'origines diverses autour d'une même idéologie. Elle permet ainsi de constituer un véritable réseau d'influence politique, de lever des fonds et de provoquer des mobilisations populaires à travers le pays afin d'appuyer ses intérêts, sans avoir à se montrer en première ligne de l'espace public. C'est bien là ce qui la différencie, d'ailleurs, d'un parti politique.

6.1.1 *La fédération de mouvements religieux divers et la centralité de l'empereur*

Nippon Kaigi semble donc être une plateforme fédératrice de la droite conservatrice et nationaliste japonaise ; cela implique que s'y rencontrent des membres aux opinions relativement variées et aux intérêts apparemment divergents. Ce constat est d'autant plus apparent lorsque l'on s'intéresse à la variété des composantes religieuses de l'organisation. Aux côtés de mouvements shintō, dont l'appartenance à Nippon Kaigi surprend peu du fait de leur attachement au Shintō d'État (Jinja Honchō et sa branche politique Shintō Seiji Renmei ; certains sanctuaires tels que le Meiji-Jingu, les sanctuaires d'Ise, le sanctuaire Yasukuni ; la secte shintō Taiwa Kyôdan), se trouvent de nombreux mouvements appartenant à la catégorie des « nouvelles religions » (shinkō shūkyō 新興宗教). Parmi ces derniers, certains sont d'obédience bouddhiste (par exemple *Gedatsukai* 解脱会), d'autres chrétiens (comme *Kirisuto no Makuya* キリストの幕屋). Au sein de Nippon Kaigi s'unissent donc des mouvements religieux qui devraient logiquement être en compétition, et dont les enseignements ont généralement une teneur pacifiste.

Les représentants de ces mouvements religieux expliquent généralement ce paradoxe qu'est leur adhésion à Nippon Kaigi par leur attachement à la famille impériale et au kokutai. Au cours de multiples entretiens avec ces représentants, Thierry Guthmann a ainsi constaté que ces groupes religieux d'obédiences diverses (et historiquement en conflit, en particulier lorsque l'on considère les mouvements chrétiens japonais) s'unissent dans leur dévotion à l'égard de l'empereur et leur volonté de protéger la Maison impériale. À travers ce soutien inconditionnel aux institutions impériales, c'est dans ces mouvements une volonté de protection du caractère national (kokutai) qui s'exprime, comme en té-

moigne un représentant du mouvement bouddhiste Gedatsukai : « *Nous autres citoyens japonais constituons les branches cadette* [bunke 分家], *alors que la famille impériale constitue la branche aînée* [honke 本家] *de la grande famille japonaise. Ainsi, s'il a pu arriver que les lignées des familles issues des branches cadettes viennent à s'arrêter, les Japonais ont cependant toujours pu s'appuyer sur cette lignée ininterrompue que constitue la famille impériale*[1] ».

Cette dévotion proche de la piété filiale semble constituer la seule condition d'adhésion à Nippon Kaigi, au-delà des divergences religieuses et politiques. En cela, Nippon Kaigi reproduit très bien son modèle idéologique : rappelons que sous l'Empire moderne, contrairement à l'idée répandue selon laquelle le shintō aurait incarné à lui seul la dimension religieuse du nationalisme de Meiji à Shōwa, d'autres courants religieux n'étaient pas en reste[2]. De la même manière, sur son site internet, Nippon Kaigi se donne pour objectif de construire un mouvement placé sous le signe de « *la coexistence des divinités* » (*kamigami no kyōzon* 神々の共存) et de la convergence des religions vers la protection du *kokutai*.

C'est donc par ce biais que des groupes religieux si divers se rattachent à l'idéologie conservatrice et nationaliste de Nippon Kaigi, dont ils deviennent dès lors une ressource centrale pour la mobilisation de moyens financiers et humains. Ainsi, selon Thierry Guthmann, il semblerait « *qu'une partie non négligeable des ressources financières* [de Nippon Kaigi] *provienne de ces mouvements religieux* »[3]. Notons aussi que ce sont ces groupes qui sont le principal vecteur de l'expansion de la base populaire de Nippon Kaigi au-delà du seul archétype de l'activiste d'extrême-droite. Du fait de leur caractère communautaire, les nouveaux mouvements religieux sont particulièrement prompts à inciter leurs membres à participer aux diverses manifestations ou pétitions organisées par Nippon Kaigi. Rappelons encore ici que l'émotion que suscite la cause nationaliste est analogue à celle que suggère l'imaginaire religieux (voir p. 29).

6.1.2 *Nippon Kaigi, une organisation-parapluie*

Plus encore que par sa seule capacité à rassembler des groupes conservateurs et nationalistes existants, c'est son caractère fécond en matière de création d'organisations

1. Guthmann, 2015, p. 76.
2. Sur le bouddhisme zen et son implication dans le militarisme de l'ère Shōwa par exemple, lire Victoria, 2006
3. Guthmann, 2015, p. 74.

secondaires qui distingue Nippon Kaigi dans l'écosystème conservateur japonais. Elle revêt ainsi la nature d'une organisation-parapluie, au sens où elle coordonne la création et les activités de mouvements liés à des thématiques ou objectifs précis au sein de son programme politique. En voici quelques exemples :

- En 2001, Nippon Kaigi supervise la création du *Minna de Yasukuni-jinja ni sanpai suru kokumin no kai* みんなで靖国神社に参拝する国民の会 (« Rassemblement des citoyens qui vont rendre hommage ensemble au sanctuaire Yasukuni »), reprenant au passage les rênes de son pendant parlementaire[4]. Les deux organisations ont pour objectif la modification du statut légal du Yasukuni ou au moins la défense des hommages officiels rendus par le Premier ministre et l'empereur au sanctuaire ;
- La même année naît la *Nihon josei no kai* 日本女性の会 (« Société des Femmes du Japon »), *de facto* l'assemblée féminine désignée de Nippon Kaigi. Elle est principalement un lieu de réflexion au sujet des valeurs familiales ;
- En 2003, Nippon Kaigi crée l'Amicale d'intellectuels sur la réforme de l'éducation (*Nihon kyōiku kaikaku yūshikisha kondankai* 「日本の教育改革」有識者懇談会) ;
- En 2012, c'est le Rassemblement des citoyens pour la défense des traditions de la Maison impériale (*Tenshitsu no dentō wo mamoru kokumin no kai* 皇室の伝統を守る国民の会) qui est créé pour superviser la réflexion et la mobilisation autour de questions telles que le rôle de l'empereur comme chef de l'État, l'opposition à la succession matrilinéaire, ou encore, plus récemment, l'abdication d'Akihito.

À la fin de l'année 2014, alors que la solide majorité d'Abe annonce une opportunité pour la révision constitutionnelle, Nippon Kaigi crée deux organisations consacrées à cette question, l'une sous la forme d'un mouvement populaire[5], l'autre sous celle d'un comité d'experts[6]. Ces deux organisations concourent à l'implémentation du programme *Kenpō 10 000 000* 憲法1000万, dont l'objectif est de rassembler dix millions de signatures en soutien à la modification de la Constitution.

Enfin, Nippon Kaigi est à la tête de deux organisations focalisées sur le révisionnisme historique. Nous avons déjà présenté la première, la *Kyōkasho kaizen no kai* 教科書改善の会 (voir p. 67), et le manuel qu'elle a produit. La seconde est le Groupe d'études sur

4. La *Minna de Yasukuni-jinja ni sanpai suru giin no kai* みんなで靖国神社に参拝する議員の会 (« Société des parlementaires qui vont rendre hommage ensemble au sanctuaire Yasukuni »), créée en 1981

5. Il s'agit du Rassemblement populaire pour la rédaction de la Constitution d'un beau Japon (*Utsukushii Nihon no kenpō wo tsukuru kokumin no kai* 美しい日本の憲法をつくる国民の会), dont nous exposions le projet p.65.

6. L'Amicale des experts sur la Constitution et le Japon au XXIème siècle (*21-seiki no Nihon to kenpō yūshikisha kondankai* 「21 世紀の日本と憲法」有識者懇談会

la connaissance de l'histoire (*Rekishi ninshiki mondai kenkyūkai* ; créée en 2016, celui-ci est formé des principaux intellectuels de la « galaxie » Nippon Kaigi. Parmi eux, le président du Groupes d'études, Takahashi Shirō 高橋史朗, est connu pour sa vive opposition aux lieux de mémoire consacrés aux victimes du système d'esclavage sexuel à l'époque militariste. Il a par ailleurs été nommé par Abe au sein du Conseil sur l'égalité hommes-femmes, bien qu'il adopte l'idéologie de Nippon Kaigi sur la question, s'opposant donc à ladite égalité. Le but général de l'organisation est de présenter des documents appuyant une vision positive de l'histoire et balayant les critiques internationales[7].

Les représentants de ces divers mouvements secondaires se recoupent souvent entre eux, ou se retrouvent dans l'administration de l'organisation-mère elle-même ; par exemple, les figures de proue du *Utsukushii Nihon no kenpō wo tsukuru kokumin no kai* se retrouvent au sein de la *Kyōkasho kaizen no kai* (Sakurai Yoshiko 櫻井よしこ) ou directement à la présidence de Nippon Kaigi (Miyoshi Tōru puis Takubo Tadae). Pour certains, c'est un signe de la faiblesse de ses ressources[8]. Nous voyons plutôt ces récurrences comme le signe de l'existence de représentants emblématiques des droites conservatrices ; des représentants dont la popularité au sein de cet électorat est un élément clé dans le transfert du soutien populaire d'un mouvement à l'autre. Ces personnes signent la continuité entre les différentes organisations supervisées par Nippon Kaigi, et augmentent la visibilité de ces fragments. C'est tout particulièrement vrai pour Sakurai Yoshiko , dont la popularité auprès des jeunes générations de la fachosphère japonaise permet notamment de rajeunir l'audience de Nippon Kaigi.

La création d'organisations-filiales permet à Nippon Kaigi de rester discrète et de fragmenter l'opposition qu'elle rencontre sur les diverses questions auxquelles elle prend part. Cette fragmentation explique aussi le peu d'attention portée sur Nippon Kaigi dans le milieu académique avant le début des années 2010 — après quoi ce sont ses liens avec Abe Shinzō , revenu au poste de Premier ministre, qui l'ont de plus en plus exposée. Jusqu'alors, Nippon Kaigi ne faisait l'objet que de rares mentions, présentée comme périphérique dans les débats sur l'enseignement de l'histoire ou la révision de la Loi Fondamentale sur l'Éducation, puisqu'elle-même ne s'engage sur un terrain précis qu'au travers d'une organisation tierce. Multiplier ainsi ses avatars permet à Nippon Kaigi d'exercer son influence dans divers champs du débat public sans jamais se présenter elle-même en première ligne, s'évitant donc les retombées néfastes que pourrait avoir sur elle un

7. Mizohata, 2016.
8. Mizohata, 2016.

éventuel scandale.

Ainsi, plus encore que le « *plus grand groupe de pression nationaliste*[9] », Nippon Kaigi peut être qualifiée de « *vaisseau amiral* » des droites conservatrices japonaises. Pour mener à bien son rôle au sein de cet écosystème conservateur, elle peut compter sur des moyens divers, issus du processus de fédération qu'elle opère au sein de son réseau.

6.2 De quels moyens d'action dispose Nippon Kaigi ?

Pour mener à bien son activité de groupe d'influence, Nippon Kaigi a construit au fil des années une entreprise de propagande considérable. Pour diffuser ses idées, l'organisation peut notamment s'appuyer sur un véritable empire médiatique. Ses principales tribunes sont constituées par :

- Le groupe Fujisankei フジサンケイ : Plus grand groupe de médias du Japon, il possède notamment le journal *Sankei Shinbun* qui compte parmi les cinq principaux journaux nationaux et dont les tribunes affichent une ligne éditoriale ultra-conservatrice assumée. Le groupe est également le détenteur du magazine *Seiron*, des éditions Fusōsha (qui ont notamment publié les manuels de la *Tsukuru-kai* puis de la *Kyōkasho kaizen no kai*), et de la chaîne de télévision *Fuji TV* ;
- Et la maison d'édition Bungei-Shunjū 文藝春秋, connue pour ses publications révisionnistes voire négationnistes et antisémites. Bungei-Shuju est l'éditeur de la revue *Shokun !* et des publications du Centre d'études pour une vision libérale de l'histoire, ou encore de textes-phares des droites conservatrices tels que *Le Suicide du Japon* (publié dans le magazine de la maison d'édition en 1975) ou l'*Investigation sur l'affaire de Nankin* (*« Nankin jiken » no tankyū* 「南京事件」の探究) publié par Kitamura Minoru 北村稔 en 2001.

Conjointement à ce rayonnement médiatique, Nippon Kaigi met en œuvre deux grandes stratégies en matière de communication. La première consiste à harceler les médias et institutions culturelles qui s'opposent à son idéologie. Les journalistes du *Asahi Shimbun* sont des cibles régulières de ce harcèlement, qui s'illustre tout aussi bien dans les colonnes du *Sankei Shinbun* ou de *Bungei-Shunjū* que dans des campagnes d'appels incessants et de menaces de la part des éléments les plus zélés de la base populaire de Nippon Kaigi. Philip Seaton montre que ces pratiques sont courantes au sein des droites

9. Guthmann, 2017.

radicales japonaises, et que les représentants de Nippon Kaigi au sein d'institutions politiques locales y jouent parfois un rôle décisif[10].

La seconde de ces stratégies est une entreprise publicitaire à grande échelle, qui n'est pas sans rappeler celle qui avait été menée par la *Tsukuru-kai* lors de la publication de son premier manuel en 2001. Comme sa parente, la *Kyōkasho kaizen no kai* a mené une large campagne de promotion de ses manuels d'histoire et d'éducation civique, dans le but de générer l'image d'un fort soutien populaire. Une telle stratégie est également mise en place à destination de l'étranger, et notamment des États-Unis : par exemple, la *Jijitsu wo sekai ni hasshin suru kai* 史実を世界に発信する会 (« Société pour la dissémination des faits historiques »), formée en 2006, est vouée à publier des documents en anglais visant à justifier la perspective révisionniste des droites conservatrices japonaises, et envoie régulièrement de tels textes à des leaders d'opinion américains sans que ceux-ci n'en aient fait la demande.

Cette entreprise de communication massive représente un coût important. C'est pourquoi les hommes d'affaires se trouvent être acteurs capitaux au développement d'une structure telle que Nippon Kaigi. Rassemblés au sein de la Confrérie des Hommes d'Affaires de Nippon Kaigi (*Nippon kaigi keizaijin dōshikai* 日本会議経済人同志会), leurs contributions substantielles permettent de financer l'ensemble de ce dispositif d'influence. Comme nous l'avons dit précédemment, les nouveaux mouvements religieux permettent eux aussi d'alimenter le budget de l'organisation et de son réseau.

6.3 Nippon Kaigi, un « mouvement populaire » ?

Nippon Kaigi est souvent décrite comme une « organisation *grassroots*[11] ». Il est vrai que l'une de ses stratégies d'action par excellence est le recours à des pétitions. Celles-ci visent soit à signaler directement un soutien populaire d'ampleur nationale, soit à faire pression sur les décideurs locaux, afin que ceux-ci votent des résolutions incitant le gouvernement central à mettre en place certaines politiques. Dans les deux cas, ces pétitions

10. En l'occurence, Seaton expose le processus ayant mené à la refonte des expositions du musée *Peace Ōsaka* (Seaton, 2015).

11. Si le japonais dispose d'une traduction littérale (*kusa no ne* 草の根), le français n'en a pas pour le moment. Le terme *grassroots* renvoie à l'idée d'un mouvement fondé par sa base populaire, d'un mouvement issu des masses et qui prend place à l'échelon local.

servent à témoigner d'un fait accompli (un large mouvement de soutien à la politique de Nippon Kaigi) face auquel le gouvernement ne peut que répondre favorablement. Nippon Kaigi se montre particulièrement efficace dans cette stratégie, qui lui a par exemple permis de rassembler quatre millions de signatures pour la réforme de la Loi Fondamentale sur l'Éducation[12].

Ayant hérité de ses parentes un réseau étendu et un talent en matière de mobilisation et de logistique, Nippon Kaigi peut compter, pour cette stratégie de mobilisation populaire, sur des alliés de poids : tout d'abord les nouveaux mouvements religieux, comme nous l'évoquions plus haut, mais aussi *Jinja Honchō*. En 2016, cette association profita des trois premiers jours de l'année, où près de 100 millions de personnes affluent dans les sanctuaires pour le premier hommage de l'année (*hatsumōde* 初詣), pour faire circuler la pétition de la *Utsukushii Nihon no kenpō wo tsukuru kokumin no kai*. Ce mouvement était notamment visible au sanctuaire Meiji, en plein cœur de Tōkyō, où quelques 3 millions de visiteurs passèrent devant les affiches et les brochures prônant la révision de la Constitution. Il est donc vrai que Nippon Kaigi cherche à rassembler une base populaire la plus large possible, mais ça n'est pas ce qui fait sa principale force.

	Membres du groupe parlementaire de Nippon Kaigi	Nombre total d'élus	Part du groupe Nippon Kaigi
Chambre des Représentants	208	475	43,79 %
Chambre des Conseillers	72	242	29,75 %
Total	280	717	**39,05 %**

Tab. 6.1: Représentation de l'*Amicale des parlementaires rattachés à Nippon Kaigi* au sein de la Diète en mai 2016. Source : Narusawa, 2016.

L'atout majeur de Nippon Kaigi, et ce qui la distingue d'ailleurs de ces prédécesseurs, est son intégration au sein du système politique contemporain. Elle présente, en effet, des liens solides avec une part importante du personnel politique. Pour commencer, Nippon Kaigi dispose de son propre groupe de discussion parlementaire (créé, nous l'avons dit, le 29 mai 1997). En 2016, celui-ci comptait 280 membres sur les 717 parlementaires élus à la Diète (voir tableau 6.1). Si la majorité de ces parlementaires appartenaient au PLD, figuraient aussi parmi eux une quinzaine de membres issus du parti rival, le Par-

12. Mizohata, 2016.

ti Démocrate du Japon (PDJ) ; une dizaine enfin était issue de plus petits partis, comme le Rassemblement pour la Restauration du Japon (*Nippon Ishin no Kai* 日本維新の会). L'Amicale comprend parmi ses administrateurs des hommes politiques de premier plan :

- Son actuel président, Furuya Keiji 古屋圭司, a discrètement succédé en 2017 à Hiranuma Takeo 平沼赳夫, ancien ministre de l'Économie de 2001 à 2003 ;
- Asō Tarō 麻生太郎, ancien Premier ministre (2008–2009) et actuel vice-Premier ministre et ministre des Finances, en est le conseiller spécial ;
- Parmi les vice-présidents de l'Amicale se trouvent Abe Shinzō , Suga Yoshihide 菅義偉, ancien ministre des Affaires intérieures et secrétaire général du Cabinet depuis 2012, et Koike Yuriko 小池百合子, ancienne ministre de l'Environnement puis de la Défense et actuelle gouverneure de Tōkyō.

Comme cette dernière remarque nous le suggère, les membres du réseau de Nippon Kaigi se retrouvent aussi au sein du gouvernement. Sur les 20 membres actuels du quatrième cabinet Abe (formé le 1er novembre 2017), 19 sont membres de Nippon Kaigi ou d'une organisation qui lui est affiliée directement. La seule exception est Ishii Keiichi 石井啓一, ministre du Territoire, des Infrastructures et du Tourisme, qui est issu non pas du PLD mais du parti Komeitō, allié au PLD au sein de la majorité parlementaire. Parmi les 19 autres membres du cabinet, tous appartiennent à la Ligue politique shintō, 15 sont directement membres de l'Amicale des parlementaires de Nippon Kaigi, et 11 sont affiliés au *Minna de Yasukuni-jinja ni sanpai suru giin no kai*[13] .

Tout ceci nous indique que Nippon Kaigi n'est pas tout à fait un *mouvement populaire*, ou du moins pas seulement cela. Bien qu'elle s'appuie effectivement sur une base populaire large, qui dépasse ses seuls 38 000 membres, nous voyons ici qu'elle s'est attachée à intégrer les plus hauts organes décisionnels du pays. En étendant son influence au sein de la Diète et du gouvernement, Nippon Kaigi conjugue à la fois les caractéristiques d'un mouvement *grassroots* et d'un lobby. Surtout, malgré la fréquence à laquelle elle rappelle son caractère populaire, Nippon Kaigi reste administrée par une élite conservatrice.

Ainsi, Nippon Kaigi semble incarner l'aboutissement (ou au moins l'état d'avancement actuel) du processus de fédération des droites conservatrices japonaises. L'organisation a achevé d'établir un consensus conservateur autour d'un programme politique

13. Nous exposons de manière plus détaillée ces affiliations des membres du Cabinet dans notre annexe p. 113.

unifié[14]. Elle a également permis une véritable mise en commun de moyens politiques, médiatiques et humains, ce qui la place aujourd'hui, pour nombre d'auteurs[15], en position de lobby le plus puissant de la droite conservatrice et nationaliste au Japon.

Ce caractère fédérateur lui a permis d'acquérir suffisamment d'influence pour que nombre de ses revendications aient fait surface dans le débat public, voire pour que certains de ses objectifs concrets soient atteints. Ce sont ces effets que nous nous proposons d'analyser maintenant.

14. Exception faite des groupes radicaux, qui ne se prêtent pas au jeu politique, tels qu'*Uyoku Dantai* 右翼団体

15. Sugano, 2016, Aoki, 2016, Narusawa, 2016, Guthmann et Rots, 2017

Troisième partie

Une évaluation de l'impact de Nippon Kaigi

CHAPITRE 7

Les mandats d'Abe Shinzō et la réalisation d'objectifs chers à Nippon Kaigi

Abe Shinzō 安倍晋三 est l'un des conseillers de l'*Amicale des parlementaires de Nippon Kaigi*, et en a par le passé été le secrétaire général. Premier ministre de 2006 à 2007 et depuis 2012, sa politique comprend réformes de l'éducation, préparation d'un référendum populaire sur la modification de la constitution, création d'un Ministère de la Défense ou encore organisation d'un « droit de légitime défense collective ». Nous allons à présent étudier cette convergence entre la ligne d'action d'Abe et les objectifs affichés par Nippon Kaigi, en tentant d'abord d'éclaircir ce qui lie l'actuel Premier ministre à cette idéologie.

7.1 Abe, un « Premier ministre Nippon Kaigi » ?

Avec Mori Yoshirō 森喜朗, Abe Shinzō est l'un des Premiers ministres les plus populaires auprès des droites conservatrices dans les vingt dernières années. Comme le montre Andrew Levidis, avant même son entrée en politique, Abe était déjà fortement influencé par ces courants, d'abord parce qu'il s'agit pour lui d'un héritage familial. Son père, Abe Shintarō 安倍慎太郎, appartenait avant lui à la faction Fukuda[1], faction d'opposition au courant libéral dominant du PLD. La faction Fukuda est notamment proche

1. De son véritable nom la *Seiwa seisaku kenkyūkai* 清和政策研究会 (Groupe Seiwa d'études sur la politique).

de la *Eirei ni kotaeru kai* 英霊にこたえる会 (« Société pour la satisfaction des âmes des héros de guerre ») et de la *Nihon izoku kai* 日本遺族会 (« Association nationale des familles de défunts de guerre »), toutes deux de ferventes militantes pour l'officialisation des cérémonies du sanctuaire Yasukuni. Mais surtout, Abe Shinzō est le petit-fils de Kishi Nobusuke , tenu en haute estime par les droites conservatrices et même objet des fantasmes de la nouvelle droite qui émerge dans les années 1990. À la mort de son père en 1991, il est donc perçu comme issu d'une dynastie d'hommes politiques ayant assumé une idéologie conservatrice « pure » contre le courant principal qui faisait perdre sa raison d'être au PLD. En conséquence, Abe se trouve être dès son entrée en politique un héritier idéal pour porter le projet de la nouvelle droite conservatrice, et notamment de ce qu'il reste de la *Seirankai* qui voulait faire du PLD un « vrai parti conservateur »[2].

Rapidement, cette image se confirme. En 2002, la popularité d'Abe s'accroît considérablement auprès des conservateurs lorsqu'il montre une grande fermeté dans les négociations qui mènent à la libération de ressortissants japonais enlevés par la Corée du Nord dans les années 1970. Immergé dans l'imaginaire du *Rassemblement des parlementaires pour une réflexion sur l'avenir du Japon et l'enseignement de l'histoire*, auquel il appartient depuis sa création, Abe a également fait plus d'une déclaration satisfaisante pour les révisionnistes. Il se montre par exemple très critique envers le Procès de Tōkyō, déclarant que la Guerre de la Grande Asie orientale fut une guerre de libération de l'Asie et non une guerre d'agression[3]. Il insiste sur la dimension fictive du système d'esclavage sexuel au sein de l'armée impériale[4], déclarant le 1er mars 2007 qu'il « *n'existe aucune preuve d'un tel système de contrainte au sein de l'ancienne armée du Japon*[5] », refusant de s'excuser pour ces propos lorsque la Diète l'en presse. Abe met même sur pied une commission d'enquête ayant pour objectif d'éclaircir les circonstances de la rédaction de la Déclaration Kōno de 1993 afin de la discréditer. Il prend également la défense des relations entre les représentants de l'État et le sanctuaire Yasukuni[6].

Certains observateurs, comme James Babb, notent ici la différence entre Abe et son prédécesseur, Koizumi Jun'ichirō 小泉純一郎 : alors que Koizumi affichait un nationa-

2. Babb, 2012.
3. Levidis, 2012.
4.「従軍慰安婦は作られた話」
5.「旧日本軍の強制性を裏付ける証言は存在していない。」
6. Bien qu'il n'y ait rendu qu'un seul hommage officiel en personne au cours de ses mandats, en 2013, Abe a néanmoins fait parvenir des offrandes au sanctuaire à plusieurs reprises, en incluant son titre de Premier ministre dans sa signature. Il a par ailleurs, au cours de sa campagne de 2012, déclaré qu'il regrettait de n'avoir pas visité le Yasukuni au cours de son premier mandat.

lisme « de circonstance » pour satisfaire son électorat et lui faire accepter une politique de privatisations, ce sont à l'inverse les *Abenomics* qui permettent à l'actuel Premier ministre de mettre en place une ligne politique hautement conservatrice[7].

Notons que depuis 2006, l'un des slogans qu'affiche Abe lors de ses campagnes — *Utsukushii kuni e* 美しい国へ (« Vers un superbe pays[8] ») — est extrêmement proche de l'expression utilisée par Nippon Kaigi dans ses communications et les noms de ses mouvements subalternes — *Utsukushii Nihon* 美しい日本 (« Un superbe Japon »). Bien plus qu'un simple rapprochement rhétorique, ce sont les programmes politiques d'Abe et de Nippon Kaigi qui convergent. La ligne politique autour de laquelle Abe a réussi par deux fois à rassembler l'électorat conservateur mélange, en effet, modification de la Constitution, révision de la perspective historique issue du Procès de Tōkyō, et réforme de textes fondamentaux établis dans les premières années de l'après-guerre pour structurer le nouvel État du Japon (notamment la Loi fondamentale sur l'Éducation). Cette convergence est telle que depuis 2016, les gouvernements d'Abe sont parfois qualifiés de « *gouvernements Nippon Kaigi* » par ses opposants[9].

Ce sentiment est appuyé par la position de Nippon Kaigi elle-même sur la question. Très discrète jusqu'alors, l'organisation s'est un peu plus dévoilée avec le retour au pouvoir d'Abe en 2012. Lors de son assemblée générale le 7 avril 2013, son président Miyoshi Tōru disait fièrement que « *la seconde naissance d'un gouvernement Abe est une grande réussite de notre mouvement* »[10]. En 2016, Tadae Takubo se faisait l'ardent défenseur d'Abe (dans sa personne et sa politique) contre les accusations de nationalisme que les médias étrangers portaient à son égard. Ces exemples nous amènent à penser que le degré d'implication avec lequel Nippon Kaigi défend Abe semble dépasser celui du gouvernement ou du PLD eux-mêmes ; le Premier ministre actuel est, dans cette perspective, ce que Nippon Kaigi a de plus proche d'un candidat officiel.

7. Babb, 2013.

8. C'est également le titre d'un ouvrage publié par Abe en 2006 pour y exposer la politique qu'il souhaite conduire. Mark R. Mullins fait remarquer que ce livre est devenu la meilleure vente de la maison d'édition Bungei Shunjū depuis 1998, se vendant à un demi-million d'exemplaires dans l'année qui suit sa sortie (Mullins, 2016).

9. Sataka, 2018.

10. 再び安倍政権を誕生させたのは『私どもの運動の大きな成果』だ。』Source : *Nippon no Ibuki* 日本の息吹, numéro du mois de mai 2013.

7.2 Premier mandat (2006–2007) : un an, trois grandes mesures

7.2.1 *Politique éducative : vers une éducation patriotique*

À l'arrivée au pouvoir d'Abe, en septembre 2006, cela fait déjà plusieurs années que l'éducation fait l'objet de transformations qui la rapprochent de l'idéal des droites conservatrices. Après l'officialisation du *Kimi ga yo* 君が代 et du *Hinomaru* 日の丸 en tant qu'hymne et drapeau officiels du pays[11] en 1999, des directives du ministère de l'Éducation imposent leur utilisation au sein des écoles lors des cérémonies officielles. Dès lors, la question fut un terrain de bataille entre les droites conservatrices et une minorité d'opposants, notamment des groupes chrétiens qui s'inquiétaient de voir la liberté de conscience des enseignants bafouée.

Ce débat public se mua rapidement en une remise en question plus large quant à ce qui devait constituer l'objectif central de l'éducation. La Loi fondamentale sur l'Éducation de 1947 (*Kyōiku kihon hō* 教育基本法) pose qu'il s'agit de l'épanouissement des élèves ; pour les conservateurs, ce texte porte en lui les valeurs individualistes et l'absence de respect pour la tradition qui caractérisent la décadence de l'après-guerre. Pour eux, l'éducation doit devenir le lieu de l'ordre, où leurs devoirs civiques sont inculqués aux tout jeunes citoyens. Secrétaire général du PLD entre 2003 et 2004, Abe fait réviser la ligne politique générale du parti : le nouveau programme politique du PLD prend une tournure plus conservatrice, faisant apparaître, aux côtés de l'affirmation d'un projet de révision constitutionnelle, la nécessité de réformer la Loi fondamentale sur l'Éducation.

Alors qu'il vient tout juste d'accéder au poste de Premier ministre, Abe accélère donc le processus de réforme de cette Loi fondamentale. Celle-ci est définitivement actée le 22 décembre 2006. Elle modifie le cœur du texte original, ajoutant notamment une emphase sur le respect pour la tradition et la culture japonaise ; surtout, elle désigne le patriotisme (*aikoku* 愛国) comme étant l'un des objectifs de l'éducation. Le texte remet également en question le principe d'égalité d'accès à l'éducation, et supprime les prescriptions relatives à la mixité au sein de l'école publique.

11. Ce choix n'est pas anodin, puisque ces deux symboles sont historiquement liés au nationalisme officiel de l'époque moderne et au militarisme de l'ère Shōwa. Étant déjà acceptés comme symboles *de facto*, l'officialisation de leur statut a bien pour objectif de rendre leur utilisation obligatoire.

7.2.2 *Structuration d'un programme de défense*

En 2007, le gouvernement d'Abe réforme également l'ex-Agence de la Défense pour la constituer en Ministère plein et entier. Les partisans de cette évolution la justifient au titre d'une insécurité grandissante en Asie orientale, comme l'indique encore aujourd'hui le livre blanc publié par le Ministère :

> « *En janvier 2007, soit il y a dix ans, l'Agence de la Défense a changé de statut en devenant l'actuel Ministère de la Défense.* [...] *Ce nouveau ministère a adopté l'organisation adéquate pour remplir sa mission de planification des politiques de défense essentielles, comme la réponse aux crises et les efforts proactifs pour la paix et la stabilité de la communauté internationale, en correspondance avec l'environnement de sécurité domestique et étranger.*[12] »

7.2.3 *Premiers pas vers la révision constitutionnelle*

Enfin, au cours de ce premier mandat, Abe pose les jalons de la révision constitutionnelle qu'il entend mener et qui fait désormais partie intégrante de la plate-forme du Parti Libéral-Démocrate. Le 14 mai 2007, la Diète vote une loi organisant la procédure de révision et fixe à 2010 la date à partir de laquelle une telle révision sera possible.

En l'espèce, cette loi stipule que tout amendement à la Constitution devra faire l'objet de l'approbation des deux tiers de chaque chambre parlementaire, puis d'une majorité de votes lors d'un référendum national. Elle ne précise cependant pas de taux de participation minimum conditionnant la validité du référendum. De nombreux opposants à la révision constitutionnelle le lui reprochent d'ailleurs, inquiets au vu de la faible mobilisation électorale en dehors des rangs conservateurs.

Autre sujet de critiques, la loi de 2007 interdit expressément aux travailleurs de la fonction publique de participer à tout débat sur la modification de la Constitution. Plusieurs observateurs estiment que cette disposition vise notamment les enseignants, dans le collimateur des droites conservatrices qui voient en eux les colporteurs de la morale décadente de la gauche d'après-guerre.

12. Bōeishō, 2017.

7.3 Second mandat (2012 —) : affirmation d'une ligne politique conservatrice

Nippon Kaigi elle-même se félicite des actions du premier gouvernement Abe. Lors de la conférence organisée pour le dixième anniversaire de Nippon Kaigi, Hirasawa Katsuei 平沢勝栄 salue ainsi la politique de « *création d'un beau Japon* » et de « *sortie du régime d'après-guerre* », qui a obtenu en un an « *de nombreux résultats, tels que l'enclenchement du processus de référendum sur la révision de la Constitution, ou la réforme de la Loi fondamentale sur l'Éducation*[13] ».

Abe voit toutefois sa cote de popularité et celle de son gouvernement s'effondrer au troisième trimestre de 2007, et est donc contraint de démissionner de ses fonctions, ce qui semble dans un premier temps porter un coup d'arrêt au programme politique de Nippon Kaigi. Cependant, l'héritier de Kishi Nobusuke s'attire de nouveau les grâces de l'électorat cinq ans plus tard, alors qu'un nouvelle période de crise, constituée par le ralentissement économique et le désastre de Fukushima, frappe la société japonaise. Mettant fin à six années d'instabilité gouvernementale, Abe est aujourd'hui l'un des Premiers ministres dont le mandat est le plus long de l'histoire du Japon[14] ; cette position confortable lui permet d'accélérer la réalisation des objectifs des droites conservatrices.

7.3.1 *Éducation morale*

En premier lieu, et dans la continuité de son premier mandat, Abe renforce les fondations d'un système éducatif patriotique conforme au souhait des conservateurs.

En 2014, le Ministère de l'Éducation décide de faire officiellement de l'éducation morale (*dōtoku kyōiku* 道徳教育) une discipline à part entière ; si des cours d'éducation morale sont déjà donnés depuis 1958 de manière informelle, ce changement de statut implique de recourir à un système d'évaluation des performances des élèves — et à l'utilisation de manuels homologués. Sur ce point, il est très probable que le Ministère de

13. 『安倍内閣は、「美しい日本」の国づくりや「戦後レジームからの脱却」の国家基本戦略をかかげ、すでに、憲法改正国民投票法成立、教育基本法改正など多くの成果をあげています。』Source : http://www.nipponkaigi.org/voice/10years

14. Au jour où nous écrivons cette étude, il n'est devancé dans l'histoire de l'après-guerre que par Yoshida Shigeru (de 270 jours environ) et Satō Eisaku (450 jours).

l'Éducation valide des ouvrages au contenu très conservateur : il distribue déjà, sous l'influence de plusieurs parlementaires de l'Amicale de Nippon Kaigi, un manuel d'enseignement moral dans les écoles primaires du pays. Ce manuel, intitulé *Kokoro no Nōto* 心のノート (*Le carnet de l'âme*) puis *Watashi-tachi no dōtoku* 私たちの道徳 (Notre morale), désigne l'attitude que les élèves doivent adopter entre eux, à l'égard de leur famille, et de leur pays. Il explique également que l'individualisme est une tare à la source des maux de la société. La décision concernant la mise en place d'un plein enseignement moral doit être appliquée à partir de 2018, mais le Ministère de l'Éducation a d'ores et déjà, depuis 2015, rendu l'utilisation du *Watashi-tachi no dōtoku* obligatoire[15].

Au-delà du seul contenu des manuels qui seront homologués pour ce nouvel enseignement, le principe-même de cette homologation implique que la morale des citoyens doit être le produit de l'État, et non d'un développement personnel ou d'une réflexion individuelle de l'élève. Dans une perspective similaire, le Rescrit Impérial sur l'Éducation de 1890 a vu sa récitation dans les écoles primaires approuvée par le Cabinet Abe le 31 mars 2017, notamment par la Ministre de la Défense Inada Tomomi . Le Rescrit est l'une des pierres angulaires du nationalisme de l'époque impériale ; Nippon Kaigi et Jinja Honchō saluèrent la décision du gouvernement.

7.3.2 *Sécurité et liberté(s)*

Une politique de défense en pleine réinterprétation

Dès son retour au pouvoir, Abe s'engage davantage sur les questions de sécurité, faisant valoir comme Nippon Kaigi la nécessité de *normaliser* le pays en le dotant d'un véritable système de défense, et prenant appui sur les essais balistiques nord-coréens pour signifier l'urgence de cette question.

La politique d'Abe en matière de défense prend alors trois dimensions principales. La première est d'ordre financier : le budget alloué à la défense est en constante augmentation depuis 2012, augmentant de 5 % entre 2014 et 2018[16]. Il représente actuellement environ 4 900 milliards de *yen* (37,7 milliards d'euros), ce qui représente environ 1 % du

15. Tawara, 2017.
16. Source : Ministère des Affaires Etrangères (www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/japon/)

PIB et place le Japon au huitième rang mondial[17].

Vient ensuite une dimension de l'ordre de l'interprétation constitutionnelle. En 2014, à l'occasion du soixantième anniversaire des Forces de Défense, le Cabinet adopta officiellement une vision nouvelle de l'article 9. Cet amendement à l'interprétation de la Constitution par le gouvernement permet aux Forces de Défense d'exercer un droit à l'*auto-défense collective*. Cette décision provoqua un véritable tollé, non seulement du fait de son atteinte à l'article 9 de la Constitution, mais aussi de son non-respect de la hiérarchie des normes ; en adoptant unilatéralement une telle interprétation, le gouvernement d'Abe se donne la possibilité de modifier le rôle des Forces de Défense sans avoir à invoquer un référendum sur la révision constitutionnelle.

En découle donc la dernière dimension de la politique de défense d'Abe, la dimension institutionnelle. En 2013 est créé un Conseil de sécurité nationale (*Kokka anzen hoshō kaigi* 国家安全保障会議) qui rattache la politique de sécurité au gouvernement central. Est formulée par la suite une stratégie de sécurité nationale basée sur le *pacifisme proactif* et les « *efforts autonomes* » du Japon[18], stratégie qui préfigure le vote, en 2015, de la Législation sur la paix et la sécurité (*Heiwa anzen hōsei* 平和安全法制). Celle-ci élargit le champ d'action des Forces de Défense, leur permettant de venir en aide aux alliés du Japon engagés dans un conflit à l'étranger. D'autres dispositions, plus discrètes, entretiennent par ailleurs la perception d'une menace grandissante en changeant : par exemple, les situations jusque là qualifiées de « périphériques » à deviennent des « situations exerçant une influence importante »[19].

La politique menée par le gouvernement depuis 2012 est donc bien une réussite pour Nippon Kaigi, dont l'un des grands objectifs est la restauration d'une capacité militaire « *normale* ».

7.3.3 *L'accélération du projet constitutionnel*

La révision de la Constitution ne doit pas être considérée sous le seul angle de l'amendement textuel par référendum (ce qui nous permettrait d'envisager tout au plus une possibilité de révision future). Elle prend également la forme d'un processus rampant,

17. Source : Stockholm International Peace Research Institute's Military Expenditure Database.
18. Bōeishō, 2017.
19. Bōeishō, 2017.

la « révision par réinterprétation » (*kaishaku kaiken* 解釈改憲), et celui-ci est d'ores et déjà engagé depuis quelques décennies. Nous en avons vu l'exemple au sujet des articles 20 et 89[20] ou plus récemment de l'article 9 [21]. Les droites conservatrices ont ici pu bénéficier d'une forte influence au sein de l'exécutif, mais aussi de la Cour Suprême — dont nous rappelons ici que certains de ses membres-clé, tels son ancien juge en chef Miyoshi Tōru, comptent parmi les administrateurs de Nippon Kaigi.

Toutefois, suivant le plan entériné par la loi de 2007 sur la procédure de révision, le second mandat d'Abe accorde une attention considérable à l'organisation effective (et à court terme) du référendum constitutionnel. Sous l'impulsion d'Abe, le PLD a publié en 2012 un projet officiel de révision de la Constitution. Son orientation est extrêmement proche de la ligne politique de Nippon Kaigi, aussi bien dans le contenu des réécritures proposées que dans la rhétorique employée : héritage caractéristique de l'idéologie des droites conservatrices, le terme d'*individu* (*kojin* 個人) est par exemple remplacé par celui de *personne* (*hito* 人).

Le projet proposé par le PLD comprend la modification de l'intégralité des articles de la Constitution, enterrant définitivement le texte de 1947. Les mentions faites à la souveraineté du peuple dans le préambule sont supprimées ; le texte qui les remplace souligne plutôt une idée de la japonéité qui rappelle le projet de Nippon Kaigi, posant que « *le Japon, porteur d'une histoire longue et d'une culture unique, est une nation où l'unité du peuple est symbolisée par l'empereur*[22] ». Ce dernier quitte d'ailleurs sa fonction de symbole (*Nihon-koku no shōchō* 日本国の象徴) pour être investi comme chef de l'État (*Nihon-koku no genshu* 日本国の元首) dans la version de l'article 1 proposée par le PLD. Entre autres choses, le texte du PLD propose également d'inscrire le statut du *Kimi ga yo* et du *Hinomaru*, ainsi que l'usage du système de datation *gengō*, dans la Constitution.

Autre signe de sa convergence avec le projet de Nippon Kaigi, et également de l'influence de la Ligue politique shintō, le projet du PLD présente des modifications substantielles aux articles 20 et 89 de la Constitution. Au texte de l'article 20[23] est ajouté un amendement :

20. Voir p. 34
21. Voir p. 88
22. 日本国は、長い歴史と固有の文化を持ち、国民統合の象徴である天皇を戴く国家 (Jiyū-minshutō, 2012b)
23. « *La liberté de religion est garantie à tous. Aucune organisation religieuse ne peut recevoir de privilèges quelconques de l'État, pas plus qu'elle ne peut exercer une autorité politique. Nul ne peut être contraint de prendre part à un acte, service, rite ou cérémonial religieux. L'État et ses organes s'abstiendront de l'enseignement religieux et de toute autre activité religieuse.* »

> ただし、社会的儀礼または習俗的行為の範囲を超えないものについてはこの限りでない。[24]
>
> *Toutefois, ceci ne s'applique pas aux activités qui se limitent au champ de la coutume ou des rites sociaux.*

Cette précision est lourde de conséquences ; elle renverse en fait le but originel de l'article (séparer l'État du shintō) dans la suite logique des conclusions de la Cour Suprême en 1977. Un amendement similaire est attaché à l'article 89 sur l'interdiction du versement d'argent public aux institutions religieuses. Au-delà de la porte que ce nouveau texte ouvrirait pour l'organisation d'hommages officiels dans des sanctuaires shintō, d'aucuns y voient les prémices d'un retour au caractère imposé de certaines cérémonies[25].

Le PLD souligne par ailleurs que « *les droits découlent de l'histoire, de la tradition et de la culture de chaque communauté. Nous pensons donc que les dispositions relatives aux droits de l'homme doivent refléter l'histoire, la culture et les traditions de notre pays*[26] ». Cette conception toute relative des droits fondamentaux va à l'encontre du processus d'unification et de protection des droits de l'homme au sein de l'Organisation des Nations Unies ; quant aux éléments historiques, culturels et traditionnels qui sont censés fonder les droits des Japonais, ils procéderont nécessairement d'une sélection telle que nous l'avons vue dans l'idéologie de Nippon Kaigi. Les conséquences qu'en tire le PLD dans son projet de révision sont simples : l'article 97, qui caractérise l'inviolabilité des droits fondamentaux, est supprimé. Le parti précise également dans sa proposition que le peuple japonais se doit de « *réaliser que ses droits et libertés s'accompagnent de responsabilités et de devoirs* » et de « *ne pas en faire usage à l'encontre de l'intérêt national ou de l'ordre public*[27] ». La même restriction est appliquée à la liberté d'expression (article 21)[28]. Le champ de l'*intérêt national* n'étant pas plus précisément défini, cette précision constitue un risque de glissement vers un système illibéral. Par ailleurs, le PLD vise, comme Nippon Kaigi, à instituer l'état d'urgence dans un nouveau chapitre de la Constitution. Les dispositions prévues à ce chapitre élargissent les pouvoirs du Premier ministre, permettent de rallonger le mandat des parlementaires, et

24. Jiyū-minshutō, 2012b.
25. Narusawa, 2016.
26. 「権利は、共同体の歴史、伝統、文化の中で徐々に生成されてきたものです。従って、人権規定も、我が国の歴史、文化、伝統を踏みえたものであることも必要だと考えます。」(Jiyū-minshutō, 2012a)
27. 「自由及び権利には責任及び義務が伴うことを自覚し、常に公益及び公の秩序に反してはならない。」(Jiyū-minshutō, 2012b)
28. Ce projet entre en écho avec la Loi sur les secrets spéciaux (*Tokutei himitsu hogo-hō* 特定秘密保護法), actée en 2013 en dépit d'une ferme opposition populaire, et qui punit la divulgation de secrets spéciaux (dont le champ n'est pas spécifié) d'une peine de 10 ans d'emprisonnement.

limitent les libertés individuelles[29].

En ce qui concerne l'article 9, le PLD fait valoir la nécessité d'inscrire dans la Constitution les changements qu'il a actés sans elle. Son projet vise notamment à y ajouter un alinéa gravant l'existence des Forces de Défense dans le marbre de la loi suprême ; cet alinéa précise notamment que les Forces de Défense contribuent à l'auto-défense collective. Il supprime également l'actuel alinéa 2 de l'article 9, qui porte la renonciation du Japon à la guerre.

De manière générale, les valeurs cardinales que Nippon Kaigi et l'ensemble des droites conservatrices veulent insuffler à la société japonaise — fierté nationale, respect des traditions, autorité de l'empereur, respect de l'ordre ou encore opposition à l'individualisme — se retrouvent dans le projet constitutionnel du PLD. En parallèle du gouvernement, qui se charge de la réflexion sur l'organisation et le contenu de la révision constitutionnelle, Nippon Kaigi mobilise plus que jamais sa base populaire. En 2015, lorsque le *Rassemblement populaire pour la rédaction de la Constitution d'un beau Japon* réunit près de 11 000 personnes au Nippon Budōkan (Tōkyō) pour exposer les étapes futures de la mobilisation, sa pétition *Kenpō 10 000 000* porte d'ores et déjà 4,5 millions de signatures rassemblées en un an, dont 422 signatures de parlementaires. Abe avait déjà, à cette occasion, envoyé une courte vidéo à l'assemblée, où il félicitait l'organisation d'une telle mobilisation ; deux ans plus tard, à l'occasion du vingtième anniversaire de Nippon Kaigi, il déclare que « *le PLD mène une réflexion concrète au sein du Comité d'Examen de la Constitution et le guide vers l'accomplissement de sa mission historique*[30] ». Son quatrième (et actuel) gouvernement fixe l'horizon du référendum constitutionnel à l'an 2020.

29. Jiyū-minshutō, 2012b.
30. 「自由民主党は、憲法審査会における「具体的な議論」をリードし、その歴史的使命を果たしてまいります」 (Source : site officiel de Nippon Kaigi)

CHAPITRE 8

Une reconfiguration de la vie politique japonaise ?

La politique menée par le Premier ministre ABE Shinzō illustre bien l'imaginaire conservateur dont il est issu, et concorde avec la réalisation des objectifs de Nippon Kaigi, dont il est membre. Les réformes successives du système éducatif, de la défense du pays, ou bien encore les projets de révision constitutionnelle qu'il met en place éloignent progressivement le Japon de l'ordre d'après-guerre, et le rapprochent du « *superbe pays* » fantasmé par les droites conservatrices. À ce titre, son seul maintien au pouvoir est déjà une réussite pour Nippon Kaigi. Cependant, si ce succès trouve son symbole en la personne d'ABE, il ne se réduit pas à lui. En vingt ans d'existence, cette organisation a eu un impact bien plus profond sur la vie politique japonaise.

8.1 Plus loin des projecteurs : l'impact de Nippon Kaigi sur la politique locale

L'attention qui est portée aux liens entre Nippon Kaigi et le personnel politique se porte souvent exclusivement sur le Cabinet du Premier ministre. Cependant, comme nous l'avons évoqué, les assemblées locales sont un élément crucial dans la stratégie politique du groupe d'influence. C'est en effet à elles que les organisation subalternes initiées par Nippon Kaigi adressent une majeure partie de leurs pétitions ; ces mouvements ont pour objectif de donner naissance à des revendications unifiées et synchrones à travers

tout le pays. La *Nippon kaigi chihō giin renmei* 日本会議地方議員連盟 (« Ligue des élus locaux de Nippon Kaigi ») a été créée en 2007 pour fédérer les groupes locaux qui existaient déjà auparavant ; aujourd'hui, elle enregistre 275 bureaux répartis dans chacun des 47 départements du pays.

L'implantation à l'échelle locale relève d'un avantage stratégique à plusieurs titres. Tout d'abord, elle permet d'organiser plus aisément la mobilisation populaire, par exemple au moyen de groupes d'études locaux sur la révision de la Constitution. D'autre part, l'influence de Nippon Kaigi dans les assemblées locales lui permet de faire voter des résolutions dont elle est la rédactrice, afin que ces résolutions soient ensuite adressées à la Diète et au Cabinet pour les inciter à orienter leur propre politique en conséquence.

Surtout, ces assemblées interviennent dans la constitution des comités éducatifs locaux. Son influence à l'échelon local a ainsi permis à Nippon Kaigi de faire valoir son idéologie et ses objectifs au sein du système éducatif, notamment par des pressions quant aux choix des manuels utilisés dans les écoles publiques de chaque circonscription. Certains membres de Nippon Kaigi, comme l'ancien gouverneur de Tōkyō et fondateur de la Seirankai Ishihara Shintarō ou le maire d'Ōsaka Hashimoto Tōru , se sont également montrés particulièrement autoritaires, obligeant les enseignants des écoles de leur circonscription à chanter l'hymne *Kimi ga yo* en faisant face au drapeau *Hinomaru* pour accompagner les élèves dans leur éducation patriotique. Hashimoto a également usé de sa position pour contraindre le musée Peace Ōsaka à revoir entièrement son exposition en 2015, en lui faisant supprimer les références aux exactions de guerre commises par le Japon jusqu'en 1945 et intégrer un récit « *patriote* », jugé plus adapté au public scolaire qui constitue l'audience principale du musée[1]. Pour Nippon Kaigi, de tels relais au sein des institutions locales permet donc notamment d'impacter directement la formation des esprits de la jeune génération.

C'est dans la mise en place d'une telle stratégie que se déploie la force de l'organe central de Nippon Kaigi, le *Nihon seinen kyōgikai* : avant chaque élection, celui-ci compile une quantité incroyable d'information pour déterminer quels candidats peuvent servir d'appui local à la politique de Nippon Kaigi, et ce, dans chaque assemblée départementale et municipale[2].

1. Pour un compte-rendu détaillé de la rénovation du musée Peace Ōsaka, lire Seaton, 2015.
2. Sugano, 2016, p. 111–116.

8.2 Transformations du PLD

La capacité de Nippon Kaigi à séduire des élus issus de courants politiques différents et exerçant à des échelles diverses nous amène à penser, avec James Babb, qu'elle transforme depuis vingt ans le fonctionnement-même du Parti Libéral-Démocrate. Selon Babb, la vie du PLD, qui était jusque dans les années 1990 structurée par une compétition entre plusieurs factions, bascule depuis dans un système basé sur l'idéologie (« *ideologically-based politics* »). Les factions, dont la personnalisation et le clientélisme affaiblissaient les marqueurs idéologiques, ont d'après lui été affaiblies par la réforme du financement de la vie politique[3]. Dans le même temps, l'aile droite du PLD, comme nous l'avons montré plus tôt, affirme clairement ses valeurs conservatrices et séduit la nouvelle génération d'élus. Au fil des années, l'adhésion à l'idéologie de cette nouvelle droite (et à Nippon Kaigi elle-même) semble remplacer peu à peu le système des factions, devenant un nouveau critère de légitimation des hommes politiques au sein du PLD[4].

Le parti qui ratissait large et faisait prévaloir le *statu quo* devient ainsi peu à peu le « *vrai parti conservateur* » que la Seirankai espérait déjà dans les années 1970. Ce phénomène trouve pour nous un écho dans l'un des slogans souvent employés par les droites conservatrices, et d'ailleurs utilisé par Abe pour sa campagne électorale en 2012 : « *Nihon wo tori-modosu* » 日本を取り戻す (*Reprendre le Japon*). Le terme ne désigne pas qu'une dimension nationaliste, qui voudrait reprendre le contrôle de l'après-guerre contre le système imposé par l'occupant américain ; il s'agit aussi, pour Abe et pour les conservateurs fédérés derrière Nippon Kaigi, de reprendre le contrôle du pays en se réappropriant son parti majeur. Au vu du nombre d'élus du PLD au sein de l'Amicale des parlementaires de Nippon Kaigi (environ 250), nous pouvons effectivement dire que l'aile conservatrice a pris le pas sur l'ancien « *courant principal* », et que son influence a dépassé celle du « *modèle Ōhira kenkyūkai* » qu'elle combattait (voir section 3.2).

3. Celle-ci régule les contributions versées à un individu, ce qui fut *de facto* défavorable aux chefs de faction.

4. Babb, 2013.

8.3 Influence dans l'espace public et mouvement dextrogyre

Comme le formule Nakano Kōichi 中野光一, « *la droite a glissé vers la droite* » — et elle n'est pas seule dans ce mouvement dextrogyre. Après chaque période de crise et d'alternance politique, c'est l'intégralité du champ politique qui semble se décaler un peu plus vers son aile droite. Nakano l'illustre par un mouvement de pendule qui « *ne fait pas que se balancer de droite à gauche depuis un point fixe, mais qui entraîne son axe avec elle à chaque mouvement vers la droite* »[5]. C'est donc l'ensemble du référentiel politique, son centre de gravité même, qui se rapproche progressivement des standards conservateurs.

Dans le même temps, la crise des années 1990 a donné plus de visibilité aux franges conservatrices nationalistes et radicales. Les controverses autour des manuels d'histoire, notamment, furent l'occasion de la diffusion de l'idéologie révisionniste que portent Nippon Kaigi et son réseau. Bien que les mouvements visant à réviser le contenu des manuels ne furent pas couronnés de succès, comme nous l'évoquerons dans le chapitre suivant, leur impact fut néanmoins réel et durable. Comme l'explique Arnaud Nanta, l'activité des révisionnistes, notamment de la Tsukuru-kai, a « *eu pour effet de modifier la façon de penser d'une certaine partie de la population d'une part, et a produit des effets majeurs sur les manuels des autres maisons d'édition d'autre part. Celles-ci ont toutes pratiqué des retraits importants concernant les "mentions sensibles", retraits justifiés par une auto-censure spontanée*[6] ». Sans que les valeurs affichées par les groupes nationalistes et conservateurs comme Nippon Kaigi soient tout à fait banalisées, elles sont toutefois devenues un élément saillant de la vie politique. Alors que la seconde moitié du XXème siècle était marquée par un large consensus autour du système d'après-guerre, la révision constitutionnelle ou le débat sur l'éducation morale sont désormais au premier plan du débat démocratique. Pour Aoki Osamu 青木理, c'est ce qui explique que Nippon Kaigi soit passée quasiment inaperçue des médias jusqu'en 2016 malgré l'intensité de son activité et son influence majeure sur les organes décisionnels[7].

5. Nakano, 2016a, p. 24.
6. Nanta, 2001a, p. 138.
7. Aoki, 2016, p. 15–16.

CHAPITRE 9

Qu'est-ce qui ne réussit pas à Nippon Kaigi ?

Au cours d'une étude de Nippon Kaigi, il est aisé d'être tenté par une forme de complotisme qui verrait en l'histoire de l'organisation une suite ininterrompue de victoires politiques gagnées par la force de son réseau. Cette vision est d'ailleurs dominante dans certains des ouvrages publiés depuis 2016 au sujet de ce groupe de pression[1]. Toutefois, Nippon Kaigi ne gagne pas toutes ses batailles.

Sur la question des manuels d'histoire, par exemple, Nippon Kaigi et l'ensemble des droites conservatrices rencontre une ferme adversité. De nombreux intellectuels se mobilisent, par exemple TAWARA Yoshifumi 俵義文, qui n'a pas seulement écrit une étude de Nippon Kaigi[2] mais est avant tout le secrétaire exécutif du réseau *Children and Textbooks Japan Network 21* (*Kodomo to kyōkasho zenkoku netto 21* 子どもと教科書全国ネット21). Du fait de cette mobilisation et des campagnes d'information qui en résultent, les manuels d'histoire révisionnistes, même s'ils sont homologués, sont dans les faits très peu diffusés dans les écoles. Le manuel publié par la *Tsukuru-kai*, par exemple, est homologué en 2001, mais moins d'une dizaine d'écoles l'utilisent alors ; lors de sa seconde édition, en 2005, son taux d'utilisation à travers le pays atteint à peine les 0,5 %[3]. En conséquence, la *Tsukuru-kai* s'est divisée et a dû changer de maison d'édition. Si elle a connu un sort meilleur, la *Nouvelle histoire du Japon*, publiée par la *Kyōkasho Kaizen no Kai*, est utilisée dans moins de 7% des écoles du pays[4]. De manière générale, l'horizon de la fin du « *masochisme*

1. Voir notamment SANSAI BOOKS, 2016, MIZOHATA, 2016 et SATAKA, 2018.
2. TAWARA, 2016.
3. GUEX, 2012.
4. TAWARA, 2016.

historique » semble donc encore loin pour Nippon Kaigi.

La révision constitutionnelle, elle aussi, est loin d'être jouée d'avance. Une majorité de la population reste opposée à la modification de la Constitution, et particulièrement de son neuvième article. Par ailleurs, au sein-même de la majorité gouvernementale, les opinions divergent quant au contenu du texte qui devrait être soumis au référendum, notamment sur l'article 9 et les dispositions relatives à l'état d'urgence. De ce fait, la Commission sur la révision de la Constitution, mise en place en mai 2017 pour proposer un texte complet à la fin de la même année, n'est parvenue à aucun consensus sur un projet définitif jusqu'ici. Abe lui-même se voit contraint, dans cette situation, de repousser sans cesse l'horizon de la révision constitutionnelle : alors qu'il l'avait annoncé pour 2016 à son retour au gouvernement, Abe a ensuite évoqué 2018 puis 2020. Il y a donc, semble-t-il, un véritable risque pour Nippon Kaigi de rater son rendez-vous avec la Constitution — un risque qui se situe au-delà de la simple déception.

9.1 Un réseau fragile

En effet, jusqu'ici, Nippon Kaigi mobilise aisément sa base populaire et ses soutiens au sein de la classe politique, car elle semble couronnée de succès. Toutefois, si le référendum était tué dans l'œuf par absence de consensus au sein du PLD, où s'il venait à être organisé et que le résultat en était l'opposition à la révision, ce serait pour Nippon Kaigi un véritable désavœu, elle dont la stratégie a toujours consisté à faire constater au gouvernement le soutien populaire dont elle bénéficiait. Dans cette perspective, il n'est pas exclu de penser qu'un tel échec de son projet phare pourrait signer l'essoufflement de l'organisation, de la même manière que la déception enregistrée par la *Tsukuru-kai* a engendré, sinon sa mort, son profond affaiblissement.

Ceci est d'autant plus vrai si l'on considère qu'il y a dans le phénomène d'adhésion de la classe politique (et surtout des élus du PLD) à Nippon Kaigi une forme d'opportunisme. Thierry Guthmann nous le confirme : selon lui, même si la majorité des hommes politiques membres de l'organisation le sont par adhésion idéologique, il s'agit pour d'autres de se rapprocher d'Abe et des anciennes factions secondaires du PLD, qui ont désormais le vent en poupe[5]. Dans cette perspective, devenir membre de l'*Amicale des Parlementaires*

5. Notons ici que cela n'invalide en rien l'idée d'un mouvement dextrogyre au sein de la vie politique

de Nippon Kaigi peut donc faire partie d'une stratégie visant à être investi par le parti pour une élection prochaine, ou à être nommé au gouvernement. Cela peut également permettre aux élus de bénéficier de l'appui du réseau entier de Nippon Kaigi, notamment des mouvements religieux dont nous avons vu qu'ils présentent une forte capacité de mobilisation électorale. La conséquence générale de cette dimension opportuniste est que le taux d'adhésion de la classe politique à Nippon Kaigi a de fortes chances de baisser si Abe est remplacé par un Premier ministre qui ne soit pas lié à Nippon Kaigi, ou si le PLD perd sa majorité une nouvelle fois[6].

La fragilité de Nippon Kaigi est plus profonde encore selon Sugano Tamotsu 菅野完[7] et Aoki Osamu 青木理[8]. À l'inverse d'autres auteurs, par exemple Yamazaki Masahiro 山崎雅弘, ceux-ci nous invitent à considérer que l'unité au sein du réseau de Nippon Kaigi n'est pas si solide qu'il n'y paraît : certains groupes rejoignent l'organisation du fait de leur sentiment nationaliste, d'autres en défense de la position de l'empereur, d'autres encore en appui au révisionnisme historique qu'elle propose[9]. Nippon Kaigi, selon ces auteurs, est donc fragmentée, les liens au sein de son réseau sont distendus, et possiblement prêts à lâcher si la récente popularité de son programme au sein du Cabinet gouvernemental venait à cesser. Le récent réveil de l'intérêt des sphères médiatiques et académiques pour Nippon Kaigi semble d'ores et déjà peser sur ces faiblesses structurelles.

9.2 Entre fièvre éditoriale et scandales gouvernementaux, une mauvaise publicité depuis 2016

Nous avons montré que la stratégie de Nippon Kaigi consiste à créer des mouvements subalternes, qui lui permettent de militer sur diverses questions tout en restant en retrait de l'espace public. Pendant ses quinze premières années d'existence, Nippon Kaigi est ainsi parvenue à se maintenir à l'écart des attaques médiatiques et de l'investigation académique. Toutefois, le retour d'Abe au poste de Premier ministre en 2012 et ses positions nationalistes décomplexées ont amené la curiosité de quelques observateurs à se focali-

japonaise contemporaine : si afficher une adhésion aux thèses et objectifs de Nippon Kaigi ne pose aucun problème, que ce soit par opportunisme ou non cela signifie bien que l'idéologie de Nippon Kaigi fait de plus en plus partie du politiquement acceptable.

6. Shibuichi, 2017.
7. Sugano, 2016.
8. Aoki, 2016.
9. Aoki, 2016, p. 237.

ser plus précisément sur Nippon Kaigi[10]. L'organisation et son réseau sont alors devenus le centre d'une soudaine popularité éditoriale : neuf ouvrages furent publiés en 2016[11] par des journalistes et des chercheurs issus de champs variés, tels que les études religieuses ou féministes, et deux autres suivirent depuis[12]. Au Japon comme à l'étranger, le traitement médiatique de l'organisation s'est transformé, passant d'un silence presque total à une mise en lumière de Nippon Kaigi comme principal facteur d'explication aux diverses prises de position conservatrices et nationalistes d'hommes politiques japonais. Sur le devant de la scène médiatique, Nippon Kaigi voit son idéologie minutieusement critiquée, et ses projets érigés en menace pour la démocratie japonaise.

De plus, du fait de la forte intégration de Nippon Kaigi au sein des gouvernements Abe successifs, le Premier ministre est devenu un symbole de l'organisation *de facto*. Or, Abe Shinzō et ses ministres font depuis quelques années l'objet de scandales récurrents. Inada Tomomi fut obligée de démissionner de son poste de ministre de la Défense en juillet 2017, après qu'un rapport a révélé sa tentative de dissimulation de comptes-rendus d'opérations menées par les Forces de Défense au Soudan du Sud. Abe lui-même est mis en cause depuis le début de l'année 2017 dans plusieurs scandales au sujet de pratiques népotistes. Le Premier ministre aurait, selon ces allégations, permis à certains de ses proches d'ouvrir des écoles sur des terrains publics rachetés à un prix très bas[13] ou en appuyant expressément leur demande de permis. Les documents et témoignages rassemblés dans l'investigation qui fait suite à ces scandales mentionnent directement Nippon Kaigi, et notamment son Amicale parlementaire ; certains médias la mettent dès lors en cause comme lieu de trafic d'influence. Depuis 2017, Abe enregistre une cote de popularité plongeante, la plus faible depuis son retour au pouvoir[14], annonçant des temps difficiles pour sa politique comme pour celle de Nippon Kaigi.

Cette mauvaise publicité a été, semble-t-il, lourde de conséquences pour Nippon Kaigi : il devient difficile pour ses membres de mener leurs activités sans être la cible des critiques qui visent l'ensemble du réseau. Thierry Guthmann nous a fait remarquer que

10. Les premiers articles centrés sur Nippon Kaigi dont nous ayons trouvé la trace datent de 2015 (Sasagase, Hayashi et Satō, 2015 et McNeill, 2015).

11. Sugano, 2016, Uesugi, 2016, Tawara, 2016, Narusawa, 2016, Aoki, 2016, Yamazaki, 2016, Sansai Books, 2016, Matsutake, 2016 et Murakami, Uozumi, Yokoyama et Shirai, 2016. Les six premiers furent publiés avant les élections à la Chambre des Conseillers, le 10 juillet 2016.

12. Fujiu, 2017 et Sataka, 2018

13. Voir notre article sur l'affaire Moritomo Gakuen sur https://tinyurl.com/asialyst-moritomo.

14. D'après le sondage publié par Japan Macro Advisors, cette cote de popularité n'a plus dépassé les 48% depuis le mois de mai 2017. Source : https://www.japanmacroadvisors.com/page/category/politics/cabinet-approval-rating/.

la liste des administrateurs de l'*Amicale des parlementaires de Nippon Kaigi*, auparavant disponible sur le site internet de Nippon Kaigi, en avait disparu dans le courant de l'année 2016 ; son changement de présidence (Furuya Keiji 古屋圭司 succédant à Hiranuma Takeo 平沼赳夫 en 2017) est d'ailleurs passé inaperçu. De plus, l'*Amicale* semble enregistrer moins de membres depuis cette période. Il est raisonnable de penser que ceux qui avaient pu rejoindre ses rangs par opportunisme soient davantage hésitants au vu de la mauvaise presse qui lui est faite. Dans cette perspective, il est vraisemblable que le vivier de représentants de Nippon Kaigi au sein de la Diète ou des assemblées locales soit amené à se contracter, ne retenant que ceux qui adhèrent fondamentalement à l'idéologie de l'organisation.

La nouvelle réputation dont Nippon Kaigi fait les frais a également des répercussions sur sa base populaire. Peu après la publication des premiers ouvrages sur Nippon Kaigi, le mouvement religieux Seichō no Ie publiait le 9 juin 2016 un communiqué annonçant qu'il ne soutenait plus la politique anti-démocratique et révisionniste d'Abe ni l'orientation idéologique de Nippon Kaigi. Un tel désavœu de la part de sa propre parente est un indicateur significatif de sa nouvelle impopularité. Auparavant, Nippon Kaigi cachait ses liens avec les nouveaux mouvements religieux car ceux-ci avaient mauvaise réputation ; aujourd'hui, il semblerait que la situation s'inverse et que ce soit l'affiliation à Nippon Kaigi qui, peu à peu, devienne une étiquette lourde à porter. Il n'est pas impossible que cela affaiblisse le soutien populaire dont Nippon Kaigi et ses subalternes ont pu jouir jusqu'ici, et porte un coup aux liens déjà fragiles au sein de leur réseau.

Quatrième partie

Conclusion

Qu'est-ce que Nippon Kaigi ? Un bilan de notre recherche

Au cours de cette étude, nous avons cherché à comprendre ce qu'était Nippon Kaigi et à qualifier sa place dans la vie politique contemporaine, nous interrogeant finalement à la fois sur ce qu'elle provoquait dans la démocratie japonaise et sur ce qu'elle révélait à son sujet.

Pour ce faire, nous avons d'abord exposé le processus d'évolution des courants conservateurs dans lequel s'inscrit Nippon Kaigi. Nous avons vu que malgré le fait que le devant de la scène politique soit tenu par un consensus libéral, des mouvements conservateurs et patriotes se sont rassemblés dès les années 1950 pour défendre des symboles du système impérial ; leurs objectifs ne furent pas pleinement satisfaits, mais ce premier processus de fédération leur permit de commencer à constituer un réseau ainsi que des stratégies d'action dont l'héritage se perpétue. Par ailleurs, nous avons montré que la rupture représentée par l'année 1945 n'était pas si nette, et qu'en conséquence des éléments du système impérial perduraient et ouvraient une brèche pour la critique du régime d'après-guerre. Cette critique s'exerce en plein jour depuis les années 1990, décennie où la perception d'une crise multiple donna à la rhétorique identitaire des droites conservatrices une nouvelle popularité et une nouvelle légitimité politique. Parmi la grande famille des conservatismes japonais, c'est bien dans cette "nouvelle droite", caractérisée par son révisionnisme et son illibéralisme, que s'inscrit Nippon Kaigi.

Après cette contextualisation de l'organisation qui fait l'objet de notre étude, nous avons resserré notre focale sur elle afin d'en faire un portrait plus précis. Nous avons donc d'abord retracé sa parenté afin d'examiner les héritages qu'elle tient de la *Mamoru Kai* et de la *Kokumin Kaigi*, ce qui nous a permis d'observer à la fois une continuité dans la composition et le répertoire d'action de ces organisations, et une forme nouvelle de dédiabolisation incarnée dans le choix des représentants de Nippon Kaigi. Par la suite, faire l'exposé des représentations qui forment son imaginaire nous a permis de mieux comprendre sa logique interne et les objectifs politiques qu'elle affiche ; le caractère prioritaire d'une révision constitutionnelle, notamment, a été expliqué par la rupture symbolique qu'incarne la Constitution de 1947 aux yeux de Nippon Kaigi, nostalgique d'un avant-guerre fantasmé et profondément critique envers l'individualisme décadent qu'elle perçoit dans la société contemporaine. Nous avons ensuite détaillé les moyens que centralise Nippon Kaigi pour remplir son rôle unique au sein des droites conservatrices, celui d'organisation-parapluie. Nous interrogeant au passage sur la façon dont l'organisation

se situe par rapport à sa base populaire, nous avons montré que la carte maîtresse de Nippon Kaigi réside dans son influence directe auprès des organes de décision publique.

L'organisation qui nous intéresse n'est donc pas un phénomène marginal ou isolé : elle est au contraire solidement implantée dans l'histoire des droites conservatrices d'après-guerre, et fortement intégrée au tissu politique japonais. Cette capacité d'influence inégalée par ses prédécesseurs nous a donc amenés à faire un bilan général de la réalisation de ses objectifs et de son impact sur la vie politique japonaise au cours des vingt dernières années. Si les toutes premières réussites de Nippon Kaigi n'ont pas attendu l'arrivée au pouvoir d'Abe Shinzō , celui-ci s'est toutefois montré un partenaire plus qu'idéal pour l'organisation et a considérablement rapproché l'horizon de la réalisation de son objectif central — la révision de la Constitution. De plus, l'influence de Nippon Kaigi ne se résume pas à Abe : elle touche aussi la politique locale et a, de manière générale, généré un mouvement dextrogyre au sein de la société japonaise et du Parti Libéral-Démocrate. Toutefois, pour que ce portrait soit tout à fait juste, nous avons montré qu'il convenait de relativiser l'image d'une secte politique toute-puissante, telle que certains médias la décrivent, en soulignant ce qui entrave aujourd'hui Nippon Kaigi.

Il y a sur ce point une dernière question qu'il nous paraît utile de soulever, car elle souligne un inconfort et une contradiction qui affectent l'unité (organisationnelle et idéologique) de Nippon Kaigi. Cette incohérence réside dans la position que Nippon Kaigi et ses membres adoptent vis-à-vis de l'empereur actuel, Akihito 昭仁.

L'organisation face à ses contradictions : « l'Empereur » contre… Akihito

Akihito est connu pour ses opinions pacifistes et libérales, et a, à plusieurs reprises, exprimé son attachement au caractère symbolique que la Constitution de 1947 confère à l'empereur. En cela, il n'est donc pas exactement le monarque suprême dont rêvent les nostalgiques de l'époque impériale. De fait, ceux-ci se sont parfois retrouvés, paradoxalement, dans une position ouvertement contraire à celle de l'empereur dont ils veulent restaurer la souveraineté.

Prenons l'exemple d'un problème que nous avons déjà mentionné dans cette étude :

celui de l'utilisation du drapeau *Hinomaru* et de l'hymne *Kimi ga yo* dans les écoles après leur officialisation en 1999. En 2004, après avoir été interpellé sur le sort des enseignants sommés de se lever pour chanter l'hymne national devant le Hinomaru, Akihito avait expressément — autant que sa position le lui permet — déclaré qu'il « *serait préférable que cela ne fasse pas l'objet d'une contrainte*[15] », favorisant donc l'idée de fonder cette pratique sur le volontariat et la liberté de choix. Or, comme nous l'avons vu, Nippon Kaigi tient la position inverse, et certains de ses membres, comme Ishihara Shintarō 石原慎太郎 et Hashimoto Tōru 橋下徹, mènent très activement une politique toute contraire au vœu de l'empereur[16]. De même, les excuses spontanément présentées aux pays voisins ou les prises de positions ouvertement pacifistes d'Akihito se heurtent inévitablement au militarisme d'Abe, et la relation entre les deux représentants de l'État semble être au point mort.

Interrogé sur son rapport aux opinions pacifistes et aux excuses présentées par Akihito aux pays colonisés par l'Empire du Japon, Takubo Tadae donna d'abord une réponse très confuse, cherchant à justifier des responsabilités des empereurs de l'époque moderne ; quand la question lui fut posée une seconde fois plus directement, il répondit que « *tout ce que dit l'empereur est juste* » sans autre commentaire. Pourtant, quelques minutes plus tôt, son exposé avait pour but de justifier la vision de Nippon Kaigi de l'histoire militaire du pays et de sa défense[17]. Ce type d'incohérence soulève des critiques à son égard, de la part de ses détracteurs mais aussi de l'intérieur des rangs conservateurs.

L'appel enregistré par l'empereur le 8 août 2016 pour demander à ce qu'il lui soit autorisé d'abdiquer a encore compliqué cette relation. Akihito y émet des réserves quant à sa capacité à continuer d'assumer ses fonctions (dont il appuie à plusieurs reprises qu'elles ne sont que symboliques), expliquant qu'à 82 ans, son état de santé ne lui permet pas d'aborder ses dernières années de règne sereinement. Toutefois, le Code de la Maison impériale ne prévoit pas une telle possibilité, et l'abdication demande donc l'examen et l'intervention de la Diète.

Les droites conservatrices, et Nippon Kaigi la première, furent donc confrontées à une nouvelle impasse, ne pouvant accepter la demande qui émanait de l'empereur lui-même. Thierry Guthmann explique que les « *ultra-conservateurs* » surmontent cette inco-

15. 「やはり、強制になるということではないことが望ましい。」Source : http://www.asahi.com/edu/news/TKY200410280332.html.

16. Mullins, 2016, p. 121.

17. Conférence au Foreign Correspondents' Club of Japan, 13 juillet 2016.

hérence en postulant que « *l'empereur régnant adopte, par faiblesse, une attitude qui* [n'est] *pas en adéquation avec ce que l'on est en droit d'attendre de lui* »[18] ; ils postulent en quelque sorte que le corps humain du monarque, soumis au même devoir de sacrifice que les sujets de l'Empire, se doit de servir le corps souverain jusqu'à la mort.

Cependant, s'opposer si catégoriquement à ce souhait n'est pas aisé, car Akihito est très populaire et les mouvements conservateurs perdraient toute crédibilité en s'opposant à lui. Ainsi, après que plusieurs de ses représentants se soient exprimés sur la question (sans d'ailleurs donner un avis homogène), Nippon Kaigi publia un communiqué plus de deux mois après l'allocution impériale… pour annoncer que l'organisation en elle-même n'avait pas d'avis sur la question. Même après qu'un compromis a été trouvé, en juin 2017, sous la forme d'une loi spéciale permettant à Akihito d'abdiquer sans en faire un droit permanent de l'empereur, le malaise est perceptible parmi les figures de proue des droites conservatrices[19]. Il ne fait en tout cas aucun doute que la popularité d'un empereur qui ne partage pas leurs positions[20] amoindrit substantiellement la légitimité des courants conservateurs et patriotes.

Finalement, un constat s'impose : Nippon Kaigi n'est pas la manifestation isolée d'une idéologie marginale ni l'expression des revendications d'une secte restreinte. La considérer comme un épiphénomène ou comme l'unique instance d'un nationalisme conservateur serait passer à côté de l'étendue de ses ramifications, de son degré d'intégration à la vie politique japonaise, et de sa longue généalogie.

Si l'existence de Nippon Kaigi doit nous inquiéter, ce n'est donc pas seulement pour elle-même, mais aussi (et avant tout) pour les dynamiques profondes dont elle témoigne : la crise d'identité qui génère les soutiens à son idéologie, les insuffisances du cadre institutionnel de l'après-guerre … mais aussi la faible opposition qu'elle rencontre, et la relative indifférence des médias japonais à son égard jusqu'au milieu des années 2010.

Car nous l'avons vu, Nippon Kaigi n'est pas sans failles, et la plupart de ses grandes réussites sont liées aux réélections d'Abe — lors de scrutins dont le taux de participation n'a jamais dépassé les 60 %. Au Japon comme ailleurs, il semblerait que l'un des plus grands alliés des franges conservatrices et nationalistes soit la dépolitisation de ceux qui ne les soutiennent pas.

18. Guthmann, 2017.

19. Et pour cause : ce compromis n'évite pas un problème futur, celui de la descendance du prince héritier Naruhito 徳仁, pour le moment exclusivement féminine.

20. Une enquête publiée le 11 août 2016 par le *Yomiuri Shinbun* 読売新聞 montrait que 93 % des répondants accueillaient positivement la déclaration d'Akihito.

Annexes

Liste des administrateurs de Nippon Kaigi au 1er septembre 2017

Pdt honoraire	**Miyoshi Tōru**	三好 達	Ancien chef de la Cour Suprême (1995 – 1997).
Conseillers	**Ishii Kōichirō**	石井 公一郎	Ancien président de Bridgestone Cycle.
	Kitashirakawa Michihisa	北白川 道久	Arrière-petit-fils de l'empereur Meiji ; ex-prêtre suprême du sanctuaire d'Ise ; administrateur de Jinja Honchō.
	Komatsu Kiyohisa	小松 揮世久	Grand prêtre et représentant du sanctuaire d'Ise.
Président	**Takubo Tadae**	田久保 忠衛	Professeur émérite de l'Université Kyōrin ; représentant du Rassemblement populaire pour la rédaction de la Constitution d'un beau Japon ; vice-président de l'Institut de recherche pour des fondamentaux nationaux ; conseiller de la Société pour la dissémination des faits historiques.
Vice-pdts	**Kobori Keiichirō**	小堀 桂一郎	Professeur émérite de l'Université de Tōkyō ; auteur d'ouvrages sur le sanctuaire Yasukuni, le système impérial, l'empereur Shōwa, et le Procès de Tōkyō.
	Tanaka Tsunekiyo	田中 恆清	Secrétaire général de Jinja Honchō.
Trésoriers	**Kase Hideaki**	加瀬 英明	Commentateur politique ; président de la Société pour la dissémination des faits historiques.
	Shibuki Masayuki	澁木 正幸	Président de la Confrérie des hommes d'affaires de Nippon Kaigi.
Pdt du conseil	**Amitani Michihiro**	網谷 道弘	Grand prêtre et directeur de l'Association des fidèles du sanctuaire Meiji.
Secrétaire général	**Kabashima Yūzō**	椛島 有三	Président du Conseil du Japon et du Comité de concertation des jeunesses du Japon ; secrétaire du Rassemblement populaire pour la rédaction de la Constitution d'un beau Japon ; ex-secrétaire général de la Société pour la défense du Japon ; leader des mouvements étudiants rattachés à Seichō no Ie (à Nagasaki notamment).
Secrétaire exécutif	**Matsumura Toshiaki**	松村 俊明	
Délégués	**Akimoto Kyōtoku**	秋本 協徳	Premier conseiller du mouvement bouddhiste Shinsei Bukkyō Kyōdan.
	Ishihara Shintarō	石原 慎太郎	Ecrivain ; ex-gouverneur de Tōkyō ; président et ex-député de l'Association pour la restauration du Japon (*Nippon ishin no kai* 日本維新の会) à la Chambre des représentants.
	Itagaki Tadashi	板垣 正	Ancien député du PLD à la Chambre des représentants ; conseiller de l'Association nationale des familles de défunts de guerre.
	Ito Ken'ichi	伊藤 憲一	Ancien diplomate ; professeur émérite de l'Université Aoyama Gakuin.
	Inayama Reihō	稲山 霊芳	Prêtre à la tête du mouvement bouddhiste Nenpō Shinkyō.
	Imabayashi Ken'yuki	今林 賢郁	Président du conseil d'administration de la Société de recherche sur la culture nationale (*Kokumin bunka kenkyū kai* 国民文化研究会).

Délégués (suite)	**Irie Takanori**	入江 隆則	Professeur émérite de l'Université Meiji.
	Uchida Fumihiro	打田 文博	Président de la Ligue politique shintō, conseiller auprès de Jinja Honchō et du sanctuaire d'Ise ; secrétaire général du Rassemblement populaire pour la rédaction de la Constitution d'un beau Japon et du Rassemblement populaire pour la défense des traditions de la maison impériale.
	Ōishi Yasuhiko	大石 泰彦	Economiste ; professeur émérite de l'Université de Tōkyō.
	Okada Kōō	岡田 光央	Maître spirituel de la secte Sūkyō Mahikari.
	Okano Seihō	岡野 聖法	Haut prêtre du mouvement bouddhiste Gedatsukai.
	Kogushi Kazuo	小串 和夫	Haut prêtre du sanctuaire d'Atsuta.
	Otsuji Hidehisa	尾辻 秀久	Ancien ministre de la Santé et du Travail ; président de la Société des parlementaires qui vont rendre hommage ensemble au sanctuaire Yasukuni ; ex-président de l'Association nationale des familles de défunts de guerre.
	Ono Takashi	小野 貴嗣	Directeur du Bureau des sanctuaires shintō de Tōkyō
	Kiuchi Yasumitsu	城内 康光	Ancien chef de la police nationale ; ancien ambassadeur du Japon en Grèce.
	Keino Yoshio	慶野 義雄	Président de la Société des enseignants japonais ;
	Kobori Kōjitsu	小堀 光實	Représentant du temple Enryaku-ji (temple principal de l'école bouddhique Tendai).
	Sato Kazuo	佐藤 和男	Professeur émérite de l'Université Aoyama Gakuin.
	Shima Yoshiko	志摩 淑子	Présidente d'Asahi Photo News.
	Sumoge Iwao	住母家 岩夫	Président de Densho Engineering.
	Sekiguchi Keiichi	関口 慶一	Leader du mouvement bouddhiste Bussho Gonenkai Kyōdan.
	Sen Genshitsu	千 玄室	Maître de thé de l'école Urasenke ; ancien président de la Chambre des jeunesses du Japon.
	Takashiro Harunobu	髙城 治延	Second du haut prêtre du sanctuaire d'Ise.
	Takemoto Tadao	竹本 忠雄	Professeur émérite de l'Université de Tsukuba ; co-auteur d'un ouvrage révisionniste sur le massacre de Nankin.
	Terashima Taizō	寺島 泰三	Président de la Société pour la satisfaction des âmes des héros de guerre ; général et ancien chef des Forces d'Auto-Défense.
	Tokugawa Yasuhisa	徳川 康久	Grand prêtre du sanctuaire Yasukuni.
	Tomizawa Hikaru	冨 澤暉	Ancien chef des forces terrestres d'auto-défense et administrateur de l'association d'anciens officiers *Kaikōsha* 偕行社.
	Nagashima Seitarō	中島 精太郎	Haut prêtre du sanctuaire Meiji.
	Nakano Ryōko	中野 良子	Président d'Oisca International (nouveau mouvement religieux).
	Hasegawa Michiko	長谷川 三千子	Essayiste ; professeur émérite de l'Université de Saitama ; membre du comité de gestion de la NHK.
	Hiroike Mototaka	廣池 幹堂	Administrateur de l'Institut de Recherche sur la « Moralogie ».
	Hozumi Hidetane	保積 秀胤	Maître spirituel du mouvement religieux Taiwa Kyōdan.
	Maruyama Toshiaki	丸山 敏秋	Secrétaire exécutif de l'Institut d'Ethique RINRI.

Source : Site officiel de Nippon Kaigi
(http://www.nipponkaigi.org/about/yakuin, page consultée le 02/05/2018).

Gouvernement Abe IV – Représentativité de divers groupes parlementaires conservateurs

(Données recoupées à partir de http://democracy.minibird.jp et du site officiel du gouvernement)

Nippon Kaigi = Amicale des parlementaires affiliés à Nippon Kaigi 日本会議国会議員懇談会
Shinseiren = Ligue politique shintō 神道政治連盟
Yasukuni = Société des parlementaires qui vont rendre hommage ensemble au sanctuaire Yasukuni みんなで靖国神社に参拝する議員の会

#	Fonction	Nom		Parti			
		FR	JP		Nippon Kaigi	Shinseiren	Yasukuni
1	Premier ministre	**Shinzō Abe**	安倍晋三	PLD	●	●	●
2	Vice-Premier ministre Ministre des Finances Ministre d'État chargé des Services financiers Ministre d'Etat chargé de la Déflation	**Tarō Asō**	麻生太郎	PLD	●	●	●
3	Ministre des Affaires intérieures et des Communications Ministre d'État chargé du système My Number Ministre d'État chargé de l'Egalité hommes-femmes Ministre d'État chargé de l'Emploi des Femmes	**Seiko Noda**	野田聖子	PLD	●	●	●
4	Ministre de la Justice	**Yōko Kamikawa**	上川陽子	PLD		●	
5	Ministre des Affaires Etrangères	**Tarō Kōno**	河野太郎	PLD		●	
6	Ministre de l'Education, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie Ministre chargé de la Réforme de l'Education	**Yoshimasa Hayashi**	林芳正	PLD		●	●
7	Ministre de la Santé, du Travail et des Affaires sociales Ministre d'État chargé de la Réforme des formes de travail Ministre d'État chargé de la question des Enlèvements	**Katsunobu Katō**	加藤勝信	PLD	●	●	●
8	Ministre de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche	**Ken Saitō**	齋藤健	PLD	●	●	
9	Ministre de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie Ministre d'État chargé de la Compétitivité industrielle Ministre d'État chargé de la Coopération économique avec la Russie Ministre d'État chargé des Compensations et Démantèlements liés à l'accident nucléaire Ministre en charge de la réponse à l'impact économique causé par l'accident nucléaire)	**Hiroshige Sekō**	世耕弘成	PLD	●	●	●
10	Ministre du Territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme Ministre chargé de la Politique de l'Eau	**Keiichi Ishii**	石井啓一	Komeito			
11	Ministre de l'Environnement Ministre d'État chargé de la Prévention des catastrophes nucléaires	**Masaharu Nakagawa**	中川雅治	PLD	●	●	●
12	Ministre de la Défense	**Itsunori Onodera**	小野寺五典	PLD	●	●	●
13	Secrétaire général du Cabinet Ministre chargé de la Réduction du poids des bases d'Okinawa	**Yoshihide Suga**	菅義偉	PLD	●	●	●
14	Ministre d'État pour la Reconstruction Ministre d'État chargé de la coordination des politiques de réponse à l'accident nucléaire de Fukushima	**Masayoshi Yoshino**	吉野正芳	PLD	●	●	●
15	Président de la Commission nationale de sécurité publique Ministre d'État chargé de la gestion des catastrophes Ministre d'État chargé de la consolidation du Territoire	**Hachiro Okonogi**	小此木八郎	PLD		●	●
16	Ministre d'État chargé d'Okinawa et des Territoires du Nord Ministre d'État chargé de la Consommation et de la Sécurité alimentaire Ministre d'État chargé de la Politique océanique Ministre d'État chargé des Litiges territoriaux	**Teru Fukui**	福井照	PLD	●	●	●

Gouvernement Abe IV – Représentativité de divers groupes parlementaires conservateurs (suite)

#	Fonction	Nom		Parti			
		FR	JP		Nippon Kaigi	Shinseiren	Yasukuni
17	Ministre d'État chargé du Programme pour atteindre 100 millions d'actifs Ministre d'État chargé de la Politique des TIC Ministre d'État chargé des mesures contre la Dénatalité Ministre d'État chargé de la stratégie *Cool Japan* Ministre d'État chargé de la stratégie de Propriété intellectuelle Ministre d'État chargé de la Politique scientifique et technologique Ministre d'État chargé de la Politique spatiale	**Masaji Matsuyama**	松山政司	PLD	●	●	●
18	Ministre d'État chargé de la Politique économique et fiscale Ministre d'État chargé de la Reprise économique, de la Révolution du développement humain Ministre d'État chargé de la Réforme globale de la Fiscalité et de la Sécurité sociale Ministre d'État chargé du Développement des Ressources Humaines	**Toshimitsu Motegi**	茂木敏充	PLD	●	●	●
19	Ministre d'État chargé de la Revitalisation des Régions Ministre d'État chargé de l'Economie Locale Ministre d'État chargé de la Réforme réglementaire Ministre d'État chargé de la Réforme administrative Ministre d'État chargé du système de Service civil national	**Hiroshi Kajiyama**	梶山弘志	PLD	●	●	●
20	Ministre d'État chargé des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo et des Événements sportifs	**Shunichi Suzuki**	鈴木俊一	PLD	●	●	●
				Total	**15**	**19**	**16**

Sources

Ouvrages et chapitres d'ouvrages

Anderson, B. (1996). *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris : La Découverte.

Aoki, O. 青木理. (2016). *Nippon Kaigi no shōtai* 日本会議の正体 *(La nature véritable de Nippon Kaigi)*. Tōkyō : Heibonsha 平凡社.

Arendt, H. (2005). *Le système totalitaire. Les origines du totalitarisme* (J.-L. Bourget, R. Davreu & P. Lévy, Trad.). Paris : Editions du Seuil.

Bayly, C. A. (2007). *La naissance du monde moderne*. Paris : Editions de l'Atelier.

Befu, H. (2001). *Hegemony of Homogeneity : An Anthropological Analysis of Nihonjinron*. Melbourne : Trans Pacific Press.

Bernard, G. (2016). *La guerre à droite aura bien lieu. Le mouvement dextrogyre*. Desclée de Brouwer.

Bix, H. P. (2000). *Hirohito And The Making Of Modern Japan*. Harper Perennial.

Breen, J. (2010). *Yasukuni, the war dead and the struggle for Japan's past*. New York : Columbia University Press.

Breen, J. & Teeuwen, M. (2010). *A new history of Shinto*. Wiley-Blackwell.

Deal, W. E. (2007). *Handbook to Life in Medieval and Early Modern Japan*. Oxford University Press.

Doak, K. M. (2007). *A history of nationalism in modern Japan : placing the people*. Handbook of Oriental studies. Leiden, Boston : Brill.

Field, N. (1991). *In the Realm of a Dying Emperor*. Pantheon.

Fujiu, A. 藤生明. (2017). *Dokyumento Nippon Kaigi* ドキュメント日本会議 *(Nippon Kaigi documenté)*. Tōkyō : Chikuma Shobō 筑摩書房.

Gellner, E. (1989). *Nations et nationalisme*. Paris : Payot.

Hardacre, H. (1989). *Shinto and the State, 1868–1988*. Princeton University Press.

— (2014). Religion and the Japanese Constitution. In A. Ü. Bâli & H. Lerner (Éds.), *Constitution writing, religion and democracy*. Cambridge University Press.

Higuchi, N. (2018). The Radical Right in Japan. In J. Rydgren (Éd.), *The Oxford Handbook of the Radical Right* (p. 681–698). Oxford University Press.

Hobsbawm, E. J. (2001). *Nations et Nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité* (D. Peters, Trad.). Gallimard.

Hobsbawm, E. & Ranger, T. (Éds.). (2012). *The Invention of Tradition*. Cambridge University Press.

Huffman, J. (1998). *Modern Japan : an encyclopedia of history, culture, and nationalism*. New York : Garland Pub.

Igounet, V. (2000). *Histoire du négationnisme en France*. Paris : Editions du Seuil.

Jimintō rekishi kentō iinkai (Éd.). (1995). *Dai-tōa sensō no sōkatsu* 大東亜戦争の総括. Tōkyō : Tendensha 展転社.

Kang, S.-J. 姜尚中. (2001). *Nashonarizumu* ナショナリズム *(Le nationalisme)*. Tōkyō : Iwanami Shoten 岩波書店.

Konno, N. 昆野伸幸. (2008). *Kindai Nihon no kokutai ron : "kōkoku shikan" saikō* 近代日本の国体論〈皇国史観〉再考 *(Essai sur le corps national du Japon contemporain : repenser l'histoire du Japon impérial)*. Tōkyō : Pelikansha.

Lacoue-Labarthe, P. & Nancy, J.-L. (1991). *Le mythe nazi*. La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube.

Lucken, M., Bayard-Sakai, A. & Lozerand, E. (Éds.). (2017). *Sengo, le Japon après la guerre*. Presses de l'Inalco.

Margolin, J.-L. (2007). *Violences et crimes du Japon en guerre (1937 – 1945)* (Seconde édition augmentée). Paris : Hachette littératures.

Matsutake, N. 松竹信行. (2016). *"Nippon Kaigi" shikan no norikoe-kata*「日本会議」史観の乗り越え方 *(Comment dépasser la vision de l'histoire de Nippon Kaigi)*. Tōkyō : Kamogawa shuppan かもがわ出版.

Maxey, T. E. (2014). *The "greatest problem": religion and state formation in Meiji Japan*. Harvard East Asian monographs. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Asia Center.

McLaughlin, L. (2016). Japan's Ruling Coalition Gets Religion. In A. Alexander (Éd.), *New Perspectives on Japan from the U.S.-Japan Network for the Future* (p. 29–34). Mansfield Foundation.

Milza, P. (1991). *Les Fascismes*. Paris : Ed. du Seuil.

Monbushō 文部省. (2014). *Kokutai no Hongi / Shinmin no Michi* 国体の本義・臣民の道 *(Les principes du corps national, suivi de La voie des sujets)*. Tōkyō : Kure-PASS shuppan 呉 PASS 出版.

Mullins, M. R. (2016). Neonationalism, politics and religion in post-disaster Japan. In M. R. Mullins & K. Nakano (Éds.), *Disasters and Social Crisis in Contemporary Japan : political, religious, and sociocultural responses* (p. 107–131). Basingstoke, Hampshire : Palgrave Macmillan.

Mullins, M. R., Shimazono, S. & Swanson, P. L. (Éds.). (1993). *Religion and society in modern Japan: selected readings*. Berkeley : Asian Humanities Press.

Murakami, M., Uozumi, A., Yokoyama, K. & Shirai, S. (2016). *Nippon Kaigi wo meguru yottsu no taiwa* 日本会議をめぐる四つの対話 *(Quatre conversations autour de Nippon Kaigi)* (T. Sugano, Éd.). Tōkyō : K et K plus K & K プラス.

Nakajima, T. & Shimazono, S. 中島岳志 & 島薗進. (2016). *Aikoku to shinkō no kōzō : Zentai-shugi wa yomigaeru no ka* 愛国と信仰の構造　全体主義はよみがえるのか *(Structure du patriotisme et de la foi religieuse : le totalitarisme est-il de retour ?)* Tōkyō : Shūeisha 集英社.

Nakano, K. 中野晃一. (2016a). New right transformation in Japan. In M. R. Mullins & K. Nakano (Éds.), *Disasters and Social Crisis in Contemporary Japan : political, religious, and sociocultural responses* (p. 23–41). Basingstoke, Hampshire : Palgrave Macmillan.

— 中野晃一. (2016b). Political Dynamics of Contemporary Japanese Nationalism. In J. Kingston (Éd.), *Asian Nationalisms Reconsidered* (p. 23–41). London : Routledge.

Nakazato, N. (2016). *Neonationalist mythology in postwar Japan : Pal's dissenting judgment at the Tokyo War Crimes Tribunal*. Asia World. Lanham : Lexington Books.

Narusawa, M. (Éd.). (2016). *Nippon Kaigi to Jinja Honchō* 日本会議と神社本庁 *(Nippon Kaigi et l'Association des Sanctuaires Shintō)*. Kinyōbi 金曜日.

NATHAN, J. (2004). *Japan Unbound : A Volatile Nation's Quest for Pride and Purpose*. Houghton Mifflin Harcourt.

NIHON NO ZENTO TO REKISHI KYŌIKU WO KANGAERU WAKATE KOKKAIGIIN NO KAI 日本の前途と歴史教育を考える若手議員の会. (1997). *Rekishi kyōkasho e no gimon. Wakate kokkaigiin ni yoru rekishi kyōkasho mondai no sōkatsu* 歴史教科書への疑問—若手国会議員による歴史教科書問題の総括. Tōkyō : Tendensha 展転社.

O'BRIEN, D. M. & ŌGOSHI, Y. (1996). *To dream of dreams : religious freedom and constitutional politics in postwar Japan*. Honolulu : University of Hawai'i Press.

OGUMA, E. 小熊英二. (2002). *A Genealogy of Japanese Self-Images* (A. DAVID, Trad.). Melbourne : Trans Pacific Press.

PORCU, E. (2014). Religion and the State in Contemporary Japan. In J. P. ARNASON & I. P. KAROLEWSKI (Éds.), *Religion and Politics : European and Global Perspectives*. Edinburgh : Edinburgh University Press.

RUOFF, K. J. (2003, février 11). *The People's Emperor : Democracy and the Japanese Monarchy, 1945-1995*. Harvard University Press.

SAALER, S. & SCHWENTKER, W. (2008). *Power of Memory in Modern Japan* (1re éd.). Folkestone : Global Oriental.

SANSAI BOOKS. (2016). *Nippon Kaigi no jinmyaku : Himerareta hoshu-kei minkan dantai no katsudō to hyaku-nin no purofīru* 日本会議の人脈—秘められた保守系民間団体の活動と100人のプロフィール *(Le réseau de Nippon Kaigi : Les activités et le profil de 100 des membres de l'organisation conservatrice cachée)*. Sankai Mook. T_okyō : Sansai Books Publishing 三才ブックス.

SATAKA, M. 佐高信. (2018). *Abe "Nippon Kaigi" seiken to kyōhansha-tachi* 安倍「日本会議」政権と共犯者たち *(Le gouvernement "Nippon Kaigi" d'Abe et ses complices)*. Tōkyō : Kawade Shobō Shinsha 河出書房新社.

SATŌ, M. 佐藤優. (2015). *Nihon kokka no shinzui : kinsho kokutai no hongi wo yomitoku* 日本国家の神髄 : 禁書「国体の本義」を読み解く *(L'Essence de la Nation japonaise : lire le* Kokutai no Hongi*)*. Tōkyō : Fusōsha 扶桑社.

SEIZELET, E. (2009). *Le pacifisme à l'épreuve : le Japon et son armée*. Paris : Les Belles lettres.

SHIMAZONO, S. 島薗進. (2008). State Shinto and Emperor Veneration. In B.-A. SHILLONY (Éd.), *The emperors of modern Japan*. Leiden ; Boston : Brill.

— 島薗進. (2010). *Kokka Shintō to Nihonjin* 国家神道 *(Le Shintō d'Etat et les Japonais)*. Tōkyō : Iwanami Shoten 岩波書店.

SHIMAZU, N. (Éd.). (2006). *Nationalisms in Japan*. Sheffield Centre for Japanese studies / Routledge series. London, New York : Routledge.

SKYA, W. (2009). *Japan's holy war : the ideology of radical Shintō ultranationalism* (Durham). Asia-pacific. London : Duke University Press.

SUGANO, T. 菅野完. (2016). *Nippon Kaigi no kenkyū* 日本会議の研究 *(Etude de Nippon Kaigi)*. Tōkyō : Fusōsha 扶桑社.

TAGUIEFF. (1990). *La Force du préjugé : essai sur le racisme et ses doubles*. Paris : Gallimard.

TAGUIEFF, P.-A. (2012). *Le nouveau national-populisme*. Paris : CNRS Editions.

TAKAHASHI, T. 高橋哲也. (1999). *Sengo sekininron* 戦後責任論 *(Sur les responsabilités d'après-guerre)*. Tōkyō : Kodansha 小段社.

Takahashi, T. 高橋哲也. (2006). The national politics of the Yasukuni Shrine. In N. Shimazu (Éd.), *Nationalisms in Japan, ed. Naoko Shimazu* (T. 157). London : Routledge.
— 高橋哲也. (2008). *Can philosophy constitute resistance ?* Tōkyō : Center for Philosophy, University of Tokyo.
— 高橋哲也. (2012). *Morts pour l'Empereur : la question du Yasukuni* (A. Nanta, Trad.). Paris : Les Belles lettres.
Tawara, Y. 俵義文. (2016). *Nippon Kaigi no zenbō : Shirarezaru kyodai soshiki no jittai* 日本会議の全貌 *:* 知られざる巨大組織の実態 *(Une image complète de Nippon Kaigi : La réalité d'une organisation géante méconnue)*. Kadensha 花伝社.
Uesugi, S. 上杉諭. (2016). *Nippon Kaigi to wa nanika : Kenpō kaisei ni tsuki susumu karuto shūdan* 日本会議とは何かー憲法改正に突き進むカルト集団 *(Qu'est-ce que Nippon Kaigi ? Le groupe sectaire qui veut la révision constitutionnelle)*. Gōdō Shuppan Kabushiki Kaisha 合同出版株式会社.
Victoria, B. D. (2006). *Zen at War*. Lanham : Rowman & Littlefield.
Wilson, S. (2011). *Nation and nationalism in Japan*. London : Routledge.
Winock, M. (2014, mai 4). *Nationalisme, Antisémitisme et Fascisme en France*. Editions Points.
Yamazaki, M. 山崎雅弘. (2016). *Nippon Kaigi : Senzen kaiki e no jōnen* 日本会議 *:* 戦前回帰への情念 *(Nippon Kaigi : Les passions du retour à l'avant-guerre)*. Tōkyō : Shūeisha 集英社.

Articles

Babb, J. (2012). The Seirankai and the Fate of its Members : The Rise and Fall of the New Right Politicians in Japan. *Japan Forum*, *24*(1), 75–96.

— (2013). The New Generation of Conservative Politicians in Japan. *Japanese Journal of Political Science*, *14*(3), 355.

Etō, M. 衛藤幹子. (2016). 'Gender' Problems in Japanese Politics : A Dispute over a Socio-Cultural Change towards Increasing Equality. *Japanese Journal of Political Science*, *17*(3), 365–385.

Groupe 1984 グループ一九八四. (2012). Yogen no sho "Nihon no jisatsu" saikō 予言の書「日本の自殺」再考 (Repenser le texte prophétique "Le Suicide du Japon"). *Revue Bungei-shunjū* 文藝春秋, *90*(4), 120–121.

Guex, S. (2012). La controverse nippo-coréenne au sujet des manuels d'histoire. *Cipango*, (19), 111–148.

Guthmann, T. (2015, octobre). Religion et nationalisme dans le Japon contemporain : les nouveaux mouvements religieux au sein de la Conférence du Japon. *Monde chinois*, (42), 74–83.

— (2017). Les enjeux politiques cachés de la loi autorisant l'abdication de l'empereur du Japon. *The Conversation*.

Guthmann, T. & Rots, A. P. (2017). Nationalist Circles in Japan Today : The Impossibility of Secularization. *Japan Review*, (30), 207–225.

Hardacre, H. (2004). Religion and civil society in contemporary Japan. *Japanese Journal of Religious Studies*, *31*(2), 389–415.

Havlíček, J. (2009). Religion, Politics and National Identity in Modern Japan : Examining the Issue of Yasukuni Shrine. *Religio*, *17*(1), 57–73.

Higuchi, N. & Matsutani, M. 樋口直人 & 松谷満. (2016). Support for the radical right in Japan: Converging to the European Politics ? *Social Theory and Dynamics*, *1*, 59–68.

Hirata, K. (2008). Who Shapes the National Security Debate ? Divergent Interpretations of Japan's Security Role. *Asian Affairs : An American Review*, *35*(3), 123–151.

Hobsbawm, E. (1995). Inventer des traditions. *Enquête*, (2), 171–189.

Horiuchi, T. (2014). Public Opinion in Japan and the Nationalization of the Senkaku Islands. *East Asia*, *31*(1), 23–47.

Ishida, H. 石田博英. (1963). Hoshu seitō no bijon 保守政党のビジョン (Vision d'un parti conservateur). *Chūōkōron* 中央公論, *78*(1), 88–97.

Kano, A. (2011). Backlash, fight back, and back-pedaling : Responses to State feminism in contemporary Japan. *The International Journal of Asian Studies*, *8*(1), 41–62.

Klein, A. (2012). Twice Bitten, Once Shy: Religious Organizations and Politics after the Aum Attack. *Japanese Journal of Religious Studies*, 77–98.

Larsson, E. (2017). Jinja Honchō and the Politics of Constitutional Reform in Japan. *Japan Review*, (30), 227–252.

Levidis, A. (2012). Shinzo Abe and the dream of a conservative Asia. *East Asia Forum*.

Lucken, M. (2008, janvier). Autour de quelques os. La mémorialisation des criminels de guerre de catégorie A. *Cipango : Cahiers d'études japonaises*, (15), 101–122.

Maekawa, M. (2002). The politics and culture of contemporary religion in Japan. *Bulletin of the Nanzan Institute for Religion & Culture*, *26*, 54.

Masaki, M. & Aramaki, H. 政木みき & 荒牧央. (2017). Kenpō wo meguru ishiki no henka to ima : "Nihonjin to kenpō 2017" chōsa kara 憲法をめぐる意識の変化といま :「日本人と憲法 2017」調査から (L'évolution des mentalités autour de la Constitution : extrait de l'enquête "Les Japonais et la Constitution 2017"). *Hōsō kenkyū to chōsa* 放送研究と調査, *67*(11), 2–27.

McNeill, D. (2013, novembre). Back to the Future : Shinto, Ise and Japan's New Moral Education. *The Asia-Pacific Journal*, *11*(50-1).

— (2015). Nippon Kaigi and the Radical Conservative Project to Take Back Japan. *The Asia-Pacific Journal : Japan Focus*, *13-48*(4).

Mizohata, S. (2016). Nippon Kaigi : Empire, Contradiction, and Japan's Future. *The Asia-Pacific Journal : Japan Focus*, *14-21*(2), 1–19.

Mullins, M. R. (2012). The Neo-Nationalist Response to the Aum Crisis : A Return of Civil Religion and Coercion in the Public Sphere ? *Japanese Journal of Religious Studies*, *39*(1), 99–125.

Musiedlak, D. (2010). Fascisme, religion politique et religion de la politique. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, *108*(4), 71.

Nanta, A. (2001a). L'actualité du révisionnisme historique au Japon (avril–août 2001). *Ebisu*, *27*(1), 129–138.

— (2001b). L'actualité du révisionnisme historique au Japon (juillet 2001). *Ebisu*, *26*(1), 127–153.

— (2002). L'actualité du révisionnisme historique au Japon (novembre 2001 – avril 2002). Autour de la négation de Nankin et de la revue Shokun ! *Ebisu*, *28*(1), 185–195.

— (2005). Histoire et mémoire dans le Japon d'après-guerre. *Études*, *403*(10), 297–307.

— (2008). Le succès de *L'Armée de l'Empereur* : un symptôme. *Cipango : Cahiers d'études japonaises*, (15), 7–33.

Pelletier, P. (2012). La guerre de Fukushima. *Hérodote*, *146-147*(3), 277.

Penney, M. (2013). The Abe Cabinet : An Ideological Breakdown. *The Asia-Pacific Journal : Japan Focus*.

Pletnia, M. (2017). Back to the Past : Analysis of the Amendments Regarding Emperor and the National Symbols in the LDP 2012 Constitutional Draft. *Japanese Journal of Political Science*, *18*(1), 176–195.

Postel-Vinay, K. (2017). The Global Rightist Turn, Nationalism and Japan. *The Asia-Pacific Journal : Japan Focus*, *15-10*(1).

Rambelli, F. (1996). Religion, ideology of domination, and nationalism : Kuroda Toshio on the discourse of shinkoku. *Japanese journal of religious studies*, 387–426.

Rieu, A.-M. (2015, novembre). The syndrome of "overcoming modernity". Learning from Japan about ultra-nationalism. *Transtext(e)s Transcultures : JOurnal of Global Cultural Studies*, (9-14).

Saaler, S. (2016). Nationalism and History in Contemporary Japan. *The Asia-Pacific Journal : Japan Focus*, *14-20*(7).

Sasagase, Y., Hayashi, K. & Satō, K. (2015). Japan's largest rightwing organization : an introduction to Nippon Kaigi. *The Asia-Pacific Journal : Japan Focus*, *13-48*(5).

Seaton, P. (2015, juillet 27). The Nationalist Assault on Japan' s Local Peace Museums : The Conversion of Peace Osaka. *The Asia-Pacific Journal : Japan Focus*, *13*(30-3).

Seiichi, I., Teizō, I., Susumu, I., Shōichirō, Y., Jun'ichirō, F., Michio, F., … Hideichi, M. (1987). 530. Kokusui-shugi. *Dictionnaire historique du Japon*, *13*(1), 43–43.

Shibata, M. (2008, août). The politics of religion : modernity, nationhood and education in Japan. *Intercultural Education*, *19*(4), 353–361.

Shibuichi, D. (2017). The Japan Conference (Nippon Kaigi): an Elusive Conglomerate. *East Asia*, *34*(3), 179–196.

Shimazono, S. 島薗進. (2005). State Shinto and the Religious Structure of Modern Japan. *Journal of the American Academy of Religion*, *73*(4), 1077–1098.

Shimazono, S. & Yamazaki, M. 島薗進 & 山崎雅弘. (2016). Nippon Kaigi to shūkyō nashonarizumu 日本会議と宗教ナショナリズム (Nippon Kaigi et le nationalisme religieux). *Kotoba* コトバ, *24*, 138–143.

Starrs, R. (2009). Politics and Religion in Japan. *Religion Compass*, *3*(4), 752–769.

Takahashi, T. 高橋哲也. (2007, avril 2). Yasukuni Shrine at the Heart of Japan's National Debate: History, Memory, Denial. *The Asia-Pacific Journal : Japan Focus*, *5*(4-0).

Tawara, Y. 俵義文. (2017). What is the Aim of Nippon Kaigi, the Ultra-Right Organization that Supports Japan's Abe Administration ? *The Asia-Pacific Journal : Japan Focus*, *15-21*(1).

Yamaguchi, T. 山口智美. (2007). Impartial observation and partial participation : Feminist ethnography in politically charged Japan. *Critical Asian Studies*, *39*(4), 583–608.

Thèses et travaux universitaires

Kondo, Y. (2007). *La politique religieuse et la construction de l'identité nationale au Japon* (thèse de doct., Université Paris-Descartes).

Lassalle, O. (2009). *Shintarō Ishihara et le nationalisme japonais* (mém.de mast., Institut d'Etudes Politiques de Lyon).

Osawa, K. (2011). *Equal but never free : Conservatives, ideology, and gender politics in contemporary Japan* (thèse de doct., University of Wisconsin).

Romeu, M. G. (2013). *The Japanese History Textbook Controversy Amid Post-War Sino-Japanese Relations* (thèse de doct., Florida International University).

Autres

Bōeishō 防衛省. (2017). *La défense du Japon*, Ministère de la Défense du Japon.

Hardacre, H. (2017). Political Realignment Among Japan' s Religions.

Jiyū-minshutō 自由民主党. (2012a). *Nihon-koku kenpō kaisei sōan Q&A* 日本国憲法改正草案 Q & A *(Questions et réponses au sujet de l'Avant-projet de révision de la Constitution du Japon)*.

— 自由民主党. (2012b). *Nihon-koku kenpō kaisei sōan* 日本国憲法改正草案 *(Avant-projet de révision de la Constitution du Japon)*.

Levidis, A. (2017). *The Realism of History : Abe Shinzō and the Politics of Conservatism*. Présentation tenue dans le cadre du séminaire *Sciences sociales dans le Japon contemporain* du Master Etudes japonaises (INALCO/Université Paris Diderot).

Masunaga, S. (2016). *Emerging Japanese Nationalism and Its Correlations with the Collapse of Japan as a Family Nation*.

Sugano, T. 菅野完. (p.d.). *What is Nippon Kaigi ?* Conférence donnée le 20 juillet 2016 au Foreign Correspondents' Club of Japan.

Supreme Commander for the Allied Powers, General Headquarters. (1945, décembre). Abolition of Governmental Sponsorship, Support, Perpetuation, Control, and Dissemination of State Shinto (Kokka Shinto, Jinja Shinto)(SCAPIN 448).